

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION

CIVILE ET PÉNALE

ET LE ROLE DE L'ÉDUCATION

DANS LA

LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 12 février 1902, à une heure et demie

PAR

Adrien TOUSSAINT

Avocat à la Cour d'appel de Dijon

Sous la présidence de M. TRUCHY, *professeur*

Suffragants { M. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*
M. PERCEROU, *agrégé.*

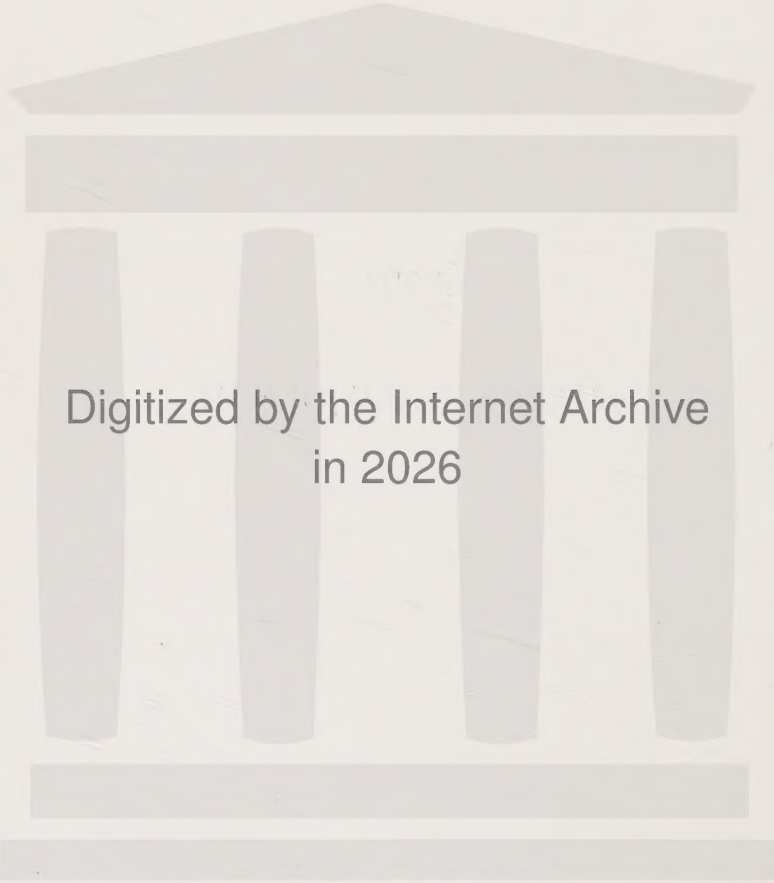
GRAY

IMPRIMERIE BOUFFAUT FRÈRES

—
1902

LUTTE

CONTRE L'ALCOOLISME



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548218_0029

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

LA LÉGISLATION

CIVILE ET PÉNALE

ET LE ROLE DE L'ÉDUCATION

DANS LA

LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le mercredi 12 février 1902, à une heure et demie

PAR

Adrien TOUSSAINT

Avocat à la Cour d'appel de Dijon

Sous la présidence de M. TRUCHY, *professeur*

Suffragants { M. DUVERDIER DE SUZE, *professeur*
 { M. PERCEROU, *agrégé*.



GRAY

IMPRIMERIE BOUFFAUT FRÈRES

1902

July 29, 1900

WILLIAM H. HARRIS

1900

1900

1900

1900

1900

1900

1900

1900

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

INTRODUCTION

« On attribue trop d'importance aux lois, dit M. de Tocqueville (*La Démocratie en Amérique*, tome II, chapitre 9), trop peu aux mœurs. Je suis convaincu que la situation la plus heureuse et les meilleures lois ne peuvent maintenir une constitution, en dépit des mœurs, tandis que celles-ci tirent encore parti des positions les plus défavorables, et des plus mauvaises lois. L'importance des mœurs est une vérité commune, à laquelle l'étude et l'expérience ramènent sans cesse. Il me semble que je la trouve placée dans mon esprit, au bout de mes idées. »

La vie et la mort d'un peuple tiennent à des causes plus hautes que les lois ; elles dépendent des mœurs, comme le dit excellemment M. de Tocqueville.

Or, nous sommes menacés d'un fléau plus terrible que la peste, mais que la plupart d'entre nous ignore ou veut ignorer. Nous voulons parler de l'alcoolisme, qui fait autant de victimes, sinon plus que la tuberculose, autre plaie néfaste de notre époque.

Un examen rapide des dangers que fait courir à la nation française l'abus de l'alcool s'impose donc au début de notre étude.

Après l'exposé de ce péril, il nous appartiendra de rechercher ce qu'on a fait pour remédier au développement progressif de la consommation de l'alcool. Quelle est la législation existante ? Quelles mesures civiles et pénales sont en vigueur dans notre pays ?

Un simple exposé montrera leur insuffisance.

Il faudra nous demander s'il n'y aurait pas lieu de réformer sur ce point toute notre législation, si des mesures répressives sévères ne devraient pas être prises ; mais justement, parce qu'elles seront sévères, elles seront difficilement admises par la masse de la

population ; de là, découle la nécessité d'un enseignement anti-alcoolique approprié.

Cet enseignement aura le double avantage : d'abord de montrer scientifiquement que l'alcool est un poison, par suite de diminuer le nombre de ceux qui croient ou veulent croire que son usage est bienfaisant, — et de plus de former des légions de tempérants qui soutiendront énergiquement (comme cela arrive d'ailleurs dans plusieurs Etats étrangers, en Suède notamment) toutes les mesures civiles ou pénales proposées pour combattre le développement de la consommation de l'alcool.

Actuellement, malgré les cris d'alarme, beaucoup restent incrédules. Nos mœurs ont besoin d'être réformées sur ce point. Le jour où nous serons bien convaincus que l'alcool est un poison, que si nous en faisons un usage continuel, nous risquons de devenir alcooliques, c'est-à-dire malades au point de vue physiologique comme au point de vue moral, plusieurs n'en feront plus usage.

Quant à ceux qui, conscients de leur faiblesse, continueront, malgré tout, à se livrer à leurs penchants anti-sociaux, ils seront cette fois doublement respon-

sables devant la Société du mal qu'ils lui causent. Eléments de trouble et de perturbation, ils ne devront plus s'étonner s'ils se voient, sinon rejetés du corps social, du moins mis dans l'impossibilité de nuire.

Nous aurons ainsi une complète justification des mesures répressives dont nous aurons parlé tout d'abord, car si, malgré cette prévoyance attentive, qui aura conduit l'enfant à l'étude de plus en plus approfondie des dangers qu'il court en s'intoxiquant, celui-ci, devenu homme, fait un usage habituel et constant des boissons alcooliques, il sera bien plus coupable. Ces mesures qui auraient peut-être paru un peu draconiennes se trouveront pleinement justifiées — et par le danger que fait courir à notre pays ce développement progressif de la consommation — et par la connaissance que chaque citoyen aura de ce danger. Parlant d'abord des mesures proprement juridiques, il sera de toute nécessité que nous y ajoutions l'examen des mesures plus spécialement pédagogiques.

Ainsi, danger de l'alcoolisme et terrain de la lutte, législation existante et réformes à faire sur le terrain du Droit civil et du Droit pénal, propres à remédier au développement du mal, enfin nécessité d'un ensei-

gnement anti-alcoolique, telle est la marche que nous allons suivre. Les explications qui précèdent ont dû montrer que c'était la seule méthode scientifique et par là même sûre, non seulement pour étudier, mais encore pour combattre ce redoutable fléau.



AVANT-PROPOS

L'ÉTENDUE DU MAL

§ I. — Dangers de l'alcoolisme

A. -- CAUSES

a] *La nocivité de l'alcool.* — Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans des détails scientifiques sur la nocivité de l'alcool : les hygiénistes et les médecins modernes ont tous admis que l'alcool est un poison ; leurs travaux sont trop concluants et sont trop connus du public éclairé pour que nous y revenions. Qu'il nous suffise de dire que l'alcool n'est pas une substance unique, homogène, toujours semblable à elle-même dans son origine, sa nature et ses effets. Il n'y a pas qu'un seul alcool, il y en a plusieurs de composition et de toxicité variables à l'infini.

Tous ces alcools forment des séries de corps oxygénés, susceptibles de donner naissance à des éthers par l'action des acides et chez lesquels la quantité de carbone —

c'est-à-dire de poison — augmente progressivement ou diminue, selon les matières premières d'où ils sont tirés.

Ce qu'on peut affirmer aujourd'hui d'une manière certaine, et sans craindre de se tromper, c'est que tous les alcools indistinctement sont des poisons, quoique à un degré différent.

Le 18 janvier 1896, à l'hôtel des Sociétés savantes, M. Alglave, auteur d'un projet sur le monopole de l'alcool, a fait avec le concours du docteur Laborde, des expériences concluantes ; un premier cobaye injecté d'un centimètre cube d'alcool amylique était ivre-mort et insensible ; un deuxième injecté d'une même quantité d'al-déhyde salicilique, qui entre pour une large part dans la fabrication des bitters et vermouths, avait les pattes agitées d'un tremblement continu ; un troisième enfin, injecté d'absinthe, était en proie à une crise terrible d'épilepsie.

Les expériences plus récentes du docteur Laborde, expériences qui ont fait l'objet de communications à l'Académie de médecine, ont prouvé que c'étaient les liqueurs dites apéritives, bitters, vermouth, absinthes, etc. qui se trouvaient les plus toxiques et cela parce qu'elles renfermaient un triple poison : 1^o l'alcool ; 2^o les impuretés de l'alcool constituant leur mauvais goût naturel ; 3^o le bouquet surajouté, qui fait disparaître le mauvais goût, et qui les fait apprécier des consommateurs.

En admettant même que l'alcool exerce passagèrement une action stimulante sur les centres cérébraux de l'homme, il est certain aujourd'hui, que cette action dure un temps très court et est suivie d'une longue pé-

riode d'affaiblissement : le docteur Vlassack, au congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, tenu à Vienne (avril 1901) l'a parfaitement démontré. La stimulation fait bientôt place à une paralysie persistante, l'attention devient pénible, l'élaboration des impressions difficile. En même temps des troubles se produisent dans le système nerveux; l'altération se produit sous forme d'un malaise vague, d'une modification de caractère. Bientôt, la sénilité arrive : c'est l'appauvrissement définitif, total.

Même influence néfaste de l'alcool sur les systèmes circulatoire ou respiratoire, ou encore sur le système musculaire.

Le docteur Schmiedeberg (*Lehrbuch der Arzneimittel-lehre*), et M. Jacquet de Bâle (*Archives de pharmacodynamie* II. p. 187. 1895), ont nettement établi, le premier, qu'à forte dose l'action paralysante produite par l'alcool sur la circulation du sang se manifestait immédiatement : les pulsations diminuent d'amplitude et la pression sanguine s'abaisse — le deuxième, que la même action funeste se produisait sur le système pulmonaire, en amenant une diminution des échanges respiratoires.

20 à 25 minutes après l'injection de la dose efficace d'alcool, nous a appris le docteur Destrée dans une communication au congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, tenu à Bruxelles en 1897, le travail perd de son efficacité. Le docteur Scheffer, d'Utrecht, a confirmé ces résultats en 1898 : l'action défavorable de l'alcool sur le travail des muscles n'est donc pas douteux.

Nous pourrions citer encore un grand nombre d'expériences concluantes faites par les médecins dans ces dernières années ; mais ce sont-là des questions presque purement médicales et ce que nous avons dit est suffisant, semble-t-il, pour que nous puissions conclure avec le docteur Meyer, professeur à l'Université de Marbourg : l'action de l'alcool se résume dans une paralysie croissant avec les doses absorbées, affaiblissant particulièrement le centre respiratoire et le cœur. Sa combustion permet une épargne de la graisse et des hydrocarbures, mais non de l'albumine. Ses propriétés toxiques doivent le faire rejeter comme aliment. Sous la forme concentrée des liqueurs, il est dangereux : c'est un poison.

(Cf. *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier et 10 février 1896, G. Bourcart : Le péril de l'alcoolisme et ses remèdes. — 10 novembre 1896, Charles Dupuy : L'alcool et l'alcoolisme : les réformes et l'hygiène, p. 261 et suiv. — *Revue des jeux scolaires*, novembre 1899, docteur Le Gendre : L'alcool p. 201. — *Journal of physiology* VIII, 6, Warren the effect of pure alcohol on the reaction time irrita a description, etc. — Fuerer : Ueber die psychischen Nachwirkungen des Alkoholrausches : rapport au congrès des neurologistes et aliénistes du sud de l'Allemagne, 1895. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles 1897) : Rapports du docteur Motet, membre de l'Académie de médecine; du pasteur Rochat; du docteur Forel, professeur à l'Université de Zurich; du docteur de Boeck, professeur de clinique au dépôt des aliénés de l'hôpital Saint-Jean, à Bruxelles; du docteur Destrée, professeur à l'Université libre de Bruxelles. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris 1899) : Rapports du docteur Gley, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris; du docteur Bienfait, de Liège; du docteur Vickerg Drysdale, de Londres; du docteur Le Gendre, médecin de l'hôpital Tenon. — 8^e Congrès international contre l'abus

des boissons alcooliques (Vienne 1901): Rapports de M. Meyer, professeur de l'Université de Marbourg, et du docteur Wlassack, de Vienne.)

b] *Grande quantité d'alcool bu.* — Les expériences concluantes des médecins hygiénistes nous ont montré qu'il n'y avait pas de boisson plus dangereuse que l'alcool ; mais il n'y aurait que demi mal, si cette boisson n'était prise qu'à des intervalles excessivement éloignés et à l'occasion seulement de fêtes exceptionnelles. Malheureusement il n'en est pas ainsi, car, ce sont les moindres souvenirs commémoratifs qui servent de prétextes à l'absorption de ces boissons toxiques, c'est l'usage journalier même, qui est en honneur dans certaines parties de la population : rien d'étonnant alors que nous ayions à constater une courbe ascendante dans la consommation des boissons distillées, avec le regret de voir que la France tient presque la tête dans cette course à l'abîme.

Ce n'était guère qu'un litre 46, à 100 degrés que chaque habitant de notre pays buvait en 1850 et c'étaient en 1890, 4 litres qui étaient la consommation moyenne des Français. Le tableau suivant montre combien la progression, si elle est relativement lente, a été constante pendant ces cinquante dernières années.

Années	Litres à 100°	Années	Litres à 100°	Années	Litres à 100°	Années	Litres à 100°
1850	1.46	1863	2.33	1876	2.71	1889	4.00
1851	1.74	1864	2.33	1877	2.79	1890	4.35
1852	1.81	1865	2.34	1878	2.98	1891	4.37
1853	1.80	1866	2.53	1879	3.22	1892	4.56
1854	1.68	1867	2.47	1880	3.64	1893	4.32
1855	2.00	1868	2.55	1881	3.91	1894	4.04
1856	2.13	1869	2.63	1882	3.85	1895	4.07
1857	2.29	1870	2.32	1883	3.96	1896	4.19
1858	2.34	1871	2.81	1884	3.98	1897	4.28
1859	2.28	1872	2.09	1885	3.86	1898	4.70
1860	2.27	1873	2.59	1886	3.53		
1861	2.23	1874	2.69	1887	3.84		
1862	2.29	1875	2.82	1888	3.87		

Quelques remarques sont nécessaires pour mieux faire ressortir cette progression. C'est d'abord que nous avons calculé en alcool à 100° et que l'alcool vendu n'est guère que de l'alcool à 50°, ce qui représente près de 10 litres d'alcool bu par personne. De plus, ces 10 litres représentent à leur tour environ 400 petits verres, c'est-à-dire une consommation de plus d'un petit verre par jour. Si l'on songe qu'il ne s'agit là que de l'alcool imposé, qu'il faudrait ajouter à ce tableau celui des « bouilleurs de cru », qui aurait aussi son intérêt, mais que malheureusement on ne peut connaître qu'approximativement ; si on se rappelle également qu'il n'y a guère qu'une partie de la population masculine qui s'abreuve de la sorte et que les femmes et les enfants sont encore en grande

partie à l'abri de ce fléau, nous ne trouverions plus un petit verre par jour, comme chiffre moyen de la consommation, mais ce serait un moyenne de 8 à 10 petits verres, qui, journellement seraient bus par la partie de la population française alcoolisée.

Et, pendant ce temps, comme nous l'apprend le rapport de la commission instituée par l'arrêté ministériel du 29 juillet 1895, pour rechercher les moyens propres à introduire l'enseignement anti-alcoolique dans les établissements d'instruction publique, presque partout, dans les pays qui nous entourent, la consommation aurait des tendances à diminuer. On consommait en Angleterre 2 litres 86 d'alcool à 100 degrés par habitant en 1852, on n'en consommait plus que 2 litres 22 en 1893. En Hollande, la consommation, qui était de 4 litres 50 en 1854, s'est élevée à 6 litres en 1876, mais elle décroît depuis lors d'une manière continue, et en 1890, elle était réduite à 4 litres 45. En Norvège, la consommation était en 1833 de 9 litres 50 ; elle s'était abaissée en 1891 à 1 litre 82 ; en Suède, elle a passé de 23 litres en 1829, à 3 litres 25 en 1890 ; en Suisse, de 5 litres environ en 1885 à 3 litres 20 en 1892 ; au Canada, de 3 litres en 1867 à 1 litre 75 en 1892 ; en Allemagne enfin, de 9 litres 50 en 1886 à 4 litres 40 en 1894. En Russie même, il n'était consommé en 1885 que 3 litres 32 d'alcool par tête d'habitant, alors que nous en consommions déjà 3 litres 86. Aux Etats-Unis, la consommation alcoolique est en progression depuis 1878, mais elle n'atteignait encore en 1893 que 2 litres 85. Il n'y a qu'en Belgique, où les progrès du mal sont aussi rapides qu'en France : en 1854,

on y consommait 2 litres 94 d'alcool par habitant; en 1893, on en consommait 4 litres 76. C'est le seul pays, avec le Danemarck, la Hollande et l'Allemagne, dont la consommation alcoolique dépasse aujourd'hui la nôtre.

Notons que cette statistique ne porte que sur les quantités d'alcool contenues dans les spiritueux. Si nous calculions la quantité totale d'alcool absorbé tant dans les boissons fermentées que dans les boissons distillées, nous constaterions que la France vient au premier rang avec une consommation de 13 litres 81, l'Allemagne au 3^e avec 10 litres 40 et l'Angleterre au 4^e seulement avec 9 litres 23 et remarquons que si l'usage du vin, de la bière et du cidre est relativement inoffensif, il n'en est plus ainsi, lorsqu'il se combine avec celui des spiritueux.

Nous avons ainsi la prépondérance sur le terrain alcoolique, mais si nous l'avons gagnée depuis 50 ans, il est bien possible que nous l'ayions perdue sur d'autres terrains.

Cette prépondérance d'ailleurs s'aggrave, si l'on songe que ce sont justement les boissons les plus dangereuses, celles qui renferment des essences, en particulier l'absinthe, qui comptent pour une notable proportion dans la consommation française : en 1892, sur un chiffre total de 1.735.369 hectolitres d'alcool, livrés à la consommation, il y avait 129.670 hectolitres d'absinthe (quantités calculées en alcool à 100 degrés).

Terminons toutefois par un tableau un peu plus consolant. D'après le Bulletin de statistique du Ministère des finances (mars 1900 et mars 1901), la consommation

d'alcool aurait un peu diminué pendant les années 1899 et 1900 : elle se serait abaissée à 4 litres 81 en 1899 et 4 litres 88 en 1900 (il s'agit ici de la consommation totale : alcools imposés et alcools de bouilleurs de cru), tandis qu'elle était de 5 litres 08 par tête en 1898.

Si dans plusieurs grandes villes, Paris et Versailles notamment, la statistique relève des diminutions, c'est peut-être que dans ces villes, l'enseignement anti-alcoolique est mieux organisé qu'ailleurs, que les conférences y sont plus nombreuses et les ligues plus actives. Nous aurons à y revenir plus loin.

(Cf. Le péril de l'alcoolisme et ses remèdes, G. Bourcart, *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier et 10 février 1896.— Recherches sur la consommation des boissons distillées et fermentées dans différents pays, Jules Denis : Rapport fait au 5^e congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, (Bâle, 1895).— B.R.S.: Enquête sur le régime de l'alcool à l'étranger : Russie; *Revue politique et parlementaire*, janvier 1897, p. 144.— Note de M. Charles Gide : *Revue d'économie politique*, décembre 1898, p. 972. — Docteur Raoul Brunon : Rapport fait au 7^e congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris, 1899). — Minutes of the annual Meeting of the Ontario Branch of the Dominion Alliance, 1900.)

B. — RÉSULTATS

a] *Dangers familiaux.* — L'alcoolisme, nous le voyons tous les jours par les exemples que nous avons sous les yeux, conduit à la ruine, à la désunion, à l'extinction graduelle des familles humaines.

S'il fallait calculer tout d'abord la somme totale dessalaires, qui est dévorée chaque année par l'alcool, nous

arriverions à des chiffres fantastiques. D'après la statistique annuelle de M. Dawson Burns sur la consommation de l'alcool en Angleterre, il paraît que les Anglais ont bu pendant l'année 1900 pour *quatre milliards vingt-cinq millions* de boissons alcooliques, et encore ce chiffre est inférieur de 30 millions de francs à celui de l'année précédente. Chaque habitant du Royaume-Uni aurait donc consommé en 1900 pour 95 francs d'alcool.

D'après les chiffres officiels, les Français dépensent annuellement plus d'un milliard en achat de spiritueux. Qu'on ajoute à ce total, le prix des liqueurs consommées en franchise ou en fraude, plus la valeur de l'alcool que renferment les vins, bières et cidres consommés par tous ceux qui, en abusant de ces boissons, s'intoxiquent plus ou moins rapidement, et l'on arrive au chiffre d'un milliard et demi, dépensé par la France pour s'empoisonner. Si l'on tient compte également du temps perdu par l'ouvrier dans les cabarets et que M. Jules Rochard estime à un milliard (exactement 962.771.000 francs, plus 70.842.000 francs de frais de traitement et de chômage), si l'on y ajoute l'affaiblissement que les tares et maladies alcooliques héréditaires ou personnelles font subir à la main d'œuvre, si surtout on considère la perte économique prodigieuse, qui résulte pour la France de ce qu'un huitième de sa population vit de la production, de la circulation et de la vente du poison, on peut affirmer hardiment, même en négligeant le coût des suicides, des répressions des crimes, des entretiens des aliénés dans les asiles, et autres dépenses cependant importantes, que les dépenses occasionnées indirectement

par l'alcool se montent à un chiffre supérieur à la dépense directe qu'il occasionne. Nous aboutissons de la sorte au chiffre énorme d'une perte annuelle de plus de *trois milliards*, poids mort que nous trainons derrière nous, et qui, dans les luttes économiques internationales, nous met dans un fâcheux état d'infériorité vis-à-vis des peuples qui ont mieux su se défendre contre les ravages du fléau. (Un programme d'action, Frédéric Riemann : *Bulletin de la Société française de tempérance*, année 1901, nos 4 et 5.)

Un calcul analogue pour la Belgique nous apprendrait que les dépenses occasionnées directement ou indirectement par l'alcool s'élèvent chaque année à une somme globale d'un milliard ou d'un milliard et demi, chiffre colossal pour une population de moins de 7 millions d'habitants.

Ruine de la famille, voilà donc le terme fatal de l'abus de l'alcool, et si la femme suit l'exemple néfaste de son mari, c'est alors la débâcle. Sans doute, elle n'ira pas seule dans un débit, mais c'est à l'épicerie qu'elle ira satisfaire sa passion de l'alcool, et comble d'hypocrisie, elle est censée y aller pour les besoins du ménage.

Ce qu'il y a de plus terrible encore, comme l'a montré le docteur Garnier, dans les *Annales d'hygiène publique*, de février 1901, c'est que l'alcoolique se survit à lui-même en tant qu'alcoolique. Sa descendance hérite de lui, comme d'un diathésique, et parmi les tares transmises, il faut inscrire *l'aptitude criminelle*, comme l'une des plus fréquentes de l'hérédo-alcoolisme. L'alcool fait des mons-

tres au physique et au moral, par voie d'hérédité. L'hérédité maternelle est encore plus dangereuse que celle du père. Le docteur Sullivan, qui a étudié cette question dans la prison de Liverpool, a trouvé que même en exceptant les cas dans lesquels il existait des signes de phthisie ou de syphilis, sur 600 enfants issus de 120 femmes alcooliques, à peine 265, soit 44,2 pour 100, ont dépassé l'âge de 2 ans, tandis que 334, soit 55,8 pour 100 n'ont pas pu vivre jusqu'à 2 ans. 21 femmes ont fourni des renseignements sur les conditions d'existence de leurs sœurs et filles qui ne buvaient pas et dont les époux n'étaient pas buveurs. Les renseignements ainsi obtenus concernent 28 femmes, mères de 138 enfants, dont 33 seulement, soit 23,9 0/0 sont morts avant l'âge de 2 ans. Autrement dit, d'après ce savant éminent, la mortalité des enfants issus de femmes alcooliques serait presque 2 fois 1/2 plus grande que celle des enfants issus de femmes sobres et appartenant à la même famille.

Et par le fait même, l'alcoolisme danger familial devient un danger social. Son développement est funeste à l'avenir de notre race : c'est, en effet, l'agent le plus actif de *la dépopulation*.

(Cf. *La Sentinelle*, 10 mai 1901.— *Manuel général de l'instruction primaire*, 23 février 1901.— *Archives d'anthropologie criminelle*, 15 mai 1901.— L'alcoolisme en Belgique, brochure éditée par la Ligue patriotique belge contre l'alcoolisme, 1895.— 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles 1897), conférence du docteur Motet, membre de l'Académie de médecine.)

b| *Dangers sociaux*. — Dépopulation, criminalité, folie

et augmentation des suicides : voilà le sombre bilan de l'abus des boissons alcooliques.

Dépopulation, avons-nous dit : rappelons-nous le sort des Indiens. Autrefois les Peaux-Rouges possédaient toute l'Amérique du Nord. Aujourd'hui, relégués dans des territoires infimes, ils y demeurent impuissants et dégénérés. C'est la funeste passion de l'alcool qui les a réduit à cet état misérable. Ils errent ça et là, chétifs et mal vêtus, implorant la charité des voyageurs et incapables de tout travail utile. Ils n'ont plus d'énergie, plus de courage ; leur force est anéantie : c'est une race qui va disparaître.

C'est le sort des peuples alcoolisés, comme celui des familles d'alcooliques : les tableaux des recensements français nous montreraient d'une façon péremptoire la diminution corrélative de la population avec l'augmentation de la consommation de l'alcool. Le recensement de 1896 nous apprend, en effet, que pour le département de l'Orne, on constatait en 1896 une diminution de 17.060 habitants ; de 14.646 pour celui de la Manche ; le Calvados en avait perdu 14.263, ce qui fait une diminution totale de 45.969 habitants pour ces 3 départements.

Un instituteur va nous indiquer quelle en est la source : « l'alcoolisme fait ici des progrès considérables, aussi bien *chez les femmes que chez les hommes*. » (L'alcoolisme en Normandie, d'après une récente enquête, Léopold Mabillean, *Réforme sociale*, 16 juillet-1^{er} août 1897, p. 215.)

Rien d'étonnant, comme nous l'apprend le docteur Davis, président de l'*American medical Temperance Asso-*

ciation Dean of Rush medical college, l'alcool crée la pauvreté, la maladie, conduit à la mort. Si ceux qui boivent l'alcool à petites ou à fortes doses étaient contraints de se marier uniquement entre eux, leur descendance serait éteinte en moins d'un ou deux siècles; heureusement, que certains d'entre eux se sont alliés à des femmes sobres et qu'ils ont échappé ainsi à l'extinction de leur race.

D'après le département de médecine russe, 10.855 hommes seraient morts en Russie de 1833 à 1892 de l'empoisonnement par l'alcool.

Mais l'alcoolisme n'amène pas seulement la diminution de la natalité ou l'accroissement de la mortalité, c'est aussi un puissant agent destructeur, car le développement de la criminalité va de pair avec la progression suivie par la consommation de l'alcool.

Les statistiques faites à ce sujet dans tous les pays qui nous entourent, comme en France, viennent confirmer cette affirmation.

Qu'on écoute le docteur Sullivan ou le docteur Baker (Londres), le docteur Vieselgren, de Stockholm, ou l'inspecteur général Schaffroth, de Berne, le docteur Baer, de Berlin, ou M. Danilo, professeur à l'Académie militaire de Saint-Petersbourg, M. A. Löffler, privat-docent à Vienne, ou M. Marambat, greffier en chef de Sainte-Pélagie, on arrive à cette conclusion que tire le docteur Garnier de leurs recherches, c'est qu'en moyenne 60 0/0 environ des crimes ou délits ont eu pour cause immédiate l'excitation produite par l'abus de l'alcool.

Les suicides également seraient dans notre pays dus pour une bonne part à l'alcoolisme : tandis qu'en 1880, les

suicides alcooliques étaient au nombre de 565, soit 11 0/0, en 1896, ils étaient au nombre de 1142, soit 12, 40/0.

La moyenne actuelle serait d'après le docteur Legrain, d'environ 15 0/0.

Nous ne voulons insister davantage sur ce point : tout le monde est d'accord aujourd'hui pour reconnaître que l'alcool est un puissant facteur du développement de la criminalité.

(Cf. *Le Petit Comtois*, 19 juin 1899. — *Le Peuple français*, 3 septembre 1899. — *Le Petit Journal*, 19 novembre 1900. — *L'alcool*, août-septembre 1900, mai 1901. — *Revue pénitentiaire*, juillet 1895, docteur Motet : Le crime et l'alcoolisme. — Février 1897 : Louis Rivière : Statistique criminelle des alcooliques en Belgique. — Avril 1899 : Communication de M. Louis Rivière à la séance de la Société générale des prisons du 15 mars 1899. — Juin 1901, J.-A. Roux : Alcoolisme et criminalité. — Juillet, novembre 1900 : 6^e congrès pénitentiaire international. — Mai 1901 : Le 8^e congrès international contre l'alcoolisme. — *Manuel général de l'Instruction primaire*, 6 avril 1901. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles 1897) : Rapport de M. Hubert Brunard. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris 1899) : Rapports du docteur Davis ; du docteur Thomas H. Monley, professor of Surgery, New-York School of clinical Médecine ; du docteur Bienfait, de Liège ; de M. G. Rochat, de Florence ; du docteur A. Korowin, de Russie ; du docteur Drysdale, consulting physician to the Metropolitan Hospital of London ; de M. W. Bingham ; du docteur Barthès, inspecteur du service des enfants assistés d'Eure-et-Loir ; du docteur Le Gendre, médecin de l'hôpital Tenon ; du docteur Julien Noir, de Paris. — Rapport de Claude, au Sénat, 1887. — Rapport Guillemet, 1899. — M. Aschaffenburg : Alcoholgenuss und Verbrechen (*Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, vol. XX, p. 80 et suiv.). — *La Grande Revue*, mars 1901, E. Vandervelde : Les facteurs économiques de l'alcoolisme.)

§ II. — Le terrain de la lutte

« Teetotallers » et abstinents partiels se combattent depuis 20 ans, les premiers soutenant qu'il faut s'abstenir complètement de toutes boissons distillées ou fermentées, les seconds proscrivant tout usage de l'alcool, mais admettant l'usage modéré du vin, de la bière et du cidre.

Faut-il rappeler la boutade de M. Louis Rivière, constatant qu'au 7^e congrès international contre l'abus des boissons alcooliques : Paris, 1899 (*Revue pénitentiaire* : mai 1899) les idées anglo-saxonnes d'abstinence totale y dominaient sans conteste et qu'on l'avait bien vu le jour où un imprudent s'était avisé, à la 2^e section, de prendre la défense des vins de France ; il avait dû promptement battre en retraite devant des adversaires, qui avaient sur lui le double avantage d'être femmes et étrangères.

Soyons fidèles au système français — si toutefois nous pouvons appeler système cette défense du vin qu'ont faite d'ailleurs les plus savants hygiénistes — et disons avec le docteur Motet, membre de l'Académie de médecine (conférence faite au 6^e congrès international contre l'abus des boissons alcooliques : Bruxelles, 1897) : « le vin naturel bu avec modération n'a jamais été un poison. Bien plus, c'est une liqueur généreuse, dont la douce stimulation relève la force et l'entretient. Réservons tous nos anathèmes pour les vins falsifiés avec des alcools impurs ; soyons plus indulgents pour le produit honnête de nos vignes de France ; il n'est pas plus dangereux que le cidre, que la bière, pourvu qu'on n'en abuse pas. »

Nous ne nous étonnerons plus de l'opinion du docteur Motet, quand nous saurons que dans un litre de vin rouge ordinaire, on trouve de 800 à 900 grammes d'eau, de 6 à 10 grammes de glycérine, de 1 à 2 grammes de tannin et matières colorantes, de 25 grammes environ d'un extrait sec contenant sels, phosphates, sulfates, soude, chaux, fer, etc., et enfin de 80 à 90 grammes d'alcool.

Le docteur Brouardel, ancien doyen de la Faculté de médecine de Paris, MM. Dujardin-Beaumetz et Audigé, le docteur Laborde et le docteur Bouchardat ont démontré récemment que toutes les matières entrant dans le vin étaient utiles à notre organisme et que l'alcool qui y existe est l'alcool éthylique, le moins nocif de tous les alcools.

Il ne nous appartient pas de rappeler toutes leurs expériences : ce sont là des questions médicales comme celles que nous avons rencontrées plus haut ; nous n'avons qu'à nous appuyer sur les affirmations de ces médecins pour déclarer que l'usage modéré du vin, de la bière et du cidre n'est pas nuisible. Nous sommes d'ailleurs persuadé que nous n'arriverons en France à un résultat — et un système peut-il être soutenu s'il n'a quelque effet pratique — que si nous nous plaçons sur ce terrain : guerre à l'alcool, mais ne proscrivons pas l'usage modéré du vin, de la bière et du cidre ; à ce compte, mais à ce compte seulement, nous avons quelque chance de réussir.

Comment obtenir cette réussite et quelles seront les mesures assez efficaces pour chasser de notre pays le

fléau de l'alcoolisme : c'est ce que nous allons rechercher.

(Cf. Docteur Bouchardat : *Traité d'hygiène*. — Docteurs Dujardin-Beaumetz et Audigé : *Recherches sur l'alcoolisme chronique*, Paris, 1888. — Docteur Laborde : *Bulletin de l'Académie de médecine*, octobre 1888. — Docteur Mauriac : *La défense du vin et la lutte contre l'alcoolisme*, 1901. — 7^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Paris 1899) : Rapport du R. Dawson Burns; observations de M. Bayet, directeur de l'enseignement primaire.)

CHAPITRE I^{er}

LA LÉGISLATION CIVILE ET PÉNALE DANS SES RAPPORTS AVEC L'ALCOOLISME

CHAPITRE I^{er}

LA LÉGISLATION CIVILE ET PÉNALE DANS SES RAPPORTS AVEC L'ALCOOLISME

Si nous n'avons pas insisté, comme on vient de le voir, sur la nocivité de l'alcool et les dangers qu'il fait courir à la Société, si nous n'avons en somme que rappelé en quelques mots les résultats néfastes qu'entraîne l'abus des boissons alcooliques, c'est que les études médicales et les travaux des hygiénistes sont si nombreux sur cette question, qu'aucun esprit réfléchi ne met aujourd'hui en doute qu'il y a là un grave fléau à combattre et qu'il est urgent de prendre des mesures pour le faire disparaître de notre pays.

Mais si on reconnaît volontiers aujourd'hui qu'il y a quelque chose à faire, si même on préconise des mesures plus ou moins sévères pour remédier au développement du mal, peu de ces mesures sont passées dans notre législation sous forme de lois : on peut même dire

qu'à l'heure actuelle aucune mesure législative ne vise directement l'alcoolisme ; nous ne trouvons que deux lois qui peuvent, dans certains cas s'appliquer à l'alcoolique : nous voulons parler de la loi du 23 janvier 1873 tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme et de la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés.

Cette législation est-elle suffisante ? Est-il admissible, que la Société n'intervienne pas davantage, si elle se trouve en présence d'un individu, qui fréquente trop souvent le cabaret, s'alcoolise journellement, fait par suite des dettes, se ruine et ruine sa femme et ses enfants. Si ce buveur, oublieux de tous ses devoirs devient un danger pour ses semblables, s'il est un élément de trouble dans le corps social, la Société ne va-t-elle pas intervenir pour le mettre dans l'impossibilité de nuire ?

Nous savons trop quel serait le résultat de son inaction, nous connaissons trop quelle influence mauvaise sur ceux qui l'entourent a cet alcoolique, pour ne pas trouver dans l'intérêt social un motif puissant de l'intervention du législateur. Il y a là une œuvre de légitime défense et cela seul suffirait à justifier des mesures rigoureuses.

Cette légitime défense existe aussi bien en faveur de la Société qu'en faveur des individus : elle constitue, on peut le dire, la sanction de tous les droits qui leur appartiennent. S'il s'agit de l'individu, elle se manifeste par une résistance physique à la lésion qui le menace, mais

s'il s'agit de la Société, elle se manifeste surtout sous la forme de peine, qui vient frapper le coupable; le droit de punir n'est autre chose qu'une forme spéciale du droit de légitime défense.

La Société a donc le droit d'intervenir et de se montrer sévère; elle se défend. Si l'alcoolique est un danger social, elle peut agir; elle en a le droit, d'autant plus, que nous admettons *a priori* que toutes les mesures éducatrices, quelles qu'elles soient, ont été prises, et que l'alcoolique aurait pu, s'il l'avait voulu, rester tempérant. Il ne peut plus arguer de son ignorance, il a su à quoi il s'exposait en faisant un usage immodéré de l'alcool; on lui a enseigné que s'il se livrait à cette boisson néfaste, il tomberait bientôt dans une décrépitude physique et morale: c'est ce qui est arrivé. Averti, il est doublement coupable et voilà pourquoi nous voulons qu'il soit averti. Nous y reviendrons plus loin.

Il y a donc, selon nous, une double justification des mesures civiles ou pénales, qui peuvent être prises contre l'alcoolique; c'est d'abord qu'étant devenu un danger pour ses semblables, il faut ou bien l'écarter du corps social, ou bien le mettre dans l'impossibilité de nuire: la Société est en cas de légitime défense, elle peut agir, — et c'est en second lieu, que l'alcoolique a su pleinement à quoi il s'exposait, grâce à une éducation anti-alcoolique progressive et appropriée, dont nous parlerons dans la suite. Il a pu comprendre toute la portée de ses actes, il est responsable. La peine vengeresse servira à fois de punition pour l'alcoolique et de préservation pour ceux qui l'entourent.

Nous sommes d'ailleurs pleinement d'accord avec M. D. G. Fraser, qui, en tenant pour justifiée, l'intervention dans la vie privée des alcooliques, considère, que parmi les mesures répressives « reposant sur la même justification théorique, les meilleures sont celles qui, pratiquement, ont le plus d'efficacité contre l'alcoolisme. » (*International Journal of Ethics*, t. IX, 2^e partie, Philadelphie, avril et juillet 1889, p. 350-359 : Les lois contre l'alcool.)

Mais nous objectera-t-on, comment pouvez-vous déclarer que tel individu est un alcoolique et un alcoolique dangereux ? N'avons-nous pas tous connu des buveurs d'alcool, qui n'ont jamais fait de tort à d'autres qu'à eux-mêmes ? Allez-vous réclamer pour eux les pénalités d'une loi sévère, et si vous ne le faites pas, quand et comment déciderez-vous que tel alcoolique est dangereux pour la Société ?

Cette objection, nous ne le nions pas, a une très grande force ; mais ce n'est pas, en tout cas, les difficultés pratiques que soulève l'application des mesures répressives que nous étudions, qui pourraient et tout d'abord nous empêcher de les déclarer justes et utiles. Une fois bien établie la nécessité de telles mesures, nous ne voyons pas quelle portée juridique pourrait avoir une telle objection.

Et d'ailleurs est-il si difficile, au corps médical, ou du moins à ses membres les plus éminents, de déterminer d'une manière précise, si un homme est alcoolique et si de plus il est dangereux ? Il faudrait donc ignorer les travaux si nombreux et si complets qu'un grand nombre

de médecins du monde entier ont présenté aux congrès contre l'abus des boissons alcooliques qui ont eu lieu depuis une quinzaine d'années. Les procédés de diagnostic sont si variés qu'il est toujours possible pour un médecin de déterminer d'une façon précise s'il est en présence d'un alcoolique ou non. Et il ne s'agit plus alors de savoir s'il est alcoolique à tel ou tel degré, mais de connaître d'une façon précise, s'il est dangereux.

Tout le problème se ramène donc à la solution de cette dernière difficulté : on n'aura garde de se priver là encore du secours des hommes de l'art ; mais les faits viendront souvent leur permettre de diagnostiquer à coup sûr : si le mari par exemple gaspille les biens de sa femme et de ses enfants au cabaret, s'il est sans cesse en dehors du domicile conjugal, s'il jette le trouble autour de lui, on saura d'une façon certaine qu'il est déjà presque dangereux ; mais si la vie de ses proches est même menacée, si l'on craint un drame familial terrible ou encore des perturbations dans le corps social, on saura qu'il est certainement dangereux : plus de doute ; et la loi sera sévère, extrêmement sévère.

Il ne conviendra plus alors de nous parler de liberté individuelle, du droit qu'a tout homme de gaspiller ses biens et de se détruire lui-même ; nous répondrions que l'individu ne peut gêner la marche normale d'une Société et qu'il lui faut céder ou être retranché du corps social, mis par conséquent dans l'impossibilité de nuire.

Toutes les mesures répressives se trouvent ainsi justifiées. — Nous admettons fort bien qu'il sera nécessaire de se montrer très exigeant sur la démonstration du

danger que fera courir à l'ordre social tel ou tel alcoolique. Il sera déterminé par le corps médical, qui s'aidera de toutes indications possibles. Mais lorsque ce danger sera bien établi, il appartiendra à la Société d'employer des mesures répressives ou préventives. En dehors des réformes à la législation existante, qui lui permettront d'atteindre plus directement l'alcoolique, il y aura lieu pour le législateur de refuser aux cabaretiers de poursuivre en justice les dettes de leurs clients, ce qui forcera les buveurs à ne plus s'y présenter ; d'empêcher les patrons de payer à leurs ouvriers leurs salaires dans les débits de boissons, ce qui donnera à ces ouvriers la possibilité, s'ils le veulent, de ne pas employer une partie de l'argent gagné en achat de boissons alcooliques.

Ces mesures indirectes étant manifestement insuffisantes, il n'hésitera pas à permettre, s'il y a lieu, d'interdire l'alcoolique ou de l'interner dans un asile de buveurs. Grâce à toutes ces mesures civiles et pénales, on peut espérer que les buveurs dangereux ne troubleraient pas plus longtemps l'ordre social.

§ I. — Législation actuelle et réformes à y apporter

Nous avons le regret de le constater : il n'existe pas en France, ni dans nos Codes, ni dans les lois postérieures de textes formels visant l'alcoolisme. L'alcoolique n'est jamais puni comme tel : on ne trouve même nulle part une allusion à ce terrible fléau, et on n'a jamais songé à édicter des dispositions spéciales contre l'alcoolique.

C'est que les jurisconsultes, qui ont aidé à l'édification de nos Codés, ignoraient même l'existence de ce mal et c'est seulement au milieu du XIX^e siècle, que les ravages produits par l'abus des boissons distillées commencèrent à se manifester. Dans la suite, il semblerait que le législateur ait craint de parler de ce terrible fléau, comme s'il suffisait de le nier, pour le faire disparaître. Aussi, la législation actuelle ne contient-elle que des mesures très incomplètes, et ce n'est guère que dans la loi sur l'ivresse du 23 janvier 1873 ou dans la loi sur la déchéance de la puissance paternelle du 24 juillet 1889, que nous trouverons quelques dispositions qui peuvent dans certains cas s'appliquer à l'alcoolique. Mais, avant d'en aborder l'étude, il importe de savoir si, lorsque l'ivresse est concomitante à une contravention, à un délit ou à un crime, elle est considérée comme une excuse légale et de rechercher quelle est à ce sujet la législation étrangère.

**1. — Ivresse concomitante à une contravention, à un délit
ou à un crime**

Nous n'avons pas l'intention d'assimiler l'ivresse à l'alcoolisme ; nous savons trop — et cela en nous fondant sur des données médicales aujourd'hui scientifiquement établies — qu'on peut être un alcoolique invétéré, sans ne s'être jamais mis en état d'ivresse, et, nous savons aussi que bien des individus s'enivrent de temps en temps, sans être des alcooliques, et cela, pour la meilleure des raisons, c'est que l'alcoolique est un buveur d'*habitude*. Toutetois il est certain qu'un grand nombre

d'alcooliques se trouvent souvent en état d'ivresse : dans ce cas s'ils commettent une contravention, un délit, ou un crime, cet état d'ivresse est-il considéré, dans notre Droit actuel, comme une circonstance atténuante, ou comme une circonstance aggravante, ou, en d'autres termes la loi pénale est-elle dans ce cas plus douce ou plus sévère ?

Il est certain que les rédacteurs du Code pénal n'ont pas eu l'intention de considérer l'ivresse en elle-même, comme une circonstance atténuante : nulle part dans le Code pénal, le mot d'ivresse n'est prononcé. Ils ont laissé sur ce point le juge libre de régler le quantum de la peine, et ils lui ont donné la possibilité de se décider d'après les règles de la justice, en lui permettant de condamner à une peine plus ou moins forte suivant le cas, d'autant plus qu'ils avaient admis — bien timidement encore — la possibilité pour lui, d'accorder à l'inculpé le bénéfice des circonstances atténuantes.

L'article 463 ancien du Code pénal réglait cette question.

Il fut souvent modifié, et à chaque modification, il devint plus facile par le juge d'accorder, s'il le considérait comme juste, ce bénéfice des circonstances atténuantes aux accusés, qu'ils fussent poursuivis pour contraventions, pour délits ou pour crimes. Les lois du 28 avril 1832, du 13 mai 1863, le décret du 27 novembre 1870 et la loi du 26 octobre 1888 sont les étapes de cette évolution. Remarquons en particulier que la loi du 28 avril 1832 permit pour la première fois d'accorder ce bénéfice en cas de contravention.

Souvent le bénéfice des circonstances atténuantes fut accordé aux individus ayant commis en état d'ivresse des contraventions, des délits ou des crimes. Cet article 463 modifié fut bien souvent invoqué, pour punir moins sévèrement des inculpés, ayant commis une infraction en état d'ivresse. Ne l'a-t-on pas fait parfois inconsiderément ? Et n'a-t-on pas trop facilement appliqué cet article dans des cas où l'individu poursuivi ne le méritait pas ?

Y a-t-il lieu de considérer, comme on le fait en France, l'ivresse concomitante, à une infraction comme une circonstance atténuante ?

Si nous considérons comme tel le système français, c'est que, si, en droit, l'ivresse n'est pas considérée comme une excuse légale, en fait, dans la plupart des cas, elle est considérée comme une circonstance atténuante, sauf, bien entendu, lorsqu'un individu s'est mis volontairement en état d'ivresse pour commettre un crime ou un délit.

Les législations étrangères sont loin d'être d'accord sur ce point. L'article 51 du Code pénal allemand s'exprime ainsi : « il n'existe pas d'action punissable, si l'auteur, au temps de l'action, était dans un état d'inconscience ou de dérangement maladif de l'action de l'esprit, par suite duquel son libre arbitre était exclu, » et le § 5 du chapitre 5 du Code pénal suédois du 15 février 1864 ne dit pas autre chose : « Celui qui, sans sa propre faute, sera tombé dans un tel égarement d'esprit qu'il n'avait plus connaissance de lui-même sera exempt de punition, pour l'action commise par lui durant cet état de perte de sa connaissance. »

Le Code pénal italien du 30 juin 1889, au contraire, admet la responsabilité des actes commis en état d'ivresse et dans son article 48, il s'exprime même ainsi : « Si l'ivresse est habituelle, la peine privative de la liberté peut être subie dans un établissement spécial. »

Le § 523 du Code pénal austro-hongrois du 27 mai 1852 admet également que l'ivresse n'est pas une circonstance atténuante : « L'ivresse sera punie, nous dit-il, si elle a entraîné le buveur à un acte, qui lui serait à l'état de raison imputé à titre de crime. La peine sera des arrêts de 1 à 3 mois. Cette peine sera aggravée si le buveur savait par expérience que l'ivresse l'expose à de violentes excitations des facultés psychiques, et elle sera portée jusqu'à 6 mois d'arrêts de rigueur, si le délit commis est grave. »

Le nouveau Code pénal hollandais, datant de la loi du 3 mars 1881, mais dont la mise en vigueur, en vertu de la loi du 15 avril 1886 a été reculée au 1^{er} septembre 1886, a supprimé les circonstances atténuantes, et n'a tenu aucun compte de l'ivresse pour modifier la responsabilité criminelle ou exclure l'application de la peine.

Enfin en Suisse, dans un grand nombre de cantons, notamment dans ceux de Lucerne, Berne, Glaris et Fribourg, il est permis au juge, en cas de délits commis en état d'ivresse, de défendre à l'inculpé de fréquenter les auberges pendant un temps déterminé, et le projet du Code pénal fédéral suisse porte en son article 25 : « lorsqu'un délit dérive de l'usage immodéré des boissons alcooliques, le juge pourra interdire l'accès des auberges au délinquant pour une durée de 1 à 5 ans. »

Ainsi, il semble bien résulter de cet exposé des législations étrangères, qu'un grand nombre ont une tendance très nette à considérer l'ivresse, produite par l'abus des boissons alcooliques, non pas comme une circonstance atténuante, mais plutôt comme une circonstance aggravante : pour notre part, nous voudrions qu'on laissât sur ce point une grande liberté au juge, mais nous voudrions aussi qu'il lui soit permis, nous seulement de considérer qu'il y a lieu dans certains cas d'accorder à l'inculpé le bénéfice des circonstances atténuantes, mais encore de décider au contraire qu'il y a lieu, dans d'autres cas, d'aggraver la peine. L'ivresse devrait donc être considérée, et suivant les conditions dans lesquelles le fait incriminé se serait passé, tantôt comme une circonstance atténuante, tantôt comme une circonstance aggravante, en particulier dans le cas où l'inculpé serait un alcoolique invétéré et saurait pertinemment qu'il commet des actes délictueux, chaque fois qu'il se laisse aller à suivre son funeste penchant pour les boissons alcooliques. Il serait à souhaiter également que dans ce cas, et comme cela existe en Suisse, il soit permis aux juges d'interdire à cet alcoolique invétéré l'entrée des auberges pendant un temps déterminé. Dans ces conditions, on pourrait espérer une guérison, s'il en était temps encore, et empêcher peut-être cet alcoolique de continuer à se livrer à l'abus des boissons distillées et lui faire éviter par le fait même l'exécution de ces actes délictueux, qui le conduiraient devant la justice.

2. — Loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme

Comme on vient de le voir, jusqu'en 1873, la législation française ne contenait absolument aucune prescription relative à l'alcoolisme. Comme les ravages du fléau s'étendaient de plus en plus, le législateur de 1873 crut y remédier en faisant une loi tendant à réprimer l'ivresse, et ajoutait-il, à combattre les progrès de l'alcoolisme.

« S'il est des actes contraires à la morale qui échappent aux lois, s'écriait le rapporteur M. Desjardins, c'est parce qu'ils ne portent pas une atteinte assez directe aux conditions essentielles de l'existence sociale. C'est parce qu'on trouve pour celles-ci plus d'inconvénients à les poursuivre que d'avantages à les atteindre. Mais l'individu n'est pas si complètement maître de sa personne qu'il n'ait à rendre compte de ses fautes à la Société, par cela seul qu'il en est la première victime. La Société n'est pas tenue de le protéger contre lui-même, mais il faut bien qu'elle se défende, quand elle se sent menacée.

La répression n'est pas moins nécessaire que légitime. L'ivrognerie est devenue un fléau social, la honte du présent et l'un des plus grands dangers de l'avenir. »

D'après l'article premier de cette loi, tout individu trouvé en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics sera puni d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement. En cas de nouvelle récidive, dit l'article 2, dans les douze

mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs.

Quiconque, ajoute-t-il, ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées précédemment, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

Toute condamnation, en vertu de ces deux premiers articles, entraîne de plein droit, si c'est un débitant qui est condamné, l'interdiction pour lui d'exploiter un débit de boissons pendant cinq ans, à partir du jour où la condamnation est devenue définitive.

Cette interdiction contre les cabaretiers trop enclins à se livrer à leur penchant pour les boissons alcooliques a été prononcée par l'article 7 deuxième alinéa de la loi du 17 juillet 1880.

Revenons maintenant aux autres articles de la loi du 23 janvier 1873.

« Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, nous dit l'article 3, sera déclarée par le second jugement incapable d'exercer les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de port d'armes pendant deux ans, à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable. »

Le rapporteur de la loi n'avait pas de peine à justifier ces mesures : « Les peines privatives de droit, disait-il, sont les mieux faites pour ceux qui ont la triste habitude de sacrifier leur raison à l'intempérance. On ne les frappe pas seulement d'une indignité qu'ils méritent, on constate leur incapacité.

Ils n'ont pas à exercer des droits dont il est à présumer qu'ils feront un mauvais usage ; la notoriété et la persistance de leur vice les livre sans défense à qui veut s'en servir pour les dominer.... »

Telles sont les dispositions de la loi qui visent directement les personnes qui ont été trouvées en état d'ivresse : les articles 4, 5, 6 et 7, visent plus spécialement les cabaretiers, les cafetiers ou autres débitants.

Ils seront punis d'une amende de un à cinq francs inclusivement, s'ils ont donné à boire à des gens manifestement ivres ou s'ils les ont reçus dans leurs établissements ou s'ils ont servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis. Ils pourront toutefois prouver qu'ils ont été induits en erreur sur l'âge du mineur ; s'ils font cette preuve, aucune peine ne leur sera applicable de ce chef (article 4).

Si, dans les 12 mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, ils commettent de nouveau un des faits, que nous avons énuméré, ils seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs, et, s'ils ont été condamnés en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits depuis moins d'un an et qu'ils se rendent de nouveau cou-

pables de l'un ou l'autre de ces faits, ils seront condamnés au maximum des peines que nous venons d'indiquer, lesquelles peines pourront être portées jusqu'au double (article 5).

L'article 6 est ainsi conçu : « Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent, pourra être déclarée par le second jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'article 3. Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois sous les peines portées par l'article 3 du décret du 29 décembre 1851. Il pourra aussi, sous les mêmes peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place. »

L'article 3 du décret du 29 décembre 1851 — 10 janvier 1852 sur les cafés, cabarets et débits de boissons nous dit que si la loi n'est pas respectée, le contrevenant sera poursuivi devant les tribunaux correctionnels, puni d'une amende de 25 à 500 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois, et verra son débit fermé immédiatement.

« Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs, ajoute l'article 7, quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis. Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6, tout cafetier, cabaretier ou autre débitant de boissons qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable soit du même

fait, soit de l'un ou de l'autre des faits prévus en l'article 4-1^o, dans le délai indiqué en l'article 5-2^o. »

Enfin, dans tous les cas que nous venons d'énumérer, le tribunal pourra, s'il le juge à propos, ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il le jugera bon. (Article 8).

Les juges auront la faculté d'accorder, s'il y a lieu, le bénéfice des circonstances atténuantes, et contrairement à la règle admise en général par le Code pénal, les complices ne seront pas punis comme l'auteur principal (article 9).

Les articles 10, 12 et 13, règlent les détails d'application de la loi et l'article 11 permet à la police de conduire au poste tout individu trouvé dans les rues ou dans les lieux publics en état d'ivresse et de l'y retenir jusqu'à ce qu'il ait recouvré sa raison.

Ainsi, la loi contient deux sortes de dispositions, les unes concernant les individus trouvés en état d'ivresse, les autres relatives aux cabaretiers ou débitants de boissons ayant versé à boire à des mineurs de moins de 16 ans ou à des gens déjà manifestement ivres. Les peines qu'elle édicte semblent bien proportionnées à la gravité de l'infraction ; il semble donc bien qu'il y a là manifestement un progrès dans la lutte antialcoolique.

Les statistiques suivantes et qui sont officielles, puisqu'elles ont été faites par le ministère de la justice, indiqueraient un progrès général de la moralité à ce sujet. Le 1^{er} tableau relate le nombre des affaires jugées par les tribunaux du chef d'ivresse manifeste, le second le nombre des poursuites exercées depuis la mise en vigueur de la loi de 1873.

TABLEAU A

*Affaires jugées par les Tribunaux de simple police
et les Tribunaux correctionnels*

(Loi du 23 janvier 1873)

ANNÉES	IVRESSE MANIFESTE			TOTAL
	CONTRAVENTIONS		DÉLITS	
	jugées par les tribunaux de simple police	connexes à des délits et jugées par les tribunaux correctionnels	D'IVRESSE (Articles 2, 5 et 7 de la loi).	
1873	52.613	5.754	980	59.347
1874	73.779	8.606	4.033	86.418
1875	81.486	11.473	5.523	98.482
1876	75.034	11.239	5.287	91.560
1877	70.062	10.369	4.462	84.893
1878	59.779	8.575	3.618	71.972
1879	54.644	8.340	3.005	65.989
1880	49.073	9.040	2.601	60.714
1881	54.185	10.255	2.939	67.379
1882	55.298	10.266	3.370	68.934
1883	56.110	9.095	3.429	68.634
1884	54.943	9.535	3.594	68.072
1885	50.892	8.603	3.258	62.753
1886	49.735	8.375	3.236	61.346
1887	47.476	8.700	2.922	59.098
1888	45.817	8.596	2.826	57.239
1889	44.855	9.799	2.721	57.375
1890	49.167	9.869	3.003	62.039
1891	50.453	10.317	2.837	63.607
1892	48.996	12.218	2.661	63.875
1893	47.527	10.451	2.636	60.614
1894	51.277	10.899	2.928	65.104
Total général.	1.223.201	210.374	71.865	1.505.440

TABLEAU B

Poursuites en matière d'ivresse

(Loi du 23 janvier 1873)

NOMBRE MOYEN ANNUEL

ANNÉES	Contraven- tions	Contraven- tions connexes à des délits	DÉLITS	TOTAL
1873 à 1875....	62.293	8.611	3.512	81.416
1876 à 1880....	61.718	9.513	3.795	75.026
1881 à 1885....	54.286	9.551	3.318	67.155
1885 à 1890 ...	47.410	9.067	2.941	59.418
1890 à 1894....	39.650	8.777	2.212	50.639

Si l'on s'en tenait aux chiffres indiqués par ces deux tableaux, il semblerait que le nombre des infractions à la loi de 1873 aurait une tendance à diminuer « On ne pourrait que s'en réjouir, disait en 1889 le garde des sceaux dans son rapport sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1887, s'il était avéré qu'elle correspond à une diminution du nombre des contraven-
tions, dues à la sévérité apportée au début, à l'exécution de la loi; mais il est à craindre que cette diminution ne soit qu'apparente et qu'il faille l'attribuer à la réduction du nombre des poursuites. »

Ce que disait en 1889 le garde des sceaux pourrait bien davantage encore être redit aujourd'hui. Souvent la répression n'a pas lieu, et cela grâce à une connivence

un peu générale entre cabaretiers et débitants d'une part, les individus qui se trouvent en état d'ivresse d'autre part, et enfin la masse de la population, qui est portée malheureusement plutôt à fermer les yeux qu'à aider la justice dans son œuvre de répression.

Les derniers renseignements fournis par le ministère de la justice ne viennent pas controuver notre appréciation. Sans doute, le mouvement de diminution dans les poursuites est arrêté, puisqu'il y en a eu devant les tribunaux correctionnels, en cas de récidive, 2928 en 1894, 2712 en 1895, 2753 en 1896, 2912 en 1897 et 3472 en 1898. (Compte général de l'administration de la justice criminelle en France et en Algérie pendant l'année 1898 : présenté au président de la République par le garde des sceaux, ministre de la justice, *Imprimerie Nationale*, 1901), mais ces chiffres sont encore loin de ceux des premières années qui ont suivi la promulgation de la loi, d'autant plus que nous savons combien s'est accrue dans ces dernières années la consommation des boissons alcooliques.

Aussi pouvons-nous affirmer, sans crainte d'être démenti, qu'il y a sans doute un remède à apporter à cette faiblesse d'application de la loi ; l'étude des législations étrangères nous indiquera peut-être quel est le moyen d'y remédier.

L'article 488 du Code pénal italien du 30 juin 1889 est ainsi conçu : « Quiconque est trouvé dans un lieu public, en état d'ivresse manifeste importune et répugnante, est puni d'amende jusqu'à 30 livres. Si le fait est habituel, la peine est celle des arrêts jusqu'à un mois et le

juge peut ordonner que la peine des arrêts sera subie dans un des modes prévus par l'article 22 », c'est-à-dire dans une maison de travail ou sous forme de prestations de travaux d'utilité publique.

L'article 480 ajoute : « Quiconque, dans un lieu public ou ouvert au public, cause l'ivresse d'autrui en lui administrant dans ce but des boissons ou autres substances enivrantes, ou les administre à une personne déjà ivre, est puni des arrêts jusqu'à 10 jours. Si le fait est commis envers une personne, qui n'a pas accompli 14 ans ou qui est notoirement dans un état anormal par faiblesse ou par altération des facultés mentales, la peine est celle des arrêts de 10 jours à un mois. Si le contrevenant fait commerce de boissons ou substances enivrantes, on ajoutera la suspension de l'exercice de sa profession. »

En Autriche-Hongrie, le § 523 du Code pénal du 27 mai 1852 nous dit que : « l'ivresse sera punie, si elle a entraîné le buveur à un acte qui lui serait à l'état de raison imputé à titre de crime. La peine sera des arrêts de 1 à 3 mois. Cette peine sera aggravée, si le buveur savait par expérience que l'ivresse l'expose à de violentes excitations des facultés psychiques, et elle sera portée jusqu'à 6 mois d'arrêts de rigueur, si le délit commis est grave. »

Le § 524 du même Code qualifie de contravention l'ivrognerie invétérée d'ouvriers et d'hommes de peine, qui travaillent sur les toits ou les échafaudages, ou qui manient des objets inflammables, ainsi que celle des domestiques dont l'imprudence peut facilement provoquer des incendies. Il prononce contre ces personnes un empri-

sonnement pouvant aller jusqu'à 8 jours et jusqu'à 1 mois en cas de récidive, le tout sans préjudice d'une peine plus forte, le cas échéant.

Le Code pénal suédois du 16 février 1864, chapitre 18, § 15; nous indique qu'une amende de 20 riksdales est le chiffre de la condamnation de celui qui se sera enivré de boissons fortes, si on peut le remarquer clairement à ses manières ou à la confusion de ses idées.

La loi belge du 16 août 1887 édicte une amende de 5 à 25 francs contre les cabaretiers, cafetiers et autres débitants ou leurs préposés qui, dans l'exercice de leur commerce, auront servi des boissons enivrantes à des personnes manifestement ivres ou à des mineurs de 16 ans, lorsqu'ils ne sont sous la surveillance de personne. En cas de récidive dans les 12 mois, le maximum de la peine sera de 10 francs d'amende. En cas de nouvelle récidive dans le même délai, l'amende sera de 26 à 50 francs.

La même loi punit d'une amende de 26 à 100 francs quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse manifeste un mineur de 16 ans. Si le coupable est cabaretier, cafetier, ou débitant de boissons, la peine sera portée au double. En cas de récidive dans les 12 mois, la peine est un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et une amende de 50 à 200 francs ou l'une de ces deux peines seulement.

Ce n'est pas du XIX^e siècle que datent les premières lois anglaises, qui se sont occupées de la répression de l'ivresse. Sous Jacques I^{er}, deux lois (St. 4, ch. 5 et St. 21, ch. 7, s. 3) punissaient déjà, en tant que contravention à l'ordre public (*offence of drunkenness*), l'ivresse d'une amende de 5 shellings à payer dans la se-

maine de la condamnation entre les mains des marguilliers et au profit des pauvres.

S'il y avait récidive, l'inculpé était tenu avec deux cautions du paiement éventuel de 10 livres, comme garantie de sa bonne conduite.

Une loi de Victoria (St. 10 et 11, ch. 89, s. 29) déclare que si l'ivresse a été accompagnée de désordre ou de scandale sur la voie publique, la peine pourra s'élever jusqu'à 40 shillings d'amende ou 7 jours d'emprisonnement.

Suivant le *Licensing act* de 1872 (35 et 36 Vict., ch. 94, art. 12), toute personne trouvée en état d'ivresse sur une route ou dans un lieu public quelconque est passible d'une amende de 10 shillings au plus, de 20 s'il y a récidive dans les douze mois, de 40 si dans le même délai elle encoure une nouvelle condamnation.

La peine sera de 40 shillings au maximum ou d'un emprisonnement de un mois au maximum avec ou sans travail, si l'ivresse est accompagnée de désordre ou de scandale, ou si le coupable se trouvait préposé à la garde d'une voiture, d'un cheval ou de bétail, ou d'une machine à vapeur, ou encore nanti d'une arme à feu chargée.

La loi du 3 juillet 1879 déclare que les individus dangereux par suite de leur intempérance peuvent être placés dans une retraite spéciale pour 12 mois au plus.

Les législations que nous venons de passer en revue contiennent, comme on vient de le voir, des dispositions sensiblement analogues à celles de notre loi de 1873 ; celles qui vont suivre sont plus rigoureuses ; nous nous

demanderons, après en avoir fait l'exposé, s'il y a lieu de faire entrer dans notre législation des prescriptions semblables.

Sans parler du droit musulman qui punit de 40 coups de bâton quiconque fait usage du vin ou des boissons alcooliques (*Mohammedanisches recht nach Schafütscher Lehre* : Edouard Sachau), il y a le Code pénal hollandais de 1881 qui, dans son article 454, nous indique que le débitant de liqueurs fortes ou son agent est puni d'une détention de trois semaines au plus ou d'une amende de 100 florins au plus, si dans l'exercice de son débit, il administre de la liqueur forte à un enfant au-dessous de l'âge de 16 ans, et la loi spéciale du 26 juin 1881, modifiée par la loi du 23 avril 1884, ayant pour objet de régler la vente en détail des boissons fortes et de réprimer l'ivresse publique, a défendu d'une façon absolue aux cabaretiers ou autres débitants de verser à boire à des personnes ivres et à des enfants ; en cas de contravention, ils peuvent se voir retirer l'autorisation qu'ils ont obtenue.

« Seront punis des arrêts (privation de la liberté de 1 jour à 6 semaines), dit l'article 361 du Code pénal allemand : 5° ceux qui, en s'adonnant au jeu, à l'ivrognerie, ou à l'oisiveté, seront tombés dans un état de misère qui oblige l'autorité à intervenir pour leur procurer, à eux ou aux personnes dont l'entretien leur incombe, des secours étrangers » et, ajoute l'article 362 « les individus condamnés en vertu de l'article 361, nos 3 à 8, pourront être employés dans la maison d'arrêt à des travaux appropriés à leurs aptitudes et à leur position sociale ; ils pourront également être employés à des travaux hors de

la maison d'arrêt, s'ils ne sont pas mis en contact avec d'autres ouvriers libres. Les individus condamnés pourront, en vertu du même jugement, à l'expiration de leur peine, être mis à la disposition de la police locale pour être, soit transférés pour 2 ans au plus dans une maison de travail, soit employés à des travaux d'utilité publique. Si l'individu mis par jugement à la disposition de la police locale est un étranger, la police, au lieu de le transférer dans une maison de travail, pourra l'expulser du territoire de la confédération. »

Notons encore la résolution suivante votée par la commission du Reichstag, sur un projet de loi du 21 janvier 1881, relatif à la répression de l'ivresse : « Le chancelier de l'Empire est invité à examiner la question de savoir si, en dehors des cas prévus au § 1, il serait désirable de déterminer par voie législative, dans quelles conditions les personnes adonnées habituellement à la boisson peuvent être internées de force et retenues pendant quelque temps dans des asiles pour buveurs. »

Les restaurateurs, aubergistes et débitants de boissons ou leurs employés qui servent ou font servir des boissons alcooliques à des clients déjà ivres, sauf en cas d'urgence, et à des personnes évidemment mineures et non accompagnées de personnes plus âgées, sont punis, d'après la loi autrichienne du 17 juillet 1877, en vigueur en Galicie, en Lodomorie, au grand duché de Cracovie et en Bukovine (§ 1) d'un emprisonnement qui peut être porté à un mois ou d'une amende qui peut se monter à 50 florins. En cas de récidive, dans l'espace de deux ans, l'emprisonnement peut être prolongé d'un tiers. De plus,

l'autorité administrative peut retirer, pour un temps déterminé ou pour toujours, la concession de leur commerce aux cabaretiers, aubergistes et débitants de boissons, à l'égard desquels des condamnations successives pour infraction aux défenses qui les concernent sont restées sans résultat.

Toute personne, qui se trouve en état d'ivresse manifeste et de nature à causer du scandale, soit dans les auberges ou cabarets, soit dans la rue ou dans un lieu public quelconque, est punie, d'après le § 1 de la loi du 19 juillet 1877, applicable aux mêmes provinces, d'une amende jusqu'à 50 florins et de la prison jusqu'à un mois.

Un projet de loi autorise également l'autorité administrative à interdire, après une troisième condamnation pour ivresse dans le courant d'une année, la fréquentation des auberges et débits du lieu de domicile et du voisinage immédiat, à l'inculpé, pendant un espace de temps pouvant aller jusqu'à un an. Le projet prévoit le cas de contravention à cet arrêté ; la peine serait alors : les arrêts jusqu'à un mois ou une amende jusqu'à 50 florins.

En face de ces mesures rigoureuses, notre législation française paraîtra bien douce. Toutefois elle nous paraît suffisante dans la plupart des cas ; il suffirait qu'elle soit toujours appliquée ; mais là encore, nous voudrions laisser une grande liberté d'appréciation au juge. Il serait à souhaiter qu'il pût, non seulement punir l'individu trouvé en état d'ivresse ou le cabaretier qui a versé à boire à un mineur de moins de 16 ans, mais encore or-

donner l'internement du premier dans un asile de buveurs, et suivant les cas, lui interdire l'accès des débits de boissons pendant un certain temps, et obliger le second à ne plus exercer la profession d'aubergiste ou de débitant de boissons.

Suivant la gravité des faits qui seraient reprochés aux inculpés, suivant aussi la connaissance qu'ils auraient de la facilité plus ou moins grande des prévenus à retomber dans les mêmes fautes, les juges apprécieraient s'il y aurait lieu pour eux de prononcer de telles peines. Ils seraient plus ou moins sévères suivant les circonstances. Ils seraient souverains appréciateurs également de la question de savoir, s'il ne conviendrait pas également de prononcer l'interdiction du prévenu ou de le déclarer déchu de la puissance paternelle.

3. — Loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

C'est la loi du 24 juillet 1889, qui règle dans notre Droit cette question de la déchéance de la puissance paternelle. La déchéance prononcée en vertu de cette loi retire aux parents *tous* les droits faisant partie de la puissance paternelle, sans que les tribunaux d'ailleurs puissent faire un choix, notamment le droit de garde, le droit de correction, le droit d'usufruit, l'administration légale.

Cette loi de 1889 énumère un certain nombre de cas de déchéance dont les uns découlent de plein droit de faits délictueux et dont les autres sont laissés à la libre appréciation des tribunaux. Le paragraphe 6 de l'article

2 de cette loi nous indique un des cas où la déchéance est facultative. « Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits..... 6° en dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants. »

Cette disposition vint heureusement combler une grave lacune de la législation antérieure. Nous ne pouvons passer sous silence également que cette loi a établi la déchéance, lorsqu'elle était édictée, à l'égard de *tous* les enfants et descendants, et de plus a prononcé la déchéance *totale et absolue*, double progrès sur la législation précédente.

Quant à ce § 6 de l'article 2, il a pour la première fois permis de déclarer un père déchu de la puissance paternelle, bien qu'il n'ait commis ni crime, ni délit. Il suffira qu'il compromette, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de ses enfants.

La jurisprudence avait bien essayé de remédier à l'absence de texte précis avant la promulgation de cette loi, mais la légalité de ce procédé était contesté par certains magistrats. (Voir : tribunal du Puy, 10 décembre 1869 : D. P. 70. III. 64.)

Avec le texte si précis de la loi de 1889, les tribunaux n'ont plus craint de prononcer l'interdiction, quand ils se sont trouvés en face d'alcooliques brutaux et dangereux pour leurs familles.

Ils l'ont fait pourtant avec une certaine timidité, et bien qu'ils admettent que la déchéance peut être pronon-

cée si le père laisse manquer ses enfants des choses nécessaires à leur existence et compromette ainsi leurs intérêts, ils croient cependant qu'il est nécessaire que l'ivrognerie soit habituelle pour l'entraîner, s'il n'y a pas une ou plusieurs condamnations antérieures pour ivresse manifeste. (Tribunal civil de Langres, 7 mai 1890. *Droit*, 13 juin 1890).

Toutefois reconnaissons que presque dans tous les cas les membres du parquet s'appuient sur l'état alcoolique du prévenu pour demander la déchéance de la puissance paternelle. Dans le ressort de Dijon, notamment, et grâce à des renseignements qu'ont bien voulu nous fournir les membres distingués du parquet, dans les six cas où la déchéance a été prononcée par la chambre civile du tribunal, en l'année 1899, aucune déchéance n'ayant été prononcée, ni en 1900, ni en 1901, nous savons que ceux-ci se sont surtout appuyés sur l'abus des boissons alcooliques fait par le père, pour demander au tribunal sa déchéance.

On peut donc dire que la loi du 24 juillet 1889 est souvent, en fait, appliquée à des alcooliques ; mais si l'on songe que dans toute la France et en Algérie, il n'y a eu, dans l'année 1898, que 84 cas où la déchéance de la puissance paternelle ait été prononcée par les tribunaux, on peut se demander encore une fois, non seulement si la loi est suffisamment claire, mais encore si elle est assez souvent appliquée.

Des renseignements personnels nous permettent d'affirmer que très souvent les tribunaux ne prononcent pas la déchéance parce qu'ils craignent de voir les enfants abandonnés à eux-mêmes et sans direction. Sans doute,

une loi récente permet de les confier à des Sociétés de patronage mais elle bien récente, et les tribunaux hésiteront longtemps encore sans doute avant d'user de cette permission inscrite dans la loi.

Aussi devant toutes ces hésitations de la jurisprudence, tenant à des causes si diverses, nous demanderions d'abord une modification au § 6 de l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889. Il semble que le législateur moderne ait eu peur d'employer le mot d'alcoolisme, il emploie celui d'ivresse, et ces deux mots sont loin d'être synonymes.

Pour éviter toute confusion, il faudrait donc permettre aux tribunaux de déclarer déchus de la puissance paternelle les *alcooliques*. Et pour cela, ce serait aux médecins-légistes à déterminer d'une façon péremptoire qu'ils le sont et qu'ils sont de plus dangereux ; les faits seraient là pour le prouver.

Nous proposerions en second lieu que dans le cas où la déchéance de la puissance paternelle serait proposée, il n'y eut aucune crainte possible sur le sort des enfants du père déchu, que des Sociétés de patronage bien organisées s'en occupent et qu'elles indiquent clairement ce que les enfants deviennent ; elles essaieraient bien entendu de réprimer les tendances mauvaises de ces enfants, en les instruisant sur la nocivité de l'alcool et sur les dangers que fait courir l'abus des boissons alcooliques.

Tranquillisés d'une part sur le sort des enfants, et rassurés par l'examen médical dont nous venons de parler, qui se ferait d'ailleurs sur la demande des intéressés, membres de leur famille, s'appuyant d'autre part sur un

texte précis et clair et visant nettement l'alcoolique, les tribunaux hésiteront moins souvent à déclarer déchu de la puissance paternelle, ces individus brutaux et dangereux qui, en se livrant à des excès alcooliques, ruinent leur santé, bouleversent leurs familles et sont du plus fâcheux exemple pour les enfants qu'ils devraient protéger.

(Cf. *Revue pénitentiaire*, décembre 1896. — Janvier, mars 1897 : Enquête sur l'alcoolisme. — F. Labori : *Gazette du Palais* : Répertoire encyclopédique du Droit français ; v^o Ivresse-puissance paternelle, nos 24 à 35. — Dalloz : Suppl. au Rép.; v^o Ivresse-puissance paternelle, nos 25 à 64. — Cf. Législation autrichienne et hongroise, analogue à la législation française. — *Bulletin de la Société de législation comparée*, session extraordinaire de 1889. — Salomon Mayer : Etude sur cette législation, p. 111 et suiv. — J. Trévédv : L'alcoolisme et ses remèdes. — L. Rivière : La lutte contre l'alcoolisme en Allemagne, p. 778 et suiv. — Roehat : Les nouvelles lois cantonales concernant l'alcoolisme. — *Annuaire de légist. étrang.* II, p. 42; IV, p. 19. — Carpentier et Frèrejouan-du-Saint, t. XXIV, v^o Ivresse, nos 208 et suiv. : Répertoire général alphabétique du Droit français. — Demante et Colmet de Santerre : *Cours analytique du Code civil*, t. II, n^o 114 bis I, 2^e édition. — Aubry et Rau, 4^e éd. : *Cours de Droit civil français*, t. VI, § 551, p. 94, 4^e. — Laurent : *Principes de droit civil*, t. 4, n^o 291, p. 386. — En sens contraire : Demolombe : *Cours de Droit civil*, t. VI, n^o 367, p. 277. — Baudry-Lacantinerie : *Précis de Droit civil*, 4^e édit., nos 286 bis et suiv., p. 593 et suiv.)

§ II. — Autres mesures civiles et pénales à prendre pour combattre l'alcoolisme

Le simple exposé que nous venons de faire de notre législation actuelle relative à l'alcoolisme a montré im-

médiatement son insuffisance. Aussi avons-nous demandé qu'elle soit modifiée. Mais il y a d'autres mesures civiles et pénales dont plusieurs sont en vigueur dans les législations qui nous entourent, et qu'il serait bon de voir admises dans nos lois. Nous n'avons pas à les justifier de nouveau ; nous savons que l'alcool est un poison, qu'il fait courir de graves dangers à notre pays. Toutes les mesures capables de restreindre le développement de terrible fléau doivent donc être préconisées : ces mesures sont de deux sortes ; les unes, indirectes, tendent plutôt à diminuer la consommation : elles ne visent pas le buveur : ce sera d'abord le refus d'action en justice pour les dettes de cabarets ; ce sera ensuite la défense faite aux patrons de payer à leur ouvriers des salaires dans les cabarets, débits de boissons ou locaux y attachant : — les autres, directes, plus spécialement répressives, atteindront le buveur dans ses droits en les limitant ; nous voulons parler de l'interdiction ou de l'internement dans un asile de buveurs.

Grâce à ces mesures, l'alcoolique troublera plus difficilement l'ordre social ; il sera même mis dans l'impossibilité de nuire, s'il est interné, et si sa guérison est possible, on peut présumer, d'après les résultats excellents produits par de telles prescriptions dans les pays voisins du nôtre, qu'elle se fera. Du moins la Société aura fait tout ce qui lui était possible, pour essayer de faire rentrer dans la droite voie l'alcoolique ; si malgré cette prévoyance attentive, il reste un élément dangereux pour ceux qui l'entourent, elle pourra se montrer sans pitié.

SECTION PREMIÈRE. — MESURES INDIRECTES.

1. — Refus d'une action en justice pour les dettes de cabarets.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date cette idée de refus d'une action en justice pour les dettes de cabarets. Plusieurs de nos coutumes, notamment la coutume de Normandie, par son article 585, et la coutume de Paris, par son article 128, interdisaient aux cabaretiers d'intenter une action en revendication contre leurs débiteurs.

Dès le mois de décembre 1254, des mesures sévères avaient été prises par Saint Louis, qui avait défendu « aux domiciliez » d'aller dans les Tavernes « Nullus recipiatur, disait-il, ad moram in tabernis faciendam, nisi sit transiens, vel viator, vel in ipsa villa non habeat aliquam mansionem. »

L'ordonnance d'Orléans, dans son article 25, faisait les mêmes défenses en ces termes : « Défendons... à tous manans et habitans des Villes, Bourgades et Villages, même à ceux qui sont mariez et ont ménage, aller boire ou manger es tavernes et cabarets. »

L'article 38 de l'ordonnance de Blois en 1579 enjoint encore que l'Edit fait à Orléans soit observé.

Malgré ces injonctions, — les commentateurs nous l'apprennent — ces ordonnances n'ont jamais pu être appliquées.

Mais, à côté de ces mesures peut-être excessives, s'en trouvaient d'autres, notamment dans l'ordonnance de

Blois, où le roi Henri III s'exprimait ainsi : « Défendons aux hôteliers, cabaretiers et taverniers, de tenir en leurs maisons berlans de jeux de dez, cartes et autres débauchemens pour la jeunesse, enfans mineurs, et autres gens débauchez, sur peine de perdition de leur dette, et sans qu'il soit permis ni loisible d'en faire aucune poursuite contreeux, » et à côté, dans l'article 361 de l'ordonnance : « Défendons aux cabaretiers et taverniers de faire aucunes acquisitions pour dettes et tailles de dépenses de bouche faites en leurs tavernes et cabarets pour pain, vin et autres denrées par eux fournies, sur peine de nullité des contrats et à tous notaires de passer tels contrats, sur peine d'amende arbitraire. »

De Ferrière dans le *Corps et compilation de tous les commentateurs anciens et modernes sur la coutume de Paris* : tit. VI, De prescription, art. 128, p. 551 à 554, 2^e édit., t. II (1714) nous apprend que l'article 128 de la coutume de Paris était ainsi conçu : « n'ont les taverniers et cabaretiers aucune action pour vin ou autres choses par eux vendues en détail par assiette en leurs maisons. »

La coutume de Normandie (article 521) ne disait pas autre chose « les taverniers et cabaretiers n'ont aucune action pour vin ou autre chose par eux vendue en détail pour assiette en leurs maisons. » Les coutumes d'Auvergne étaient dans le même sens : les fournitures faites aux habitants du lieu, disaient-elles « sont défavorables ; elles ne servent qu'à entretenir l'oisiveté, la débauche et le libertinage ; d'ailleurs ces maisons ne sont ordinairement fréquentées que par des jeunes gens, des fils de famille, des ouvriers et laboureurs, pour qui elles sont per-

nicieuses ; il y aurait donc lieu, en Auvergne, de leur refuser une action, même pour des écots de cinq sous » (Coutume de Normandie : Basnage, *œuvres*, t. II, art. 535, p. 449. — Coutume d'Auvergne : Chabrol, conseiller d'Etat (1784) : *Coutumes générales et locales de la province d'Auvergne*, t. I, p. 75).

Et puisque les cabaretiers n'ont point d'action pour faire demande de ce qui leur est dû au cas de cet article, ajoute le savant commentateur de la coutume de Paris, « il s'ensuit qu'ils ne sont pas recevables à déférer le serment à leurs débiteurs, lesquels en vertu de cet article et des ordonnances cy-dessus, en sont déchargés de plein droit, ce qui est fondé sur ce que telles dettes sont odieuses et défendues par la coutume et les ordonnances. »

« Ce qui est si vray, ajoute-t-il, que même il est défendu aux cabaretiers et taverniers d'exiger des cédules, obligations et autres reconnaissances pour les choses consommées dans leurs maisons, en sorte que les cédules, obligations et reconnaissances faites pour ce sujet seraient nulles et de nul effet, et ceux qui les auraient données pourraient les faire casser, suivant l'ordonnance de Blois. » C'est justement l'article 361 de cette ordonnance dont nous rappelions les termes précédemment.

Un arrêt du 17 décembre 1584, cité par Tronçon a justement déclaré nulle une cédule faite « par un habitant du lieu, au profit d'un tavernier pour dépense de bouche faite en sa taverne. »

D'après M. Auzanet, il y aurait eu toutefois une exception pour les maçons et autres ouvriers travaillant à la campagne en des lieux éloignés de leur domicile.

Un grand nombre de coutumes statuaient comme celle de Paris, notamment celle de Calais (article 210) ; celle d'Estampes (article 156) ; celle de Melun (article 327) et celle d'Orléans (article 267).

Comme le fait remarquer Eusèbe de Laurière (*Texte des coutumes de la prévôté et vicomté de Paris*, T. I^{er}, article 128, p. 411), ces sortes de dettes étaient donc « odieuses » et on les assimilait ainsi aux dettes de jeu.

Le Code civil ne suivit pas ces anciens errements. Sans doute l'article 1965 est ainsi conçu : « La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari », mais nulle part on ne trouve d'allusion à un pareil refus d'action en justice pour les dettes de cabarets. L'abbé Lemire, en 1895, essaya de remédier à cet oubli volontaire, mais la proposition qu'il fit en ce sens n'obtint pas la majorité.

Et pourtant que d'hommes éminents l'ont préconisée cette réforme : c'est d'abord Jules Simon, c'est encore M. le conseiller à la Cour de cassation Rau, qui dans son discours de rentrée du 6 juin 1895 à la Cour de cassation, soutint la même thèse (voir compte rendu de ce discours : *Bulletin de la Revue pénitentiaire*, 1895, p. 1352).

M. Vidal y est opposé. Cette manière de faire est d'après lui antijuridique et en même temps inutile : « Ces dettes en effet, dit-il, ne sont pas sans cause ; elles n'ont pas de cause illicite, tant que la vente des boissons alcooliques est autorisée ; elles ne peuvent donc être assimilées aux dettes de jeu, et les priver de la garantie de l'action en justice serait violer les principes les plus élémentaires du Code civil. Cette mesure antijuridique se-

rait du reste sans utilité, car l'article 1965 du Code civil ne peut être considéré comme une entrave sérieuse à la passion du jeu. » (Séance de la Société générale des prisons, 16 décembre 1896 : Bulletin de janvier 1897.)

Tel n'est pas l'avis de M. Cabanes, ancien magistrat, qui, lors de la discussion entre les jurisconsultes et savants ayant pris part à une enquête sur l'alcoolisme : (*Revue pénitentiaire*, mars 1897, Bulletin 1897, XXI), s'exprime ainsi : « Et sans aller jusqu'à la non-reconnaissance absolue de ces sortes de dettes, j'admettrais facilement une addition à l'article 2271 du code civil, qui édicterait une prescription spéciale de deux ou trois mois, avec explication que l'action en justice ne serait recevable dans tous les cas que jusqu'à concurrence d'une fourniture maximum de 0 fr. 50 ou 1 franc par jour et par personne. »

La grande difficulté pratique de déterminer d'une façon nette et précise le maximum qu'on ne devrait dépasser, le surcroît de réglementation imposée par une règle analogue à celle-ci, sont les raisons décisives qui ne nous permettent pas d'adopter ce système.

Pour nous, c'est le refus absolu de toute action en justice que nous voudrions inscrire dans notre code et ce ne sont pas les raisons de M. Vidal qui pourraient nous arrêter. Sans parler de l'exemple que nous donne l'ancien droit, et aussi un grand nombre de législations étrangères, dont nous parlerons plus loin, il est bien certain que notre système ne peut être rejeté *à priori*, sous le vain prétexte qu'il ne sera pas une entrave sérieuse à la passion de l'alcool. Et d'abord, qu'en savons-

nous? N'est-il pas à présumer, au contraire, que les cabaretiers se montreront plus exigeants, qu'ils ne laisseront plus si vite ouvrir de ces comptes, qui s'augmentent sans cesse, et conduisent infailliblement l'ouvrier à la ruine. Le buveur lui-même ne se montrera-t-il pas plus sobre, sachant que les cabaretiers ne lui feront plus crédit? Nous croyons donc, au contraire, que ce refus d'une action en justice pour les dettes de cabarets serait une excellente mesure répressive et amènerait lentement, sans doute, mais sûrement, une diminution progressive de la consommation de l'alcool.

Faut-il s'arrêter à la deuxième objection de M. Vidal? Les dettes de cabarets, dit-il, ne sont pas sans cause, puisque la vente des boissons alcooliques est autorisée; elles ne peuvent donc être assimilées aux dettes de jeu. Mais M. Vidal ne voit-il pas que si son raisonnement était exact, on arriverait à des conclusions toutes différentes des siennes? Les dettes de jeu non plus ne sont pas sans cause; le jeu, ou du moins certains jeux ont toujours été permis ou tolérés, et s'il en est ainsi, ces dettes de jeu ne sont donc pas sans cause, et en tous cas, elles ne pourraient l'être, que justement parce que la loi ne les reconnaît pas. Quelle difficulté juridique empêcherait alors de donner une cause illicite à ces dettes de cabarets, en refusant toute action en revendication de la part des cabaretiers! Le législateur peut intervenir aussi bien pour elles que pour les dettes de jeu et avec plus de raison peut-être. Le danger de l'alcool est un véritable danger social, et l'intervention du législateur est justifiée largement par les faits.

Il n'aurait d'ailleurs qu'à suivre l'exemple du législateur belge. L'article 17 de la loi du 16 août 1887 est ainsi conçu : « Ne sera pas recevable en justice l'action en paiement des boissons enivrantes consommées dans les cabarets, cafés, auberges et débits quelconques. Cette disposition ne s'applique pas à l'action en paiement de dettes contractées du chef de logement en pension dans les hôtels et auberges et du chef de repas comprenant à la fois des boissons et des aliments. »

Le motif déterminant pour le législateur belge a été justement — qu'en penserait M. Vidal ! — que ces dettes avaient d'une certaine façon, une cause immorale. Écoutez M. de Volder à la Chambre des représentants : « Ouvriers et chefs d'industrie se sont trouvés d'accord pour dénoncer le cabaret comme un véritable fléau, et le crédit accordé à l'ouvrier comme l'un des moyens qui contribuent le plus puissamment à entretenir les habitudes de désordre et d'ivrognerie.

Je me demande si l'on ne peut pas, jusqu'à un certain point, considérer les dettes de cabaret comme ayant une cause immorale. » (Séance du 20 juillet 1887)

Une disposition analogue se trouve dans la loi suédoise du 29 mai 1885.

En Russie, en Norvège, au Canada, en Hongrie et en Galicie, la loi ne reconnaît pas les dettes de cabarets.

On peut même noter une particularité dans la législation canadienne. Presque toutes les provinces ont des lois autorisant les parents à défendre par notification la vente de boissons alcooliques, aux ivrognes invétérés, aux mineurs ou à d'autres personnes auxquelles ils s'in-

téressent. Ces lois imposent de fortes pénalités, s'il y a vente après notification. Ainsi, dans cette législation, outre le refus d'agir en justice, existe même la possibilité dans certains cas d'agir contre les cabaretiers. (*Minutes of the annual Meeting of the Ontario branch of the Dominion Alliance* : 1900 : Toronto, July 17 th. 1900, p. 15.)

Nous ne demandons pas une telle sévérité à la loi ; nous n'écouterions même pas un auteur allemand M. Mendel, proposant d'étendre ce refus d'action en justice au chef de bris d'objets mobiliers ou immobiliers, commis chez les cabaretiers par les buveurs en état d'ivresse. Nous aurions peur que cette mesure ne soit pas utile, car, souvent l'ivrogne ne se fâche qu'après refus du cabaretier de lui verser à boire et il serait à craindre, que pour éviter toute querelle, le débitant ne se résigne à écouter le buveur. Il y gagnerait toujours, même si les consommations successives ne lui étaient pas payées.

Aussi croyons-nous devoir rejeter cette proposition de M. Mendel ; mais, selon nous, il faut de toute urgence que le Parlement français assimile les dettes de cabarets aux dettes de jeu et refuse toute action en justice aux débiteurs et cabaretiers pour ces dettes.

(Cf. François Bourjon : *Le Droit commun de la France et la Coutume de Paris* (1770), nouv. édit., t. II, p. 775. — De la Lande : Sur la Coutume d'Orléans, art. 267. — Basnage : Sur la Coutume de Normandie, art. 535 et 536. — Duret : Sur la Coutume du Bourbonnais : *Traité des peines*, v° Tavernes. — Bouvot, v° Obligation. — Chopin : Sur la Coutume de Paris, liv. 2, tit. 8, n° 12, et liv. 3, tit. 3, n° 2 ; Coquille : Sur la Coutume du Nivernais, tit. des Hôteliers, art. I. — Lhoste : Sur la Coutume de Montargis, ch. 18, art. 6 et 7. — Duplessis : *Traité de*

la prescription, liv. 2, ch. 1, art. 2, p. 513.—Duret : *Alliance des coutumes*, tit. 13, p. 269. — *La Grande Encyclopédie* : Dettes de cabarets, v° Cabarets, VIII, p. 579. — Aubry et Rau, IV, 4^e éd., p. 574 et suiv. — *Réforme sociale* : M. de Ramaix : La législation du travail en Belgique : Ivresse publique, 1^{er} octobre 1890, p. 394. — *Bulletin de la Société française de tempérance*, t. VII, 1901, n^{os} 4 et 5 : L. de Quatrefages : Analyse de la thèse de M. Korn sur l'alcoolisme en France et le rôle des Pouvoirs publics. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles 1897) : Rapports de MM. Winand et Hubert Brunard.)

2. — Interdiction aux patrons de payer les salaires de leurs ouvriers dans les cabarets, débits de boissons ou locaux y attenant.

Depuis longtemps, on songe à introduire dans notre législation une disposition semblable. Une proposition en ce sens a même été adoptée par le Sénat le 27 avril 1894 : cette proposition a été transmise à la Chambre des députés par M. le président du Sénat. Le 22 novembre 1898, M. Fernand Dubief, député, fit un rapport approubatif au nom de la commission du travail, chargée d'examiner ce projet sénatorial. Depuis lors, il est impossible de trouver dans les documents parlementaires parus au *Journal officiel* trace de discussion sur ce rapport. Il est malheureusement, comme tant d'autres aussi utiles, resté enfoui dans les archives de la Chambre.

Ce fut M. Ferroul qui, sans s'en douter d'ailleurs, amena le vote de cette proposition par le Sénat ; c'est un projet de loi signé de lui et d'un certain nombre de ses

collègues, traitant seulement du travail dans les usines et manufactures et non de l'interdiction pour les patrons de payer les salaires de leurs ouvriers dans les cabarets, qui fut le texte primitif auquel les sénateurs ajoutèrent un paragraphe relatif justement à cette interdiction. La Chambre vota donc, le 5 novembre 1892, la proposition Ferroul, et le Sénat, comme nous l'avons dit, le 27 avril 1894 se rallia à cette proposition, en y ajoutant ce paragraphe additionnel, qui devint l'article 3 et ainsi conçu : « Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un des bureaux, et non dans des débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail. »

Transmis à la Chambre, ce nouveau texte fut examiné par la commission du travail et adopté par elle. En son nom et pour justifier cette mesure, son rapporteur M. Fernand Dubief s'exprimait ainsi : « Mais pour n'être pas aussi monstrueux (il s'agit ici d'abus), il en est d'autres qui ne sont pas moins détestables, dont les ouvriers demandent avec raison et très énergiquement la suppression. C'est d'abord..... ; c'est ensuite le paiement en nature imposé à l'ouvrier — paiement en alcool, en sucre, par exemple — en bons ou en jetons, où rarement le travailleur trouve son compte. Enfin le paiement fait ailleurs que dans les ateliers ou leurs dépendances, dans les débits, chez les épiciers où le malheureux ouvrier laisse avant de partir déjà une portion, souvent la plus grosse part, de son gain. C'est le *Truc system*, que les Anglais ont condamné et que les Belges ont voulu atteindre dans la loi de 1887. »

« Tel est le but de la loi soumise à vos délibérations, ajoutait l'honorable rapporteur, et dont nous allons étudier les différents articles en suivant le texte adopté par le Sénat, qui a substitué à la loi sur les règlements d'atelier votée par la Chambre une loi sur le payement des salaires aux ouvriers. »

Après avoir rappelé le texte de l'article 3, que nous avons énoncé plus haut, il continuait ainsi : « L'interdiction de faire les payements de salaires ailleurs que dans l'usine ou dans un de ses bureaux, en pratiquant ce que les Anglais appellent le « Truc system » est une garantie nécessaire donnée à l'ouvrier contre les incitations dont il peut être l'objet de la part des débitants de boissons et des marchands au détail, chez lesquels certains patrons font ou laissent faire la paye — trop souvent au grave préjudice de l'ouvrier et au bénéfice illicite de ceux dont on favorise ainsi le commerce et aussi de ceux — patrons et contremaitres — qui s'y prêtent. Là encore, nous acceptons le texte du Sénat. »

Seulement, le Sénat n'avait oublié que de prononcer une peine contre les délinquants. Devant cette grave omission, le rapporteur ajoute : « La loi votée par le Sénat n'édicte aucune pénalité pour les contrevenants et elle est à peu près sans sanction. Aussi est-ce avec quelque raison que l'honorable M. Bérenger a pu la considérer comme inutile. Ce n'est pas une loi, c'est uniquement le code du bon conseil, que le Sénat nous invite à formuler. Nous avons pensé que la Chambre avait été mieux inspirée en formulant une sanction et qu'il fallait y revenir. Aussi avons-nous repris le texte primitif et voulu

que, sans préjudice de la responsabilité civile, car l'ouvrier, qui a été lésé par l'application illégale d'une amende ou d'une mise à pied, par exemple, doit pouvoir se faire rembourser les sommes qui lui ont été indûment retenues, il fût inscrit dans la loi que toute contravention à ces prescriptions serait portée devant le juge de paix jugeant en simple police et passible d'une amende de 15 francs, et que l'article 463 du Code pénal serait applicable, moins sévères en cela que la loi suisse, qui porte l'amende de 5 à 500 fr. et peut infliger jusqu'à trois mois de prison. De plus, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, nous prescrivons aux inspecteurs du travail d'assurer l'application des différents articles de la loi. Ce sont eux, en effet, qui paraissent le mieux placés pour connaître les infractions qui peuvent se produire, et nous avons voulu leur donner qualité expresse pour verbaliser et provoquer la répression des contraventions qu'ils auront constatées. »

Aussi la commission proposait-elle pour former l'article 5 du projet de loi le texte suivant : « Sans préjudice de la responsabilité civile, toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant le juge de paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 15 francs. L'article 463 du code pénal sera applicable. Les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, sont chargés de l'exécution de la présente loi. »

Comme nous l'avons dit, cette excellente proposition, si bien justifiée par son rapporteur, n'a pas été soumise

aux votes de la Chambre des députés : remarquons qu'il n'en a pas été de même en Belgique. A la suite d'un vœu émis en 1886 par la commission du travail, une loi du 16 août 1887, c'est-à-dire un an après, a été votée. Elle contient la disposition suivante : « le paiement des salaires ne peut être fait aux ouvriers dans les cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou locaux y attenants. » Toute contravention est punie d'une amende de 50 à 2000 francs contre le patron qui l'a commise ou fait commettre et de 26 à 100 francs contre son préposé (article 10).

Un règlement de police de Copenhague du 23 juin 1883 contient des prescriptions analogues.

En Belgique, il est défendu aux patrons également de payer le salaire avec des jetons devant être consommés sur place ; une disposition semblable est en vigueur en Angleterre.

Le projet de loi français dont nous venons de parler nous semble — non seulement conforme aux règles souveraines de la justice, car le patron ne doit pas abuser de sa situation pour forcer en quelque sorte l'ouvrier à employer une partie de son salaire à l'achat de boissons alcooliques — mais encore suffisamment sévère dans le cas de contraventions, si toutefois les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire veillent à l'application de la loi. Nous ne pouvons que souhaiter qu'un député bien avisé songe à faire surgir de l'oubli où il est tombé ce projet de loi et que la Chambre vote au plus vite les dispositions qu'il contient.

(Cf. Documents parlementaires : Chambre des Députés, 1898. S. E. 312, S. O. 1169.)

SECTION 2^e : MESURES DIRECTES.

1. — Interdiction de l'alcoolique.

Le buveur d'alcool invétéré qui se verra refuser tout crédit chez les débitants ou cabaretiers sera sans doute porté à moins boire, et s'il oubliait qu'il doit payer comptant, ceux-ci sauraient bien le lui rappeler. De même le buveur qui ne touchera plus son salaire chez les cabaretiers ou aubergistes aura moins de tentation d'acheter chez eux de l'alcool avec l'argent qu'il viendrait de recevoir. Mais ce ne sont encore là que des mesures *indirectes* contre lui, c'est un moyen détourné de l'empêcher de continuer ses excès alcooliques. Nous allons maintenant parler de mesures *directes*, qui vont l'atteindre personnellement dans ses droits : nous voulons parler de l'interdiction et de l'internement dans un asile de buveurs.

L'interdiction date du Droit romain, et Paul, dans la loi 15, aux Digestes, lib. XXVII, Tit X, lib. 3, *Sententiarum*, nous apprend qu'on pouvait même interdire une femme, qui mène une vie débauchée : « Et mulieri, quæ luxuriose vivit, bonis interdicti potest. » Mais on ne trouve nulle part de texte relatif aux buveurs.

Notre ancien Droit suivit entièrement le Droit romain. Meslé, avocat au Parlement (*Traité des minoritez, des tutelles et des curatelles* (1735), part. II^e, ch. XIII, n^o 3 : causes d'interdiction, p. 355) nous apprend que : « les causes d'interdiction sont le dérangement de l'esprit ou des mœurs. ». Sans doute, nous trouvons dans Pothier (Edi-

tion Bugnet, 2^e éd. 1861, t. II, obligations, n^o 119), ce passage : « Quoique l'ivresse fasse perdre l'usage de la raison, une personne ne laisse pas d'être obligée à la réparation du tort qu'elle fait à quelqu'un dans l'état d'ivresse : car c'est sa faute de s'être mise volontairement dans cet état. Et en cela, un homme ivre diffère des enfants et des insensés, auxquels on ne peut imputer aucune faute » ; mais il n'est jamais venu à l'esprit de Pothier, qu'un buveur, comme tel, pouvait être interdit. Ni dans le Droit romain, ni dans l'ancien Droit, cette idée ne pouvait être admise, et pour la meilleure des raisons, c'est que l'alcoolisme, avec toutes les ruines qu'il accumule, n'existait pas.

Notre Code civil respecta cette tradition. L'article 489 de ce Code est ainsi conçu : « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides. » Ainsi, comme le constatent Aubry et Rau (§ 124, texte et note 5, t. I, 4^e édition, p. 510) : « l'habitude même invétérée d'ivrognerie aussi longtemps qu'il n'en est pas résulté une altération des facultés intellectuelles » ne peut être une cause d'interdiction.

M. Demolombe est du même avis : « le dérèglement des mœurs, nous dit-il (t. VIII, n^o 432), était mis autrefois au nombre des causes d'interdiction ; et il paraît, d'après le témoignage de Meslé, qu'on appliquait particulièrement cette mesure aux femmes qui menaient une vie débauchée, aux veuves qui se remariaient follement à des personnes indignes. »

« Il est bien clair, ajoute-t-il, qu'aujourd'hui le désor-

dre des mœurs, la débauche, l'ivrognerie, etc., ne constituent point, par eux-mêmes, une cause d'interdiction, mais ajoutons en même temps qu'ils sont des circonstances très aggravantes de l'état d'imbécillité, de démence ou de fureur, dans lequel on prétendrait qu'une personne est tombée ; d'autant plus que tous ces vices dégradent en effet profondément le cœur et l'intelligence et finissent souvent par produire cette déchéance totale, qui nécessite l'interdiction, et dans ce cas, du moins, la honte qui s'y attache, loin d'être un préjugé, n'est qu'un châtement très mérité et très justement exemplaire. »

La doctrine est unanime d'ailleurs à reconnaître que la privation habituelle des facultés mentales, soit de la raison, soit seulement du libre arbitre, est une condition *sine qua non* de l'interdiction, qui ne peut être prononcée ni pour désordre des mœurs, ni pour de simples bizarreries de caractères, (note sous arrêt de Rouen, 18 janvier 1865: S.1865, II,350). (En ce sens, table gén. Devill. et Gilb., v^o Interdiction, n^{os} 3 et suiv. ; Rép. gén. Pal. et Suppl. Cod. v^o: n^{os} 18 et suiv. ; Toullier, t. 2, n^o 1311 ; Aubry et Rau, d'après Zachariæ, t. I, § 124, p. 457 ; Demolombe : Minor; tut., t. 2, n^o 432 ; Massé et Vergé, sur Zachariæ, t. I, § 232, p. 463, note I). C'est ce que reconnaissait d'ailleurs l'orateur du gouvernement au Corps législatif : « L'imbécillité est une faiblesse d'esprit causée par l'absence ou l'oblitération des idées ; la démence est une aliénation qui ôte à celui qui en est atteint l'usage de la raison ; la fureur n'est qu'une démence portée à un plus haut degré, qui pousse le furieux à des actes dangereux pour lui-même et pour les autres. »

Il faut donc une privation habituelle des facultés mentales. Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, que cette perte soit entière et absolue ; il suffit qu'elle mette une personne dans l'incapacité de se diriger elle-même ou de gérer ses biens. (Cass., 6 déc. 1831. S. 1832, I, 210). (Cass. 5 avril 1864. S. 1865, I, p. 158).

Mais cette privation suffit-elle, quelle qu'en soit la cause ? L'ivresse habituelle, l'alcoolisme chronique, peuvent-ils amener une interdiction ? La Cour de Rouen dans un arrêt précité du 18 janvier 1865. (S. 1865, II, 350) ne l'a pas pensé. « Considérant, nous dit-elle, que l'interdiction a pour objet de protéger les personnes, non pas contre les vices, mais contre la maladie, que nul, aux termes exprès de l'art. 489, C. Nap., ne peut être interdit s'il n'est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur ; que ces mots fureur, démence, imbecillité, doivent se prendre dans le sens étroit d'une altération essentiellement involontaire et morbide des facultés intellectuelles ; que l'ivresse, à quelque degré d'habitude qu'elle se porte, et quels que soient les désordres d'esprit qui l'accompagnent, n'en est pas moins le résultat d'un acte de libre arbitre ; que la confondre, à raison de ses effets avec quelqu'une des formes de la folie, ce serait anéantir virtuellement le principe de l'imputabilité morale et de la responsabilité judiciaire ; que la continuité de l'abus des boissons alcooliques peut, sans doute, déterminer une vraie maladie mentale, et que l'altération de l'intelligence cessant alors de dépendre directement de la volonté, l'interdiction serait dans son cas ; mais que, jusqu'à ce

moment, le juge ne saurait sans fausser la lettre et sans violer l'esprit de la loi, enlever à l'homme l'exercice de sa liberté civile et l'exempter par suite des conséquences de cette liberté. »

Il est bien certain que l'interdiction est une grave mesure ; et il semble bien que l'interprétation restrictive est de rigueur ; mais n'est-ce pas ici le cas justement d'appliquer les théories de M. François Géný, professeur de Droit civil à l'Université de Nancy (*Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*) : « Même sous sa forme positive, nous dit-il, le droit nous apparaît comme un ensemble de règles, issues de la nature des choses, et devant être dégagées au moyen d'une interprétation plus ou moins libre des éléments sociaux qu'il a pour objet d'ordonnancer en vue du bien commun. Directement inspiré par la justice et l'utilité générale, son essence le place donc fort au-dessus des sources formelles qui n'en sont que des révélations empiriques, destinées seulement à diriger les jugements humains de façon plus précise mais, en soi, toujours incomplètes et imparfaites. » N'y a-t-il pas lieu par conséquent pour l'interprète de tenir compte de ce que M. Géný appelle le *principe de l'équilibre des intérêts en balance*. Or, en face de la liberté individuelle de l'alcoolique, il y a les intérêts sociaux à sauvegarder : pour l'interdit, plus de dilapidation possible, plus de dettes de cabarets, impossibilité de boire de l'alcool. Il y a un tuteur qui gère ses biens et qui lui refusera tout argent pour satisfaire sa passion ; plus d'argent, plus de crédit ; c'est un alcoolique sauvé, malgré lui, sans doute, mais mis dans l'impossibilité

de nuire. L'ordre public et l'intérêt général n'exigent-ils pas que l'alcoolique soit interdit ? Et s'ils l'exigent, les tribunaux ne peuvent-ils pas le faire ?

Que si, moins juristes que le savant professeur, les magistrats se croient obligés d'interpréter strictement l'article 489 du Code civil, ce qu'ils font d'ailleurs aujourd'hui, il n'y a plus qu'à demander l'intervention du législateur et la modification de cet article et s'il fallait aller chercher un exemple chez nos voisins, le Code civil allemand pourrait nous servir de modèle.

L'article 14 du projet du Code allemand était ainsi conçu : L'interdiction est permise.... « 3° contre celui qui se livre à l'ivrognerie, si celle-ci a pour conséquence de mettre le buveur hors d'état de gérer ses affaires, de l'exposer ou d'exposer sa famille au danger de l'indigence, ou s'il est dangereux pour la sécurité d'autrui. » L'article 88 du projet nous apprenait que celui contre qui une telle mesure avait été prise était assimilé « sous le rapport de la capacité, au mineur qui a accompli sa 7^e année. »

Après discussion, ce projet fut un peu modifié et l'article 6 du Code civil pour l'Empire d'Allemagne dispose : « Peut être interdit.... 3° celui qui, à raison de ses habitudes d'ivresse en tant qu'elles présentent un caractère pathologique, n'est plus à même de s'occuper de ses affaires, ou se trouve exposé lui ou sa famille à tomber dans l'indigence ou compromet la santé d'autrui. »

C'est le tribunal de baillage qui appréciera, et par crainte d'abus possibles, on n'a pas réservé ici l'application des lois d'Etats, qui donneraient à certaines asso-

ciations ou communes le droit de poursuivre l'interdiction.

D'ailleurs l'alcoolique conserve une capacité restreinte. Un tuteur lui est nommé. Il empêchera les excès et protégera la famille et il a même le droit de le faire placer dans un asile de buveurs.

Ce texte, selon nous, est insuffisant de quelque manière, car il ne parle que d'habitudes d'ivresse ; or, nous savons qu'un individu peut être alcoolique au dernier degré, sans s'être une fois enivré dans sa vie. Nous préfererions à ces termes ceux « d'alcoolique dangereux » et nous chargerions le corps médical de déclarer si un individu est vraiment alcoolique et de plus s'il est vraiment un danger pour la société.

Nous permettrions à tout intéressé de demander cet examen médical et nous entendons par intéressé tout membre de la famille. Les tribunaux ordonneront cet examen et toute personne, quelle qu'elle soit, pourrait demander l'interdiction, si les médecins-légistes avaient déclaré qu'ils étaient en présence d'un alcoolique dangereux. Dans ce cas, les tribunaux *devraient* déclarer interdit cet alcoolique, et ainsi le danger serait écarté ; mis en tutelle, l'alcoolique s'abstiendra d'alcool, n'ayant plus rien pour s'en procurer. Nous verrons plus loin, s'il n'y aurait même pas lieu de l'interner dans un asile de buveurs.

(Cf. Planiol : *Traité de Droit civil*, II, p. 273. — *Revue pénitentiaire* : 1° L. Rivièrè : La lutte contre l'alcoolisme en Allemagne, mai 1896, p. 778 ; 2° Vidal : Enquête sur l'alcoolisme, décembre 1896. — *Thèses* : 1° Trévédý : L'alcoolisme et ses

remèdes (Rennes, 1898) ; 2° Leray : De l'alcoolisme au point de vue de sa prévention et de sa répression sur le terrain du Droit pénal (Paris, 1900). — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, R. Saleilles : Note sur la théorie de la capacité dans le Code civil pour l'empire d'Allemagne, mars 1900, p. 237. — 6° *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Bruxelles 1897) : Rapport de M. Winand.)

II. — Internement dans un asile de buveurs.

a] *Nature et Causes.* — L'interdiction est utile sans doute, elle va fortement inciter le buveur à rester sobre, mais n'est-il pas à craindre qu'elle n'ait pas assez d'efficacité pour réformer ses funestes penchants ?

N'y a-t-il pas de moyen plus énergique, permettant d'essayer encore, s'il est possible, de le guérir ? Ce moyen beaucoup d'hygiénistes et de jurisconsultes croient l'avoir trouvé dans l'internement des alcooliques dans les asiles de buveurs, et ils nous citent de nombreux exemples d'excellents résultats obtenus à l'étranger grâce à ces asiles. C'est même après examen de ces résultats, que deux congrès pénitentiaires internationaux ont pris officiellement parti en ce sens. C'est d'abord l'assemblée générale du 5^e de ces congrès, tenu à Paris en 1895, qui vote la motion suivante : « Au point de vue thérapeutique, chaque pays devra créer des asiles d'alcooliques, dans lesquels le travail sera largement organisé ; — leur nombre sera déterminé d'après le chiffre des alcooliques dans chaque région. »

« Des dispositions législatives régleront les placements dans ces asiles suivant que l'alcoolisé demandera lui-

même à se faire traiter, qu'il aura été l'objet de condamnations en récidives pour délits d'ivresse, que son état habituel d'ivrognerie deviendra un péril pour lui-même et pour la sécurité d'autrui. La sortie des alcoolisés de ces établissements sera réglée par la loi. »

Le 6^e congrès, tenu à Bruxelles en 1900, n'est pas moins net : il réclame « l'institution d'asiles ou de quartiers spéciaux pour le traitement médical des condamnés alcoolisés. » (voir Guillemot : le 5^e congrès pénitentiaire international, Paris 1895, *Revue politique et parlementaire*, 10 septembre 1895, p. 522 et suiv. ; et Jacques Teutsch : le 6^e Congrès pénitentiaire international, Bruxelles 1900, *Revue pénitentiaire*, juillet à novembre 1900, p. 1230 et suiv.)

Cet internement doit, selon nous, avoir lieu d'office. L'alcoolisme engendrant la dégénérescence physique et en même temps morale de l'individu et de sa progéniture, il est de toute nécessité que l'Etat intervienne avant qu'il ne soit trop tard. C'est donc au moment où la Société se trouvera en présence d'un alcoolique d'une façon manifeste qu'elle pourra et devra agir. Et ici, si c'était pratiquement possible — ce que nous croyons — elle ne devrait pas attendre que cet alcoolique fût dangereux pour l'ordre social. Peu importe donc que le buveur soit une cause de trouble ou de scandale ; peu importe qu'il ait commis ou non des actes délictueux ; peu importe même qu'il ait perdu toute conscience et toute volonté ; il est infiniment probable, sinon certain, qu'il va devenir dangereux ; et la société ne doit pas attendre davantage.

Nous nous écartons donc ici de la règle que nous avons posée pour l'interdiction ; nous exigeons alors qu'il fût clairement démontré qu'on était en présence *d'un alcoolique dangereux* ; ici il suffit, d'après nous, qu'on se trouve en présence *d'un alcoolique*

C'est que l'interdiction est une mesure répressive, tandis que l'internement dans un asile de buveurs est une mesure préventive : l'éducation va trouver ici sa place ; des médecins et des hygiénistes vont essayer d'instruire le buveur sur la nocivité de l'alcool et les résultats néfastes qu'entraîne l'abus des boissons alcooliques ; et cette œuvre d'éducation aura bien plus de chance d'aboutir, si l'on ne se trouve pas en présence d'un individu corrompu par le contact avec des prisonniers dévoyés ou déjà atteints d'un commencement d'aliénation mentale ; c'est donc le plus tôt possible qu'il faut agir, et pour cela, il ne faut pas attendre que l'alcoolique soit tombé dans l'abrutissement le plus complet.

Ce n'est pas à dire que nous fassions fi des droits de l'individu. C'est avec le plus grand soin et avec la plus grande prudence que l'Etat agira. On emploiera tous les moyens possibles pour respecter la liberté individuelle et éviter les détentions arbitraires. Ce sera le rôle d'une procédure ingénieuse d'éviter ces difficultés.

b) Procédure. — Si l'alcoolique conscient de son état comprend la nécessité urgente qu'il y a pour lui à employer un remède radical, demande de lui-même à entrer dans un de ces asiles, la procédure sera très simplifiée. On n'aura plus à s'occuper de ses intérêts, mais plutôt

de ceux de sa famille, qu'il laissera peut-être ainsi dans le besoin. Mais ce n'est pas le cas qui nous intéresse et c'est d'ailleurs le cas, qui, en fait, se présentera le moins souvent. Nous nous occupons de l'internement d'office, et nous voulons savoir quelle est la procédure qu'il faudrait suivre. Elle doit présenter toutes les garanties nécessaires et c'est justement là une très grave difficulté à résoudre.

Aussi, il n'est peut être pas inutile de chercher des modèles ou au moins des exemples dans les législations étrangères, notamment dans la loi Saint-Galloise, concernant le placement des buveurs invétérés, publiée le 21 mai 1897 et promulguée le 29 juin de la même année. Cette loi est trop importante pour ne pas la reproduire en entier. Elle est ainsi conçue : «

Le Grand Conseil du canton de Saint-Gall,

Considérant la nécessité de prendre des mesures légales de défense contre l'alcoolisme, et en application de l'article 12 de la Constitution du 16 novembre 1890 ;

DÉCRÈTE COMME LOI :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes qui s'adonnent habituellement à la boisson peuvent être placées dans un asile de traitement pour les buveurs.

ARTICLE 2. — La durée de l'internement sera dans la règle de neuf à dix-huit mois. En cas de rechute, on pourra en prolonger le terme suivant les besoins.

ARTICLE 3. — Le placement dans l'asile aura lieu dans la règle :

a] à la suite d'une demande volontaire, ou

b] par une décision du Conseil communal de la commune de domicile.

Les frais de placement étant, d'après l'article 7, à la charge de la caisse des pauvres, la décision du Conseil de commune devra être ratifiée par la commission des pauvres, sans préjudice de la prescription de l'article 6, deuxième alinéa.

ARTICLE 4. — Les conseils communaux prononcent sur l'internement, aussi bien de leur propre initiative que sur la proposition d'une autre autorité, ou de parents et tuteurs.

ARTICLE 5. — L'internement dans un asile pour buveurs ne peut être décidé que sur la présentation d'une déclaration médicale constatant l'état d'ivrognerie (alcoolisme) et la nécessité de l'internement pour obtenir la guérison.

ARTICLE 6. — Les décisions du conseil communal sont communiquées par la Préfecture du district à l'intéressé pour sa justification. Avant leur application, elles doivent être sanctionnées dans tous les cas par le Conseil d'Etat.

Celui-ci a aussi le droit de décider directement l'internement d'une personne, lorsque cette mesure paraît urgente et si les autorités communales s'y refusent.

ARTICLE 7. — Les frais nécessités par la pension dans l'asile sont prélevés sur les biens de l'intéressé ; s'il est indigent et si sa famille ne peut subvenir aux frais de sa cure, ils seront supportés par le fond des pauvres, dans la mesure des prescriptions légales.

En cas de besoin, l'Etat contribuera aux frais du placement, et, exceptionnellement, aussi à l'entretien de la famille du buveur, pendant son internement.

ARTICLE 8. — Un mois avant le terme de la cure, la direction de l'asile fera un rapport à l'autorité qui a placé le malade, et si la guérison n'est pas encore assurée, l'internement pourra être prolongé, comme il est dit à l'article 2.

ARTICLE 9. — Pendant la durée de l'internement, on pourra nommer un tuteur temporaire à la personne intéressée. Le tuteur pourra être nommé aussi avant l'internement dans l'asile,

si le certificat médical atteste un grand affaiblissement de la volonté par suite des excès alcooliques.

ARTICLE 10. — Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la loi.

Le Président du Grand-Conseil,

Dr LUTZ-MULLER.

Le Secrétaire,

MULLER, chancelier. »

On le voit : le Conseil d'Etat du canton de Saint-Gall admet l'internement d'office et il charge le Conseil communal et à son défaut le Conseil d'Etat du soin de décider si cet internement doit avoir lieu. Ajoutons qu'il existe une convention spéciale entre ce gouvernement et l'établissement d'Ellikon, par suite de laquelle les indigents Saint-Gallois y sont reçus moyennant la bonification du prix de revient (2 francs par jour environ) plus une subvention pour les frais généraux de cet asile. D'un autre côté, l'administration de cet établissement est obligée d'admettre immédiatement après les Zürichoïses, qui ont la priorité, les buveurs originaires du canton de Saint-Gall. Le droit d'admission pour les autres cantons est proportionnel au montant de leurs subventions.

Si le canton de Saint-Gall a confié au Conseil communal le soin de décider s'il y a lieu d'interner un alcoolique dans un asile de buveurs, c'est au juge que ce soin appartient aux Etats-Unis, mais M. Thiry, professeur de droit criminel à l'Université de Liège, propose encore un autre système. Pour lui, le procédé le plus simple consisterait à appliquer à l'alcoolique la procédure imposée en matière d'aliénation mentale. Or, la loi belge du 25

janvier 1874 autorise la collocation des aliénés sur la demande de toute personne intéressée, demande visée par le bourgmestre de la commune où se trouve l'aliéné (article 7, 5^o), soit en vertu d'un arrêté du collège échevinal ou, en cas d'urgence, du bourgmestre (article 7, renvoyant à l'article 95 de la loi communale), soit en vertu d'un arrêté de la députation permanente ou, en cas d'urgence, du gouverneur.

Peut-être, ajoute-t-il, cette mission pourrait être confiée aux juges de paix, sur requête émanant de la famille, du commissaire de police ou du bourgmestre, car, c'est à ces magistrats que l'on s'adresse pour obtenir la séquestration des aliénés à domicile; on pourrait aussi les charger de la mise des alcooliques dans un asile.

Nous nous trouvons donc en présence de 3 systèmes différents, la procédure suivie aux Massachussets (loi du 18 juin 1885), dans la Tasmanie (loi du 21 décembre 1892), le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Zélande, la Victoria, le Canada, où le système d'internement d'office est aussi admis, pouvant se ramener à l'un de ces trois types: intervention du Conseil communal, du juge ou du gouvernement. Lequel nous faut-il choisir?

Tout d'abord, nous admettons que toute personne intéressée pourra faire une demande tendant à l'internement d'un alcoolique, et par toute personne intéressée, nous entendons non seulement la famille, mais encore l'Etat, représenté par le parquet, puisqu'il s'agit ici d'une mesure d'intérêt général. Mais à qui cette demande devra-t-elle être adressée?

Si nous considérons l'internement dans un asile de

buveurs comme une mesure pénale, nous n'hésiterons pas à confier aux magistrats le soin d'y répondre; mais nous admettons que c'est une mesure préventive, qui peut exister avant l'exécution de tout acte délictueux, et nous préférons donner aux conseils municipaux le droit de statuer sur cette demande.

D'ailleurs ceux-ci se trouveront liés par des textes précis : il ne leur appartiendra que de prendre acte de cette demande et de désigner deux ou trois médecins, chargés d'examiner l'individu accusé d'être un alcoolique. Si le rapport est en ce sens, ils *devront* prononcer l'internement d'office ; sinon, ils repousseront nécessairement la demande.

Quant à la durée de l'internement, ce seront encore les médecins qui régleront ce point spécial, mais il serait sage d'établir dans la loi une durée minimum, qui pourrait être de six mois et une durée maximum, qui serait de deux ans.

Un mois avant le terme de la cure, la direction de l'asile fera un rapport au conseil municipal, et si la guérison n'est pas encore assurée, l'internement *pourra* être prolongé. Ce sera au conseil à juger d'après ce rapport s'il y a quelque espoir encore dans la guérison, et dans ce cas, s'il y a lieu d'ordonner la continuation de l'internement, pourvu toutefois que la durée maximum de deux ans ne soit pas dépassée.

Les frais nécessités par la pension dans l'asile seront fournis par la famille, si son état de fortune lui permet; si le conseil se trouve en présence d'un indigent, ce sera à la commune, aidée par l'Etat, à supporter ces charges.

Elle le fait déjà pour les malades, elle le fera en outre pour les alcooliques.

Mais si nous confions aux *conseils municipaux* le soin de décider s'il y a lieu d'ordonner l'internement, dans le cas où ils se trouvent en présence d'un alcoolique non encore condamné et qui n'a jamais eu à comparaître devant la justice, c'est aux *magistrats* qu'il appartiendra de le faire, lorsque des alcooliques comparaitront devant leurs juridictions. Quand, par exemple, ils condamneront l'alcoolique à des peines correctionnelles, ou quand ils prononceront son interdiction, ils pourront également exiger son internement dans un asile de buveurs.

Ils suivront les mêmes règles que les conseils municipaux, avec cette différence, qu'ils statueront immédiatement sur la durée de cet internement, car la portée de tout jugement doit être parfaitement délimitée : ils compteront peu d'ailleurs sur la guérison du buveur, car la plupart du temps, ils se trouveront en présence d'alcooliques presque incurables et qui ne guériront que difficilement de leur passion de l'alcool.

c] *Règlements de ces asiles*. — Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans le détail de ces règlements : ils varient de pays à pays, de cantons à cantons, de villes à villes, et M. Lucien Puteaux, secrétaire de la Commission de surveillance des asiles publics d'aliénés de la Seine, qui a étudié spécialement les asiles suisses, a pu constater le peu de concordance de leur réglementation intérieure. Mais le plus grand nombre des hygiénistes sont loin de souhaiter un type unique d'asiles ; c'est du

moins ce qui semble ressortir des discussions qui ont eu lieu à ce sujet au Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques tenu à Vienne, en avril 1901. Tout ce que désire le corps médical, c'est la nette séparation dans ces asiles des aliénés et des non-aliénés, des alcooliques guérissables et des alcooliques incurables.

Tous les congressistes ont été d'accord également pour réclamer que l'œuvre d'éducation soit reprise complètement pour les internés : instructions, conférences, doivent, croient-ils, leur être données régulièrement. Les résultats obtenus jusqu'ici par cette éducation dans les asiles sont en effet encourageants : nous savons que dans l'asile de Boston (Amérique), par exemple, où l'on a reçu 4.210 personnes durant les 16 premières années qui ont suivi son ouverture (1858), on aurait, au dire des médecins, guéri un tiers des malades et, notablement amélioré un autre tiers. Dans l'asile d'Ellikon (Suisse), les résultats obtenus sont meilleurs encore. Le tableau suivant nous l'indique d'une façon probante :

Années	Nombre d'observations	Observant abstinence complète	Améliorés abstinence partielle	En récidive	Renseignements manquants pour
—	—	—	—	—	—
1889	21	5	8	4	4
1890	28	9	10	5	4
1891	39	14	14	7	4
1892	54	30	15	9	
1893	59	34	15	7	3
1894	73	48	11	11	3

Quand les mesures pédagogiques, dont nous allons

aborder l'étude, auront été appliquées : dans quelques années par conséquent, ces buveurs internés dans les asiles n'auront plus qu'à apprendre ce qu'on leur aura enseigné dans leur jeunesse ; nous ne doutons pas que dans ces conditions, l'on arrive encore à de meilleurs résultats que ceux obtenus par les philanthropes suisses et américains.

(Cf. *L'Alcool*, août 1900, mai 1901. — *Réforme sociale*, J. Cazajoux : La lutte contre l'alcoolisme en Danemark et en Suisse, 1^{er} septembre 1890. — Jules d'Anethan : La régie des alcools en Suisse et l'alcoolisme, 16 juillet-1^{er} août 1894. — Communication de M. van der Heuvel, professeur à l'Université de Louvain et discussion à laquelle ont pris part MM. Leroy-Beaulieu, Cheysson, Bassereau, Louis Rivière : La lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis, 16 mai 1895. — *Thèses* : 1^{re} Emmanuel Fochier : L'alcoolisme devant la loi pénale (Paris, 1900) ; 2^e H. Leroy : De l'alcoolisme au point de vue de sa prévention et de sa répression sur le terrain du Droit pénal (Paris, 1900). — Maurice Vanlaër : L'alcoolisme et ses remèdes, p. 100 et suiv. — D^r Legrain : Le patronage des buveurs (Cahors, 1900). — Lucien Puteaux : Etude sur les asiles de buveurs en Suisse. — 6^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques*, (Bruxelles, 1897) : Communication de Miss Chr. J. Tinling ; rapport de M. Fernand Lévêque ; conférence de M. Thiry. — 7^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Paris, 1899) : Rapports du docteur Forel, du docteur E. Colla, de MM. Marthaler, Supt, Drysdale, du docteur Korowin, de MM. Brower, Ridge, Mason. — 8^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Vienne, 1901) : Discours du professeur Eugène Bleuler, du docteur Hugo Hoppe, du docteur Charles Stooss ; rapports de MM. Stooss, Franck, Tilkowski, Fritsch, Bosshardt. Smith, M^{me} Legrain.)



Les mesures civiles et pénales, dont nous venons de parler, peuvent, de quelque manière, passer pour des mesures sévères. Pour qu'elles entrent dans notre législation, il faudrait donc qu'elles soient admises par la masse de la population.

L'insuffisance de la législation actuelle nous indique assez clairement que nos représentants, s'ils reconnaissent le danger que fait courir à notre pays l'abus des boissons alcooliques, hésitent à édicter des mesures répressives rigoureuses. C'est qu'ils ne se sentent pas assez soutenus par la majorité des électeurs. « Si la question de l'alcoolisme n'était qu'une question d'hygiène ou d'économie fiscale, avouait un jour au Sénat M. Rouvier, alors qu'il était ministre, on l'eût tranchée partout depuis longtemps, suivant les lois de la raison. Mais elle est électorale au premier chef ; c'est pourquoi de droite à gauche, tout le monde officiel s'accorde à ne la point effleurer. » (Discours du 24 juin 1887, *Documents parlementaires*, Sénat, 1887, pp. 674, 675 et 677).

Il faut donc de toute nécessité éclairer les électeurs. Comment les éclairer, si on n'emploie pas un système éducatif, qui leur enseignera clairement la nocivité de l'alcool et les funestes effets de ce poison.

Aujourd'hui, nous ne l'ignorons point, beaucoup ne savent pas qu'en s'intoxiquant, ils arrivent peu à peu, sans s'en douter, à ruiner leur santé.

Ce sera volontairement et sciemment qu'ils le feront,

si, pendant toute leur enfance, et même leur adolescence, toutes les autorités sociales qu'ils ont appris à respecter leur indiquent nettement que l'alcool n'a aucun effet utile sur leur organisme, qu'au contraire il détruit peu à peu leurs forces physiques et morales.

« Donnez-moi l'éducation et je transformerai le monde, » disait Leibniz. Or, les préjugés que nous voulons détruire, ont pour cause une fausse appréciation des effets des boissons alcooliques, une confusion entre les sensations éprouvées à la suite de leur absorption, et leur action réelle et permanente sur l'organisme. Comme on ne peut guère compter avoir une influence sérieuse sur les adultes, il faut donc éclairer surtout les enfants.

Il faut leur apprendre quels sont les effets désastreux de l'alcool, effets que nous avons esquissés plus haut ; il faut leur apprendre ce qu'ils deviendront s'ils font usage de ces boissons pernicieuses qu'on nomme les apéritifs, en particulier l'absinthe.

Comme M. Charles Dupuy, sénateur, ancien président du Conseil des ministres (L'alcool et l'alcoolisme ; les réformes et l'hygiène : *Revue politique et parlementaire*, 10 novembre 1896, p. 264), nous avons toute confiance dans l'influence de l'éducation : « Pour faire l'avenir meilleur, ce n'est pas sur les adultes qu'il faut compter, leurs habitudes sont prises ; ils se sont engagés dans la vie sous l'action de goûts et de préjugés, que la vie tend plutôt à fortifier. C'est dans l'enfant, dans l'écolier qu'il faut préparer, élever le réformateur et l'abstinant de demain, » et M. Charles Richet ne disait pas autre chose, sous une autre forme, dans les *Poisons de l'Intelligence*,

quand il s'écriait : « Ce qui caractérise tous les empoisonnements du système nerveux, c'est que le poison, avant de détruire, surexcite ; et c'est cette surexcitation que l'homme recherche avec ardeur, avec passion. Une fois qu'elle est devenue une habitude, elle s'impose *avec une telle force, que rien ne peut plus la combattre.* »

C'est donc sur les enfants qu'il faut agir : les adultes alcooliques ont pris de mauvaises habitudes et il est bien difficile, sinon impossible, de les leur faire perdre.

*
* *

Ainsi, après l'étude des diverses mesures civiles et pénales que le législateur *devrait* prendre pour remédier au développement de l'alcoolisme, nous arrivons à cette conclusion qu'il ne les prendra et ne *pourra* d'ailleurs les prendre qu'après un changement dans les idées de la masse de la population.

Ce changement ne s'obtiendra que par une éducation appropriée. Cette éducation aura double avantage : en premier lieu, de former des légions de jeunes tempérants, qui, non contents de se préserver eux-mêmes, voudront aussi sauver les autres ; ils formeront une avant-garde solide, qui appuiera tout le mouvement anti-alcoolique ; — et en second lieu, de permettre de prendre des mesures d'autant plus sévères que chacun sera bien averti des dangers que fait courir l'abus des boissons alcooliques. Après avoir ainsi parlé des mesures répressives, il nous faut donc pour ce double motif parler des mesures éducatrices.

Nous allons donc étudier ce qu'en différents pays on a été conduit à faire sur ce terrain; par suite, nous rechercherons quels sont les systèmes d'éducation scolaire. Après avoir exposé les différences qui séparent les systèmes d'obligation, c'est-à-dire les systèmes d'éducation où l'enseignement anti-alcoolique a une place d'honneur, puisqu'il est obligatoire, — des systèmes facultatifs, c'est-à-dire de ceux où cet enseignement est laissé à la bonne volonté des maîtres, — nous rechercherons quel est celui qui doit avoir nos sympathies et quelles seraient peut-être les réformes à apporter à notre système français.

Après avoir fait l'exposé historique et critique de ces différents systèmes d'éducation, nous nous demanderons s'il ne conviendrait pas de continuer cette éducation jusqu'à l'âge où l'enfant devenu adolescent n'est pas encore un adulte; nous verrons si une éducation post-scolaire ne pourrait heureusement continuer la première et quel rôle appartiendrait en ce cas aux autorités militaires ou professorales, au clergé, aux sociétés de tempérance, aux médecins et à la femme.

L'adulte, sorti du régiment et engagé dans des liens professionnels, ne pourrait plus alors arguer de son ignorance, pour continuer ou commencer ses excès alcooliques. Averti de la nocivité de l'alcool, il serait entièrement responsable de ses actes devant la Patrie et la Société.

(Cf. *Le Petit Journal*, 19 novembre 1900. — *Revue politique et parlementaire* : 1^o 10 février 1896, G. Bourcart : Le péril de l'alcoolisme et les remèdes ; 2^o 10 octobre 1896, Henri

Joly : Les associations et l'Etat dans la lutte contre le crime.
— *Revue pénitentiaire* : janvier, février 1897 : Discours de
MM. Cheysson et Tarde, prononcés à la séance offerte à M. Le
Jeune : Enquête sur l'alcoolisme. — *Réforme sociale* : 1^{er} juin
1899, René de Kerallain : La démocratie (responsable des pro-
grès de l'alcoolisme). — *La Grande Revue*, mars 1901 : Les
facteurs économiques et l'alcoolisme. — *Annales des Sciences
politiques*, A. F., mai 1901.)

CHAPITRE II

L'ÉDUCATION ANTI-ALCOOLIQUE

CHAPITRE II

L'ÉDUCATION ANTI-ALCOOLIQUE

§ I. — Mesures d'éducation scolaire

SECTION PREMIÈRE. — EXPOSÉ HISTORIQUE ET ANALYTIQUE DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES D'ÉDUCATION SCOLAIRE

A. — SYSTÈMES D'OBLIGATION

1. — *France*. — Ce n'est guère qu'en 1895, que pour la première fois, un ministre de l'instruction publique s'occupa officiellement de cette grande lutte contre l'alcoolisme. Ce n'est pas pour dire qu'auparavant les directeurs de notre enseignement n'en avaient pas soupçonné la nécessité, mais ils croyaient sans doute que le terrain était mal préparé ou bien ils n'avaient pas osé affronter l'opposition mal déguisée de ceux qui vivent de l'alcool.

C'est à M. Raymond Poincaré, que revient l'honneur d'avoir pris le 29 juillet 1895 un arrêté, dont l'article pre-

mier est ainsi conçu : « Il est institué près du ministère de l'instruction publique une commission chargée d'étudier les mesures à prendre, soit dans les établissements d'instruction publique, soit dans les cours d'adultes et les conférences populaires pour combattre l'alcoolisme. »

L'article 2 contient les noms d'un grand nombre des hommes les plus compétents sur cette question et parmi lesquels nous remarquons ceux de M. Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris, comme président, de M. Buisson, alors directeur de l'enseignement primaire, comme vice-président, celui de M. Rabier, directeur de l'enseignement secondaire, et ceux des docteurs Lancereaux, Lannelongue, Legrain, Magnan, Roubinovitch et Galtier-Boissière, si connus à divers titres dans le monde médical.

La commission, comprenant toute la gravité du mal, mena rapidement son œuvre à bonne fin, et M. Marillier, secrétaire, déposa deux mois après l'arrêté du ministre son rapport au nom de la commission.

Ce rapport est divisé par l'auteur en cinq parties. La première contient des considérations générales sur l'alcoolisme ; dans la deuxième sont exposées les idées échangées au sein de la commission ; la troisième est consacrée aux renseignements fournis par la statistique ; la quatrième partie contient un exposé des premières mesures prises pour introduire un enseignement anti-alcoolique dans les écoles publiques ; enfin dans la cinquième sont consignées les propositions de la commission.

« Si important, si essentiel même, déclare le rapporteur, que puisse être le rôle de l'initiative privée ; quel-

ques services qu'aient rendus et que soient destinées à rendre les associations particulières, trop peu nombreuses encore, il ne faut pas se dissimuler que seul l'Etat dispose de moyens d'action assez étendus pour assurer la diffusion rapide d'idées en actes sur les dangers présentés par l'usage habituel des boissons spiritueuses. Seul aussi, il a l'autorité et le prestige suffisants pour faire accepter de la grande masse du peuple des conceptions qui sont en opposition directe avec ses préjugés et ses habitudes, et c'est seulement abrités sous son haut patronage que les maîtres de la jeunesse pourront, dans les écoles de tous les degrés, faire la lumière sur l'universelle maladie dont sont atteintes toutes les nations. »

Le rapporteur nous paraît avoir parfaitement raison : nous savons trop combien, parmi ces buveurs, ne se livrent à leurs excès alcooliques que par ignorance : ils se figurent qu'ils boivent un cordial nécessaire pour activer leur force et leur permettre de faire rapidement leur travail journalier. C'est donc un devoir de les exhorter, de les instruire ; « il est certain, cependant, que c'est aux enfants qu'il faut surtout songer, aux enfants qui sont l'espoir et la réserve de l'avenir avant tous autres, c'est eux qu'on peut et qu'on doit mettre en garde contre le péril ; il appartient à l'instituteur de leur inspirer la crainte des boissons alcooliques, de leur rappeler en toutes occasions les accidents irrémédiables que cause à l'organisme l'usage habituel des spiritueux, les malheurs et les souffrances de toute nature qu'amènent pour lui-même et pour les siens les excès où un homme se laisse entraîner, le tort qu'il cause à la patrie, la véritable trahi-

son dont, par son intempérance, il se rend coupable envers elle. »

Mais l'instituteur ne comprend pas toujours la grandeur de son devoir à cet égard. Mal préparé souvent à cet enseignement, que va-t-il faire ? Et combien dangereux parfois peut être son pouvoir sur ses élèves, s'il n'est pas abstinant ! « Ce sont donc les maîtres qu'il s'agit tout d'abord de convaincre, ajoute M. Marillier, et ceux-là surtout dont le siège n'est pas encore fait, qui vont entrer demain dans la vie active ». Un enseignement, selon nous, ne peut avoir quelque efficacité, que si le maître prêche d'exemple et le rapporteur le sent si bien, que pendant de longues pages il insiste sur cette idée en demandant avec instance que l'instituteur soit scientifiquement préparé à asseoir son enseignement sur des bases solides, qu'il incruste dans l'esprit de l'élève des notions exactes et qu'il soit à même de donner tout cet enseignement avec la conviction inébranlable qu'il est bien dans son vrai rôle d'éducateur en faisant tout son possible pour fortifier la volonté chancelante de ses élèves.

Après avoir relaté dans les deuxième et troisième sections de son rapport les idées échangées au sein de la commission sur les dangers généraux produits par l'alcoolisme, dangers mis en relief par l'augmentation annuelle et générale de la consommation, dans la quatrième section, M. Marillier, au nom de cette commission, indique quelles sont d'après elle, les mesures à prendre pour introduire un enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires. Il fallait agir vite et sans retards.

Aussi la commission jugea-t-elle, que sans se préoccuper encore d'élaborer un plan d'ensemble, sans prendre le temps d'introduire dans les programmes des remaniements que leur examen minutieux pourrait indiquer comme nécessaires, il fallait d'abord s'adresser aux instituteurs pour attirer leur attention sur l'importance capitale qu'il y avait à prémunir les enfants contre le danger que présente l'abus des boissons alcooliques, et aux maîtres des écoles normales, pour les inviter à mettre leurs élèves en mesure de s'acquitter de cet impérieux devoir en les munissant de connaissances précises et détaillées propres à porter la conviction dans leurs esprits et à les rendre capables de faire partager cette conviction à leurs futurs élèves.

Telles étaient les idées contenues dans un rapport spécial de M. l'inspecteur général Steeg, présenté le 16 juillet 1895 à la commission et qui fut adopté à l'unanimité.

Il fallait se hâter : l'année scolaire 1895-1896 allait bientôt s'ouvrir ; les modifications à apporter aux programmes scolaires n'auraient pu venir devant le conseil supérieur de l'instruction publique avant la rentrée des classes.

Aussi M. Steeg recherchait quelle place pouvait être faite dans les programmes actuels à l'enseignement anti-alcoolique ; il montrait que dans les cours d'hygiène, d'histoire naturelle, de chimie, d'économie politique, de morale, d'histoire même, les professeurs des écoles normales pouvaient insérer des notions essentielles sur les dangers individuels et sociaux de l'alcoolisme, avant même qu'aucune modification ne fût faite aux programmes.

Quant aux instituteurs, qui devaient donner des conseils pratiques d'hygiène, ils devaient dès à présent, appeler l'attention de leurs élèves sur les résultats néfastes de l'usage des boissons alcooliques. Les petites filles également, ajoutait M. Steeg, devaient profiter de cet enseignement.

La commission décida, pour éviter, autant que possible, les tâtonnements du début, qu'un guide pratique serait rédigé par ses soins. Ce serait une sorte de commentaire des programmes et il servirait à la fois pour la préparation des leçons orales et pour la rédaction de manuels. Un index bibliographique y serait annexé.

Enfin la commission émit l'avis que pour remédier aux difficultés du début, des conférences seraient faites par les hygiénistes les plus compétents, dans les écoles normales. En outre le rapport de M. Steeg fut porté à la connaissance du personnel de l'enseignement primaire par une circulaire ministérielle en date du 20 août 1895, à laquelle il était annexé. Les résultats ne se firent pas attendre ; l'hostilité sourde disparut en partie, la timidité de certains fit place à l'ardeur combative ; bref, le corps des instituteurs fut profondément secoué. Il était temps de publier ce manuel pratique dont avait parlé la commission. C'est ce qu'elle fit à la fin de la même année 1895 ; « ce n'est pas seulement, dit-elle, dans l'enseignement primaire à ses différents degrés, qu'il est désirable que soit exposé avec tous les développements qui conviennent cet ensemble de faits physiologiques et sociaux dont la connaissance a, pour la conduite de la vie,

une si capitale importance, mais aussi, et il faudrait peut-être dire surtout, dans l'enseignement secondaire. Les jeunes gens qui passent par cet enseignement et qui seront un jour commerçants, industriels ou agriculteurs, avocats, magistrats, gens de lettres ou officiers, ont un besoin urgent d'être éclairés sur les dangers de l'alcoolisme, pour eux-mêmes d'abord, puis parce qu'ils pourraient les faire connaître autour d'eux et user de leur influence, de leur autorité sur ceux qui les entourent, pour les arracher aux prises du mal qui les menace ou qui déjà les a atteints. » Il faut donc remanier les programmes et les adopter aux exigences nouvelles de cette lutte.

Mais va-t-on les surcharger encore, et y inscrire des matières nouvelles, ce qui pourrait rebuter à la fois le maître et l'élève ? La commission désirerait qu'on donnât aux notions d'hygiène anti-alcoolique une place plus large, quitte à restreindre celle qui est accordée à des questions d'une importance moins capitale. Elle souhaiterait que cette modification apportée par les plus hautes autorités pédagogiques ouvrit les yeux de tous les éducateurs ; elle voudrait, par cette inscription officielle, donner aux maîtres le sentiment de leur devoir strict à ce sujet, devoir qui est d'éclairer écoliers et collégiens sur les périls que feraient courir à leur santé, à leur dignité, à leur moralité et à leurs..... bourses les excès alcooliques.

Sans doute, les circulaires peuvent avoir quelque influence, mais on peut dire que seuls les programmes ont une portée durable sur la marche de l'enseignement.

C'est là une règle permanente et fixe qui demeure, et sur laquelle maîtres et élèves ont les yeux fixés.

Mais il ne faut pas oublier, que ce sont justement dans les classes populaires que les préjugés sur l'alcool sont le plus fortement enracinés : sans doute, il ne faut rien négliger pour instruire collégiens ou lycéens, mais il y a une nécessité urgente et absolue à s'occuper surtout de l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires : ce n'est pas de surcharge de programme dont il s'agit ; la commission n'entend pas ajouter un chapitre nouveau à un programme déjà suffisamment chargé. « Ce que la commission désire surtout, c'est d'assurer d'une manière plus certaine que par des instructions contenues dans une circulaire, la continuité d'un enseignement, dont dépend à ses yeux l'avenir même de notre race ; c'est de les couvrir (les maîtres) par avance d'une approbation publiquement donnée par le Conseil qui est comme le Parlement de l'Université. Elle estime qu'il est nécessaire de manifester à tous les yeux par une mesure sur le sens de laquelle il ne peut y avoir de méprise et qui sera connue de tous ceux qui, de près ou de loin, s'occupent de l'éducation des enfants, aux parents comme aux maîtres, c'est-à-dire de la nation entière, que l'Etat juge que le péril où l'alcoolisme expose le pays est grave et qu'il est résolu à lutter contre lui sans interruption ni lassitude, jusqu'à ce qu'il l'ait vaincu. »

Suit un programme d'enseignement pour les écoles secondaires.

Partie hygiénique. — Boissons alcooliques. — Boissons fermentées : cidre, bière, vin. — Action physiologique des boissons fermentées. — Effets pathologiques de leur abus. — Boissons distillées : eaux-de-vie. — Effets pathologiques de leur usage habituel. — Boissons distillées additionnées d'essences : absinthe. — Graves effets pathologiques de leur usage. — L'ivresse et l'alcoolisme. — Influence de l'alcoolisme sur la race.

Partie économique. — Influence de l'alcoolisme sur l'appauvrissement et parfois la misère de l'individu et de la famille. — Effet sur la richesse publique. — Ce que l'alcoolisme coûte à la France. — Action sur la criminalité, le suicide, les accidents du travail.

Partie psychologique et morale. — Influence de l'alcoolisme sur la genèse de la folie. — Affaiblissement de l'intelligence et de la volonté par l'usage des boissons alcooliques. — Torts causés par l'alcoolisme à la race, à la famille, à la Société.

Dans les écoles primaires, l'enseignement anti-alcoolique sera nécessairement plus sommaire. Mais le maître s'adressant à de jeunes intelligences aura l'occasion de revenir, chaque fois que l'occasion s'en présentera, sur les premières données scientifiques de cet enseignement. Dictées, problèmes, causeries peuvent être utiles à ce sujet et extrêmement utiles : ainsi cette idée de préservation s'incrusterait dans ces jeunes intelligences. Revenant sans cesse dans ses explications et ses développements sur les dangers que nous font cou-

rir les excès alcooliques, l'instituteur, sans lasser leur attention, la tiendra sans cesse en éveil, et la conviction qui inspirera toutes les paroles et tous les actes du maître sera le meilleur témoignage de la vérité de son enseignement.

La commission ajoute qu'il ne devra pas oublier pourtant que les volontés isolées sont souvent chancelantes devant les tentations. C'est en se groupant, en formant des sections cadettes de tempérance, que les jeunes élèves se prépareront à la lutte, en se donnant mutuellement du courage. « Les jeunes gens, que l'engagement qu'ils auront pris, avec l'agrément de leur famille, de s'abstenir de toute boisson spiritueuse jusqu'à l'âge de 20 ans, aura préservés pendant ces années où se fait l'apprentissage de la vie, de contracter des habitudes qu'il faut trainer plus tard comme une lourde chaîne, auront bien des chances de demeurer indemnes des atteintes du fléau. »

Suit un guide pour la rédaction d'un manuel et la préparation de leçons orales, qui n'est autre chose que le développement des idées exprimées dans le programme général de cet enseignement pour les écoles secondaires, idées que nous avons nous-même exposées dans notre avant-propos sur la nocivité et les dangers de l'alcool.

Si nous nous sommes permis d'insister si longuement sur ce rapport et d'en faire de larges extraits, c'est que les idées exprimées par la commission vont se trouver réalisées en l'espace de quelques années et que les divers ministres de l'Instruction publique, qui se succè-

dent depuis 1895, vont donner une vigoureuse impulsion à cet enseignement.

Dès le 2 août 1895, le ministre Poincaré invitait dans une circulaire les recteurs à se concerter avec les inspecteurs d'Académie pour qu'un enseignement anti-alcoolique soit donné à titre de complément de divers autres enseignements dans les écoles normales.

Le 30 janvier 1896, le ministre Combes, qui avait succédé à M. Poincaré, demandait aux recteurs, dans une circulaire qu'il leur adressait, de suivre avec l'attention la plus bienveillante les efforts faits par les trois ordres d'enseignement dans la voie anti-alcoolique. « Ce qui peut se faire à l'Ecole normale, disait-il, ou, sous une forme plus simple, à l'école primaire, est également faisable au lycée et au collège, d'autant mieux que cette innovation ne réclame aucune modification de nos programmes et qu'il suffit d'un peu de bonne volonté pour la pratiquer; » et il ajoutait : « Le cours d'hygiène traite des aliments et des boissons ; le professeur y trouvera des occasions nombreuses de mettre son auditoire en garde contre l'abus de l'alcool. Le professeur de chimie en parlant des alcools et des fermentations pourra, lui aussi, donner des instructions efficaces. De la sorte, dès leur temps de collège, tous ceux qui sont appelés à jouer un certain rôle dans la Société, ceux en particulier qui deviendront chefs d'industries, seront bien convaincus et pénétrés des dangers de l'alcoolisme et en mesure de prémunir eux-mêmes contre ces dangers les employés et les ouvriers dont ils auront plus tard la direction. »

Mais ce n'était encore qu'un début. On peut dire que

c'est à M. Rambaud, que revient l'honneur d'avoir définitivement tracé la voie que devaient suivre avec tant d'enthousiasme un grand nombre d'instituteurs. Dans une circulaire aux recteurs du 9 mars 1897, ils s'exprimaient ainsi : « Vous trouverez ci-joint le texte des arrêtés par lesquels, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, j'ai décidé d'introduire dans les programmes d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire *des notions précises* sur les dangers de l'alcoolisme, au point de vue de l'hygiène, de la morale, de l'économie sociale et politique ; » et plus loin : « J'ai pensé qu'il appartenait à l'Université de donner l'exemple. Elle y est d'autant plus intéressée que son œuvre serait stérile si, après tant de généreux efforts pour former les intelligences et les âmes des enfants, l'alcoolisme pouvait compromettre chez eux, avec la vie physique, la vie intellectuelle et morale : il importe de leur signaler de bonne heure le danger, de leur inspirer la crainte et le dégoût de l'alcoolisme, de leur en faire comprendre toutes les conséquences. Les professeurs et les instituteurs s'acquitteront de ce rôle, avec la conscience de faire œuvre de bien public. Je leur recommande de donner ces notions sous la forme la plus simple, la plus familière et par suite, la plus pénétrante, de faire appel à la réflexion des enfants, en un mot, de convaincre encore plus que d'enseigner. En dehors du programme, en dehors des heures de classe, je leur serai reconnaissant de tout ce qu'ils pourront faire pour que leurs leçons et leurs conseils soient suivis de résultat : conférences aux adultes, sociétés de tempérance, etc. »

« Il est à désirer que les professeurs des Universités s'intéressent également à cette œuvre. Ils rendraient assurément un grand service, si, en quelques conférences, ils donnaient à nos instituteurs les notions d'hygiène, d'économie politique que ceux-ci seraient parfois embarrassés de réunir et de contrôler. Ils pourraient attirer sur ce point l'attention des étudiants, les associer à leur action, leur faire comprendre les mesures qui plus tard dans les situations diverses qu'ils occuperont, ils rendront en réagissant autour d'eux contre l'alcoolisme. Pour lutter contre un si grave danger, l'union de toutes les bonnes volontés s'impose. »

En même temps qu'il envoyait cette circulaire aux recteurs, M. Rambaud prenait trois arrêtés, tous datés du 9 mars 1897 et par lesquels il introduisait dans les programmes des lycées et collèges de jeunes filles, des lycées et collèges de garçons, et enfin dans les écoles normales, primaires supérieures, cours complémentaires et écoles primaires élémentaires des notions relatives à l'alcoolisme.

Celui qui a trait aux écoles primaires était ainsi conçu :
« Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Vu la loi du 27 février 1880, art. 5.

Vu la loi du 30 octobre 1886, art. 3.

Vu l'arrêté du 10 janvier 1889 relatif aux programmes d'études dans les écoles normales primaires.

Vu les arrêtés du 21 janvier et 18 août 1893 relatifs aux programmes d'enseignement dans les écoles primaires supérieures.

Vu l'arrêté du 25 janvier 1895 relatif à l'enseignement dans les cours complémentaires.

Vu l'arrêté du 18 janvier 1887 relatif aux programmes d'enseignement dans les écoles primaires élémentaires.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les programmes d'enseignement dans les écoles normales primaires, les écoles primaires supérieures, les cours complémentaires et les écoles primaires élémentaires sont modifiés ainsi qu'il suit. »

Suit en effet l'énumération de tous les changements apportés aux programmes. Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans ces détails qui n'ont aucun intérêt capital dans l'étude que nous poursuivons. Qu'il nous suffise de constater que ces modifications portant sur l'étude scientifique et économique des dangers de l'alcool, prend place harmonieusement, suivant le plan de M. Rambaud, dans l'étude soit de l'hygiène, soit de l'économie politique, soit même de la morale, soit encore pour les classes supérieures dans l'étude des sciences physiques et naturelles. Pour arriver à un résultat pratique, les professeurs s'inspireront avec fruit des idées exposées si justement par les éminents médecins, dont nous avons parlé dans notre avant-propos le danger que fait courir à la patrie l'abus des boissons alcooliques.

Grâce à l'intelligente initiative de M. Rambaud, les instituteurs encouragés et soutenus entrèrent vigoureusement en lutte. L'enseignement fut donné un peu partout, parfois avec une certaine défiance, mais les pre-

miers résultats furent assez encourageants. Toutefois, mal préparés à donner cet enseignement, certains instituteurs hésitaient encore à aller de l'avant : aussi le 12 novembre 1900, M. Leygues, alors ministre de l'Instruction publique, dut envoyer une nouvelle circulaire aux recteurs. Ils'exprimait ainsi : « Les rapports qui m'ont été adressés par MM. les inspecteurs d'Académie, à la suite de l'enquête que j'ai prescrite, m'ont démontré que d'une manière générale, les programmes et les instructions concernant l'enseignement anti-alcoolique avaient été sérieusement appliqués et que la plupart des instituteurs et des institutrices avaient compris toute l'importance du devoir nouveau qui leur incombe.

Il existe cependant encore un assez grand nombre de communes dans lesquelles cet enseignement est à peine ébauché. D'autre part, dans nos collèges et nos lycées, les leçons anti-alcooliques occupent une place insuffisante ; » et plus loin : « L'enseignement anti-alcoolique ne doit pas être considéré comme un accessoire. Je désire qu'il prenne dans nos programmes une place officielle au même titre que la grammaire ou l'arithmétique. Mon intention est de placer la sanction de cet enseignement dans les examens qui terminent nos différents cours d'études primaires et secondaires.

Des lectures, des conférences courtes et nourries surtout de faits et de chiffres, doivent être organisées en dehors des leçons réglementaires, dans tous nos établissements d'enseignement public.

Les sacrifices que s'impose le pays pour développer l'instruction à tous les degrés, les efforts de nos maîtres

des trois ordres pour élever les intelligences et fortifier les esprits, seraient dépensés en pure perte, si nous ne poursuivions en même temps notre campagne contre l'alcoolisme, qui condamne à une prompte déchéance les individus qu'il atteint et qui anéantit, partout où il pénètre, les énergies intellectuelles aussi bien que les énergies physiques.

.....

L'Université est désignée pour mener cette croisade. Dépositaire de nos traditions nationales, responsable de la valeur intellectuelle et morale de la nation, elle doit conserver le dépôt sacré qui lui est confié et défendre son œuvre d'instruction et d'éducation contre le péril mortel qui la menace.

Je fais appel non seulement à la bonne volonté de ses membres, mais encore au sentiment si élevé qu'ils ont de leur devoir envers la démocratie et à toute l'ardeur de leur patriotisme. »

Comment cet appel des différents ministres fut entendu, et à quels résultats aboutirent tous ces efforts : c'est ce que nous allons rechercher.

De tous les rapports des inspecteurs d'Académie, de tous les mémoires envoyés par les instituteurs à leurs supérieurs hiérarchiques, de tous les renseignements que nous nous sommes nous-même procuré, il ressort cette conclusion : tels instituteurs, telle propagande anti-alcoolique, telle instruction.

Lorsque dans une région s'est trouvé un maître dévoué et vraiment éducateur, qui a compris admirablement la

responsabilité morale et sociale encourue par lui vis-à-vis de ses élèves, et que ce maître a fait tous ses efforts pour développer dans son école et autour de lui ce mouvement anti-alcoolique, il a généralement réussi.

Si, au contraire, mal disposé et mal préparé dans les écoles normales à remplir cette mission, le maître d'école a, comme à regret, entrepris cette lutte, si surtout, il agit comme cet instituteur, qui tapissait sa classe de placards anti-alcooliques, et qui régulièrement s'enivrait au moins une fois par semaine, il a fait une œuvre sinon mauvaise, en tous cas inutile.

Nous aurons plus loin à examiner s'il n'aurait pas mieux valu suivre un autre système.

Quoi qu'il en soit, il n'est peut-être pas inutile de reproduire quelques lignes de ces rapports et de ces mémoires : nous comprendrons mieux ainsi comment les éducateurs ont compris leur rôle.

C'est d'abord le directeur de l'école normale d'instituteurs de Loches (Indre-et-Loire) qui nous fait l'honneur de nous écrire. « L'enseignement anti-alcoolique existe, nous dit-il, dans les écoles primaires de la région depuis que l'arrêté du 9 mars 1897 l'a introduit officiellement dans les programmes. Les efforts isolés ont été depuis cet arrêté régularisés, coordonnés et généralisés. Il en a été de même dans les écoles primaires supérieures, dans les écoles normales et dans le lycée de Tours. Le rôle joué par l'instituteur dans la lutte contre l'alcool est modeste, sans doute, il ne faut pas en attendre des résultats immédiats ; je pense toutefois que l'avenir montrera qu'il a été efficace. »

Le docteur Tissié, président de la Ligue girondine de l'éducation physique, nous indiquait également que dans l'Académie de Bordeaux cet enseignement est appliqué officiellement. L'instituteur et le professeur sont chargés de faire des conférences et des leçons de choses sur l'alcool et ses méfaits. Ces conférences dans les lycées sont faites par le professeur de chimie, par celui de philosophie et celui d'histoire naturelle, chacun abordant la question au point de vue de la fabrication, de l'influence de l'alcool sur l'individu et la Société.

Dans l'Académie de Toulouse, le Conseil de l'Université, sur l'initiative de M. le recteur Perroud, s'occupe de cette question et donne tous les ans des récompenses aux instituteurs qui se sont le plus occupés de la lutte anti-alcoolique.

Dans un rapport inséré dans le *Bulletin de l'Université de Toulouse*, n° 6, août 1898, nous apprenons que ce fut le docteur Legrain, qui vint inaugurer dans la région la campagne universitaire anti-alcoolique par deux conférences, l'une à Toulouse, l'autre à Montauban. A partir de ce moment, ajoute le rapporteur, sous la haute direction de M. le recteur, grâce à l'habile et active impulsion de MM. les inspecteurs d'Académie et inspecteurs primaires, une vraie bataille a été engagée sur toute la ligne. Les conférences pédagogiques donnent le mot d'ordre à tous les instituteurs, fixent les principes, les faits essentiels, indiquent les ouvrages capitaux, en un mot fournissent les armes de la bonne guerre. Les instituteurs se mettent à l'œuvre en classe, et multiplient les leçons, les lectures, les entretiens, avec tableaux, avec projections, même les conférences proprement dites.

En même temps, toute la vaste Académie est divisée en sections, et dans tous les centres plus ou moins importants, des conférences sont données par des professeurs de l'enseignement supérieur, des professeurs de l'enseignement secondaire, des instituteurs, par des inspecteurs et des médecins.

Pendant l'année scolaire 1897-98, treize conférences furent faites dans le Lot, cinq dans les Hautes-Pyrénées, une dans l'Aveyron, neuf dans le Tarn, quatre dans le Gers et autant dans le Tain-et-Garonne.

Par un rapport d'un inspecteur de la Haute-Garonne, nous apprenons que la circulaire et l'arrêté du 9 mars 1897, ont été lus et commentés dans la plupart des écoles du département; les inspecteurs primaires ont constaté, au cours de leurs visites, que les instituteurs et les institutrices ont fait cette année une large place aux notions anti-alcooliques. Ils ont tenu d'ailleurs à ce que les cahiers portent des traces (dictées, rédactions, problèmes) de cet enseignement. L'élan d'après lui est donné. Dans tous les arrondissements, des conférenciers volontaires ont répondu à l'appel du ministre. A Toulouse même, la Ligue anti-alcoolique a exercé une action excellente : elle a commencé par offrir une grande fête, avec projections anti-alcooliques à l'appui, à six cents élèves des écoles de la ville; puis elle a donné quinze conférences dans les différents quartiers. Elle a distribué en outre dans les écoles de la ville des périodiques ou des récompenses. Enfin elle a répandu dans les écoles du département des brochures et des projections, destinées à aider les instituteurs dans la préparation

de leurs conférences et dans la formation de sections ca-
dettes.

Dans la circonscription de Murat, sur 287 conférences, on a pu en compter au moins 150, qui ont eu spécialement pour objet la lutte contre l'alcoolisme.

Grâce à l'obligeance d'un inspecteur primaire du département du Tarn, différents rapports d'instituteurs faits sur la manière dont ils procédaient pour donner cet enseignement nous ont été communiqués : la conclusion qui s'en dégage, c'est que les instituteurs, sans se faire d'illusion sur la difficulté de leur tâche, ont vaillamment pris à cœur de combattre l'alcoolisme et que les divers moyens qu'ils emploient, parfois avec quelque gaucherie, ont en général abouti. « La page d'écriture, dit l'un d'entre eux, est la copie en grosses lettres d'une des maximes étalées sur les murs ou tout autre de même nature, tracée au tableau noir. La lecture est prise sur les « Dangers de l'alcoolisme » de M. J. Steeg. De petits résumés oraux au moyen de questions servent de préparation aux petites rédactions qui ont lieu deux ou trois fois par mois. » (*Rapport du 14 février 1901 : instituteur de T...*).

Nous avons tenu à insister sur le mouvement anti-alcoolique dans l'Académie de Toulouse, car c'est dans cette région qu'on y met le plus d'ardeur, avec le plus de discipline, mais ce n'est pas pour dire que dans d'autres régions de la France on ne fasse rien : d'Ile-et-Vilaine, de la Savoie, de la Marne, de l'Aisne, de la Côte-d'Or et de la Seine, des renseignements analogues nous sont parvenus. Ainsi le directeur de l'enseignement primaire du département de la Seine nous apprend que

dans les écoles primaires de son ressort, il est fait une place importante à l'enseignement anti-alcoolique dans chacune des matières du programme.

Il se rattache aux leçons d'hygiène, de sciences et de morale.

La méthode diffère selon qu'on s'adresse aux enfants des différents cours : dans le cours élémentaire, l'enseignement se donne sous forme de causeries formulées avec des lectures et des gravures à l'appui. Dans le cours moyen, les leçons deviennent plus théoriques : elles comprennent l'exposition du sujet de la leçon, des exemples à l'appui suivis d'un résumé écrit par le maître au tableau noir et reproduit par les élèves sur leur cahier. Dans le cours supérieur et le cours complémentaire, l'enseignement prend un caractère plus scientifique ; il comporte une exposition de la leçon, un résumé en une maxime reproduit sur le cahier.

Enfin, dans toutes les classes, on multiplie les dictées, les exercices, et les problèmes ayant rapport à cet enseignement.

Dans les écoles normales et écoles primaires supérieures, ce sont les professeurs de sciences, de psychologie et de morale qui traitent de l'alcoolisme.

Même note dans un procès-verbal d'une réunion des professeurs de l'école primaire supérieure de Lille : nous y lisons que les professeurs s'efforcent surtout de mêler l'enseignement anti-alcoolique à toutes les branches de l'enseignement. Les professeurs de jeunes filles essaient de les amener à comprendre le principe moral de la tempérance pour elles et leur entourage. Pour cela, l'ensei-

gnement anti-alcoolique se mêle harmonieusement au cours de morale et d'économie domestique. Dans le cours de français : dictées et lectures; dans celui d'histoire et géographie : conséquences de l'alcoolisme sur la marche de la population ; dans celui d'hygiène : danger de l'abus des boissons alcooliques : telle est la marche suivie dans les écoles du Nord.

Il faut croire que les jeunes élèves, s'ils ne s'intéressent pas d'une manière spéciale à cet enseignement, du moins n'en éprouvent pas de l'ennui, car d'une enquête pédagogique faite en 1899 (*Revue pédagogique*, n^{le} série, tome 36, n^o 1, 15 janvier 1900, p. 4 et suiv.), par M. G. Lefèvre, il résulte que sur 21.429 garçons et 15.583 filles interrogés, pas un des garçons, n'indique cette matière comme lui plaisant le plus ou le moins ; 8 filles seulement déclarent qu'elle leur plaît le plus et 7 qu'elle leur plaît le moins, tandis que pour l'histoire par exemple 5.623 garçons et 3.782 filles déclarent s'intéresser le plus à cette matière et 1580 garçons et 1423 filles s'intéresser le moins.

Pour nous résumer, de tous les *rapports des recteurs* sur ce point, il résulte qu'avant 1897, les bonnes volontés manquaient de direction et de point d'appui. Les conseils étaient donnés au jour le jour, selon l'inspiration du moment, sans plan préalable, sans méthode. Depuis l'arrêté du 9 mars, les maîtres ne se contentent plus de cet effort indirect (Indre), « les efforts sont devenus plus réfléchis, mieux coordonnés, mieux en rapport avec la gravité du péril » (Nord).

Dans les écoles normales « ces leçons nouvelles ont été données, non pas seulement avec intelligence et cons-

cience, mais avec une véritable ferveur ». Le directeur fait lui-même des conférences dans la Haute-Marne. Cet enseignement forme un véritable corps de doctrine (Drôme, Somme, Deux-Sèvres, Hautes-Alpes) ou bien ce sont des causeries libres (Doubs, Allier, Indre, Haute-Vienne, Aveyron). Des devoirs sont faits par les futurs instituteurs (Haute-Loire, Côte-d'Or, Nièvre, Gard, Indre-et-Loire).

Pour les écoles d'institutrices, la partie scientifique est plus sommairement traitée, mais « nos futures institutrices ont été averties de tous les services qu'il leur appartient de rendre, si, par l'éducation qu'elles donnent aux filles du peuple, elles les préparent à combattre comme mères, comme épouses, un mal qui exerce surtout ses ravages dans les classes populaires. »

Dans les écoles élémentaires, des conférences pédagogiques ont été faites. Cet enseignement intervient dans le cours de morale et dans celui des sciences. Des lectures, des dictées sont faites sur ce sujet. La plupart des instituteurs préfèrent l'ordre dispersé à l'ordre serré si nous pouvons employer cette expression; mais nous y reviendrons plus tard en faisant la critique de notre système pédagogique.

Dans les lycées ce sont les professeurs de sciences et de philosophie, qui donnent cet enseignement. Ils sont encore assez hésitants, surtout dans certains lycées de Paris, mais en général, c'est avec conviction qu'ils ont aussi entamé la lutte. L'avenir nous montrera s'ils ont réussi.



Mais non seulement instituteurs et professeurs rivalisent de zèle pour suivre les prescriptions des arrêtés du 9 mars 1897, mais beaucoup d'entre eux ont joint l'action à la parole et ont formé des sociétés scolaires de tempérance, sous le nom de sections cadettes de l'*Union française anti-alcoolique*.

Cette Union, qui atteignait, il y a quelques mois, le chiffre de 1020 sections (*L'Alcool*, n° de juillet 1901) dans toute la France, compte un grand nombre de sections cadettes.

C'est encore dans le Midi, en particulier dans l'Académie de Toulouse, que ces sociétés d'enfants sont le plus nombreuses ; rien que dans la circonscription de Cahors (Lot), on en comptait en janvier 1901, 160.

Le *Bulletin de l'Université de Toulouse* d'août 1898 nous apprend que dans le Sud-Ouest, dans la majorité des cas, l'instituteur n'a aucune peine à fonder sa ligue cadette : « aucune difficulté », dit l'un ; « j'ai seulement cédé aux désirs exprimés par la plupart de mes élèves » ; « tous ont accepté avec joie ; » dit un autre, « auprès des parents, j'ai trouvé le même accueil ; pas une hésitation. » J'ai eu la satisfaction de convaincre en peu de temps mes élèves », écrit un troisième, « et tous ceux d'entre eux qui étaient âgés de plus de dix ans ont adhéré avec enthousiasme. »

Autre part, il est vrai, les parents ont déchiré les bul-

letins apportés par les enfants. Néanmoins, la Ligue a reçu cent quarante-cinq adhésions.

Dans une autre localité, la lutte a été plus vive encore. L'instituteur s'est en vain adressé aux anciens élèves. Il a été tourné en ridicule. On a dit que la création de la société était une méchanceté de sa part, qu'il était un fauteur de désordre, etc. Des buveurs invétérés ont essayé de débaucher les élèves en leur offrant de l'alcool (le cas n'est pas isolé). Cependant, huit élèves ont signé, et déjà leur active propagande a obtenu des résultats appréciables. Deux d'entre eux ont réussi à faire bannir l'alcool de leur famille.

En résumé, dit le rapporteur, avec plus ou moins de difficultés, *tous ceux qui ont essayé ont réussi, tous sauf un*. « Dès que mon projet a été connu, » raconte-t-il lui-même, « les trois cafetiers de la localité se sont soulevés et ont inventé toutes sortes de divertissements pour attirer les jeunes gens chez eux, offrant même des consommations gratuites. »

Même note, mais très atténuée dans d'autres rapports de recteurs d'Académie : dans certaines régions, il y a peu d'empressement pour établir ces sections cadettes : certains instituteurs hésitent à faire prendre des engagements aux petits garçons ou aux petites filles ; d'autres ont peur de leur donner trop d'importance à leurs propres yeux.

Un grand nombre de recteurs (Seine, Ardèche, Nord, Ain, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure, Doubs, Haut-Rhin) appuient même sur cette idée que notre tempérament national n'admet pas facilement le rigorisme. Nous

ne disons pas que parmi le personnel universitaire règne à ce sujet une certaine défiance, mais à part le Midi, en particulier le Sud-Ouest, qui est entré franchement dans cette voie, il y a bien des points du territoire et bien des circonscriptions universitaires, où il n'existe pas ou très peu de ces sections cadettes. *L'Alcool*, dans son n° de mars 1900, nous relate cette réponse faite par plusieurs instituteurs : « Le maire est cabaretier, ou bien l'adjoint, plusieurs conseillers municipaux, le garde champêtre, l'électeur influent, le gendre, le frère, le beau-frère des précédents : les mêmes sont les plus grands consommateurs d'alcool de la localité ; tous ces gens considéreraient la création d'une société de tempérance comme une offense personnelle et alors malheur à nous, nous serions forcés de nous en aller. Nous préférons lutter contre l'alcoolisme à la sourdine au lieu de lui faire une guerre ouverte. Oh ! si nous étions nommés par nos chefs hiérarchiques et soustraits aux influences des hommes politiques, nous serions plus hardis parce que plus forts. Pour le moment, le légitime souci du pain quotidien de notre famille nous force à rester cois ; nous le regrettons plus que nous ne saurions le dire. »

Malgré ces difficultés, un grand nombre de sections cadettes, nous le savons, ont été fondées et prospèrent depuis 1897. Nous avons sous les yeux deux modèles de statuts de ces sociétés particulièrement intéressants, l'un proposé par « l'Étoile Universitaire » *Fédération défensive des écoliers contre l'alcool*, de l'Académie de Caen, (l'engagement d'abstention des boissons distillées et d'usage modéré de vin, de bière ou de cidre est d'un an ou

jusqu'à la fin des études, suivant que le désirent les écoliers), l'autre établi par l'inspecteur primaire de Valenciennes, M. Bertrand (*Manuel général de l'instruction primaire*, 18 mai 1901, p. 311).

Ces statuts recommandés par le *Manuel général* et employés dans les sections du Nord, sont ainsi conçus :

ECOLE DE

SOCIÉTÉ SCOLAIRE DE TEMPÉRANCE

STATUTS

ARTICLE 1^{er}. — Il est créé à l'école de garçons de une Société de Tempérance.

ARTICLE 2. — Cette Société a pour but de mettre les enfants et les jeunes gens en garde contre les dangers des boissons alcooliques et de propager parmi eux des habitudes de tempérance.

ARTICLE 3. — Elle comprend trois catégories de membres : 1° les membres actifs ; 2° les membres adhérents et protecteurs ; 3° les membres bienfaiteurs.

ARTICLE 4. — Les membres actifs doivent : 1° être âgés de 10 ans au moins et de 16 ans au plus ; 2° prendre l'engagement *solennel*, pour une durée de un an au moins, de s'abstenir, sauf prescription médicale, de toute boisson alcoolique et de ne faire qu'un usage modéré de bière, de vin ou de cidre ; 3° promettre de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour recruter des sociétaires et travailler au progrès de l'œuvre.

Chaque membre actif recevra des mains du président une carte nominative dont il sera toujours porteur.

ARTICLE 5. — Sont considérées comme membres adhérents les personnes âgées de plus de 16 ans qui déclarent s'associer à l'œuvre de la Société et au but qu'elle poursuit. Les membres adhérents âgés de plus

de 20 ans prennent le nom de membres *protecteurs*. Les uns et les autres versent une cotisation annuelle de , payable dans le courant du mois de janvier. Ils peuvent signer l'engagement d'abstinence partielle que signent les enfants.

ARTICLE 6. — Sont considérées comme membres bienfaiteurs les personnes qui contribuent par des dons à la prospérité de la Société.

ARTICLE 7. — La Société a son siège à l'école. Elle est administrée par son président qui est l'instituteur, assisté du Bureau. Le Bureau se compose d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et de deux membres de la Société élus à la réunion de janvier.

ARTICLE 8. — Les engagements des membres actifs sont pris publiquement à la première séance qui suit la demande d'admission. Chaque enfant muni de l'autorisation écrite de ses parents, prononce à haute et intelligible voix devant les assistants le texte de l'engagement et appose sa signature sur le registre de la Société.

ARTICLE 9. — La Société se réunit en séance générale tous les deux mois. Dans ces réunions on procède à la réception des nouveaux membres. Des causeries, des conférences, des lectures, des chants, des conseils horticoles pourront être ajoutés à l'ordre du jour.

Les membres du bureau sont nommés pour un an et sont rééligibles. L'élection a lieu au scrutin secret, à la date fixée par l'article 7.

ARTICLE 10. — Le bureau a la responsabilité morale de la Société. Il veille à ce que l'engagement des membres actifs soit respecté et prononce les radiations, s'il y a lieu.

ARTICLE 11. — Les sommes provenant des dons et des cotisations sont employées : 1° à payer les dépenses ordinaires de la Société, le prix de l'abonnement ou de l'acquisition des journaux, brochures et autres publications destinées à combattre l'alcoolisme ; 2° à organiser des fêtes, des jeux, des promenades ; 3° à récompenser les enfants les plus méritants.

ARTICLE 12. — Les présents statuts adoptés par une assemblée générale convoquée à cet effet seront soumis à l'approbation de M. l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement primaire du Nord.

L'INSTITUTEUR, *président*.

FORMULE DE L'ENGAGEMENT

Je prends l'engagement solennel de m'abstenir, sauf prescription médicale, de toute boisson alcoolique aussi longtemps que je n'aurai pas renvoyé au président ma carte de membre actif.

FORMULE D'AUTORISATION

J'autorise mon enfant..... à devenir membre actif de la Société de tempérance et je lui permets d'en fréquenter régulièrement les séances.

Tels sont les statuts employés dans les Sociétés scolaires du Nord ; ceux des sections de l'*Union française anti-alcoolique* sont sensiblement analogues. Ils ne diffèrent qu'en ce que le président de la section n'est pas nécessairement l'instituteur. De plus, ils contiennent un article 12 ainsi conçu : « Les sections cadettes ne sont redevables d'aucune cotisation à la société-mère qui, au contraire, leur vient en aide dans la mesure de ses moyens.

Toutefois, lorsque les sections cadettes sont prospères, en particulier lorsqu'elles comptent un grand nombre de membres adultes adhérents (30 par exemple), elles peuvent être considérées au même titre que les autres sections adhérentes à la société-mère et versent à celle-ci une part de leurs cotisations pour l'aider à supporter ses charges générales et à soutenir les sections moins heureuses. » •

« Les secrétaires des sections cadettes, ajoute l'article 14, doivent tenir au courant la société-mère du dévelop-

pement de leur section, au moins tous les six mois. Le bulletin mensuel l'*Alcool* mentionnera périodiquement la situation des sections cadettes. »

Ajoutons que l'*Union française anti-alcoolique* sur les 1125 sections qu'elle comprenait le 1^{er} décembre 1901, en comptait environ 600 cadettes, comptant de 15 à 20.000 membres actifs.

Ainsi, les statuts employés dans nos écoles sont un peu différents les uns des autres, souvent suivant les régions, mais l'idée reste la même, idée d'attacher les enfants à la cause de l'anti-alcoolisme par un engagement solennel, engagement dont la durée seule diffère selon les sociétés.

Dans les lycées, il existe également de ces sections cadettes. Comme ce sont déjà des jeunes gens qui composent ces sociétés, elles ont en général plus d'autonomie, et sont moins sous le contrôle universitaire que les premières. D'ailleurs c'est surtout la dernière circulaire du 12 novembre 1900, qui a donné l'impulsion à ces créations dans les Lycées. D'ailleurs ce n'est pas que les difficultés manquent, et on cite ce fait de 23 jeunes élèves de philosophie d'un collège de province, qui ont répondu par une lettre collective à la circulaire d'autres jeunes lycéens du Havre, relative à la lutte anti-alcoolique. Ils s'exprimaient ainsi : « 1^o Nous vous félicitons de vos phrases sonores et creuses ; 2^o nous ne voulons pas nous empoisonner d'eau pure ; 3^o nous préférons rester avec cette génération scrofuleusement rachitique des Catulle, des Villon et des Musset, qui, eux, n'ont jamais célébré les bienfaits de l'eau. »

Mais ce sont là boutades de collégiens et, malgré l'opposition sourde de certains, ces sections se fondent un peu partout : nous citerons notamment celle du Havre, celles des lycées Condorcet et Janson-de-Sailly, à Paris. Remarquons également que dans l'Académie de Bordeaux, les sociétés des ports entre lycéens, affiliés à la *Ligue girondine de l'Education physique*, sociétés qui sont très nombreuses et dont la plupart portent des noms champêtres, comme « les Coquelicots » du lycée de Pau, « les Lilas » du collège de Condom, « les Myosotis » du collège de La Réole, « les Pensées » de celui de Marmande, ont une tendance très marquée à ajouter à leurs statuts des mentions relatives à l'abstention des boissons alcooliques. Comme nous l'écrivait le docteur Tissié, président de cette ligue, ce sont les jeunes gens qui ont reconnu d'eux-mêmes l'utilité pour leur développement physique d'ajouter cette clause à leurs statuts.

Nous ne pouvions trouver une meilleure démonstration de l'utilité de cette campagne et par là même de ces sociétés scolaires de tempérance.

(Cf. La *Sentinelle*, 10 mai 1901. — Le *Signal*, 24 mai 1901. — *Manuel général de l'instruction primaire*, 23 février, 23 mars, 6 avril, 13 avril, 14 mai, 18 mai 1901. — *Bulletin de l'Enseignement primaire*, Marne, mars 1901. — L'*Alcool*, mars, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1900 ; janvier, février-mars, avril, mai, juin 1901. — *Revue des jeux scolaires*, décembre 1899, janvier-février, juin, septembre, octobre, novembre 1900 ; avril 1901. — E. Bocquillon : L'*Alcoolisme*. — Frères de la doctrine chrétienne : L'*Alcoolisme*, sa nature, ses effets, ses remèdes. — Docteur Roché : La défense de la famille contre l'empoisonnement par l'alcool. — Ch. Savoye : Conseils d'un ami : aux élèves des écoles pri-

maires. — J. Baudrillard : Livret d'enseignement anti-alcoolique (tract). — Rau : L'initiative privée et la loi en face de l'alcoolisme. — *Revue pédagogique* : Chronique de l'enseignement primaire, 15 juillet et 15 décembre 1895, p. 83 et 571 ; 15 mai et 15 juin 1896, p. 478 et 571 ; 15 août 1896, p. 190, 191. — R. Sabatié : L'alcoolisme en Normandie, 15 juin 1897, p. 537. — Chronique de l'enseignement primaire en France : 1. Bulletin du territoire de Belfort, 15 mars 1898, p. 288 ; — 2. L'enseignement anti-alcoolique, 15 avril 1898, p. 375 ; — 3. Fête scolaire de tempérance, 15 juin 1898, p. 574. — M. Pellisson : 1^{re} campagne anti-alcoolique (1897-1898), 15 janvier 1899, p. 22. — J. Baudrillard, 7^e Congrès international contre l'alcoolisme, 15 juin 1899, p. 510. — Chronique de l'enseignement primaire en France : L'Enseignement anti-alcoolique, 15 juin 1899, p. 558. — Discours de M. Bayet au 7^e congrès international contre l'alcoolisme, 15 juillet 1899, p. 65. — Chronique de l'enseignement primaire en France : L'Enseignement anti-alcoolique, 15 août 1899, p. 173. — G. Lefèvre : Une enquête pédagogique, 15 janvier 1900, p. 4 et suiv. — *Réforme sociale* : E. Rostand : La défense contre l'alcoolisme par l'action locale, 1^{er} avril 1896, p. 513. — J. Cazajoux : Chronique du mouvement social : 1^o L'alcoolisation des femmes et des enfants en Normandie, 16 novembre 1896, p. 750 ; 2^o L'anti-alcoolisme à l'école, à la caserne, à l'usine, 16 janvier 1898, p. 484 ; 3^e L'éducation sociale et les œuvres post-scolaires dans l'Université, 16 août-1^{er} septembre 1898, p. 375. — A. D. : Mélanges et notices : Les œuvres économiques et sociales au Congrès de Bourges, 16 octobre 1900, p. 609. — *Revue pénitentiaire*, docteur Motet : Le crime et l'alcoolisme, juillet 1895, p. 1194 et suiv. — Enquête sur l'alcoolisme : Discussion : Propagande par l'école, janvier 1897, p. 40 et 41. — A. Rivière : L'école dans la prison, février 1900, p. 347. — *Revue politique et parlementaire*, Guillemot : V^e congrès pénitentiaire international (Paris, 1895), 10 septembre 1895, p. 522. — Docteur Legrain : VII^e congrès international contre l'alcoolisme : compte rendu, 10 juin 1899, p. 593 et suiv. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles, 1897), rapport de M. Van der Mude, sur les services que peut rendre l'enseignement primaire pour la

lutte anti-alcoolique. — 7^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Paris, 1899). Discours de MM. Buisson, Ruysen, Barbey, Hercod, Marillier, Dryessens, Ch. Byse, du docteur Forel. — Conférences de MM. Gilbault, Fielden Thorp, Baudrillard, Edouard Petit, Don, du docteur Tappolet. — Rapports de MM. Hercod, Don, Maillet (l'enseignement anti-alcoolique à l'école), Richard. — 8^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Vienne, 1901) : rapports du docteur Delbrück, de MM. Frei, Petersen, Quensel.)

2. — *Belgique*. — Ce n'est guère qu'en 1887, que M. Robyns, inspecteur principal de l'enseignement primaire à Hasselt, pour la première fois, entreprit dans ce pays l'œuvre scolaire anti-alcoolique qui a atteint aujourd'hui un développement si considérable. C'est en effet le 7 septembre 1887 qu'il adressa aux inspecteurs de son ressort une circulaire pour les engager à instituer dans les écoles du Limbourg des sociétés de tempérance pour les enfants. 5 ans après, dans 200 écoles de ce district, sur 247, il y avait des sociétés scolaires florissantes.

Le 26 janvier 1892, M. Robyns adressa à M. le ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique un rapport sur les sociétés de tempérance organisées dans la province de Limbourg. A la fin de ce rapport, il demandait à M. de Burlet de vouloir bien acquiescer au vœu du Conseil de perfectionnement de l'enseignement primaire, en recommandant l'œuvre des sociétés de tempérance dans tout le pays, à l'égal de celle de l'épargne. De son côté, la société belge de tempérance réclama avec instance l'appui du gouvernement.

Le 3 avril 1892, dans une circulaire aux inspecteurs principaux, le ministre accorda son entière approbation

à l'œuvre : « Adoptant l'avis du Conseil de perfectionnement, disait-il, j'accorde mon entière approbation aux mesures prises par M. l'inspecteur principal de Hasselt, et j'estime qu'il faut faire profiter immédiatement de leur action bienfaisante le plus grand nombre possible de nos écoles primaires. »

« Il appartient à l'instituteur, nul ne le contestera, d'enseigner aux enfants par des leçons spéciales, des lectures, des dictées, des problèmes bien choisis les dangers physiques, moraux et sociaux de l'abus des boissons spiritueuses ; il est de son devoir d'inspirer à ses élèves le respect d'eux-mêmes, le dégoût de l'intempérance, de leur faire prendre, dans la mesure des moyens dont il dispose, des habitudes de sobriété, d'ordre et d'économie, et d'aider ainsi à leur préparer un heureux avenir. »

Plus loin le ministre belge insiste, plus d'ailleurs que ne l'avaient fait les ministres français sur les sociétés scolaires de tempérance : « MM. les inspecteurs cantonaux engageront, dit-il, instamment les instituteurs des écoles de garçons et des écoles mixtes à organiser, dans chaque école, une société de tempérance, dans laquelle seront reçus les élèves (garçons) âgés de 11 ans au moins. »

Pour donner plus de force encore à ses instructions, le ministre de Burlet, le 23 avril et le 14 mai de la même année, envoya deux nouvelles circulaires, adressées l'une aux directeurs des écoles normales de garçons et l'autre aux directeurs des écoles normales de jeunes filles, et relatives à l'enseignement de la tempérance dans ces institutions.

En juin, tous les instituteurs et institutrices primaires du pays reçurent du ministère de l'Instruction publique une brochure intitulée : *Coopération des établissements d'instruction primaire à la lutte contre l'alcoolisme*. Cette brochure contenait le rapport de M. Robyns et les trois circulaires de 1892.

Comme nous venons de le voir, le ministre avait insisté beaucoup sur les sociétés scolaires de tempérance : aussi se développèrent-elles très rapidement malgré l'apathie de certaines administrations communales. Mais beaucoup d'instituteurs s'imaginèrent trop vite que c'était là la partie essentielle du programme anti-alcoolique. L'enseignement proprement dit était laissé de côté ; le programme, disait-on, était déjà bien chargé et l'introduction d'une branche nouvelle était bien difficile.

Ce fut M. Schollaert, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, qui vint heureusement couper court à tous ces errements. Le 2 avril 1898, il adressa une circulaire aux inspecteurs principaux transmise à chaque instituteur et institutrice, par laquelle il rendait *obligatoire* l'enseignement anti-alcoolique dans toutes les écoles primaires. Sans surcharger les programmes, il montra le marche à suivre. Le ministre annonçait également ce que nous n'avons pas en France, que des conférences spéciales seraient données aux maîtres d'école.

Les conférences, en effet, furent faites avec très grand succès, les années suivantes, et les instituteurs ardents formèrent non seulement des sociétés scolaires, mais se

groupèrent eux-mêmes en sociétés spéciales de tempérance.

En 1899, les mêmes conférences furent organisées pour les institutrices et elles ne mirent pas moins de bonne volonté ni de persévérance que les instituteurs à tirer profit des leçons qui leur furent ainsi données par les médecins les plus éminents. (Circulaire ministérielle du 21 juin 1899).

C'est le gouvernement qui nomma lui-même ces conférenciers et nous avons sous les yeux la liste de 48 médecins désignés par lui pour faire ces conférences aux institutrices, non seulement des écoles publiques, mais encore sur la demande des inspecteurs des écoles libres, aux écoles privées.

Les Chambres législatives depuis 1898 ont inscrit au budget du ministère de l'agriculture un crédit pour la propagande contre l'alcoolisme, et chaque année une somme de 12000 fr. y est prélevée afin de favoriser la propagande contre l'alcoolisme par l'école.



« L'enseignement anti-alcoolique comprendra des *leçons spéciales* et des leçons occasionnelles. »

« Les instituteurs y seront préparés par des conférences que leur donneront des spécialistes attitrés, autant que possible des médecins, qui mieux que d'autres, montreront les ravages de l'alcool dans l'organisme humain. Les conférenciers auront pour mission de déve-

lopper un programme bien défini dans sa lettre et dans son esprit. Des planches coloriées représentant les lésions viscérales causées par l'alcool leur permettront de rendre l'enseignement intéressant et fructueux. ».....

..... « Mais ce n'est pas assez d'inscrire l'enseignement anti-alcoolique au programme d'études et de préparer les maîtres à le donner avec fruit, il faut encore lui assigner un temps bien déterminé à l'horaire de la classe et en rendre le contrôle facile. »
« A ces fins, il conviendra d'y affecter au moins une demi-heure par semaine — de préférence le samedi après-midi — et de veiller à ce que les élèves, tout au moins ceux du degré supérieur, possèdent un cahier réservé exclusivement à la transcription des exercices relatifs à l'enseignement anti-alcoolique. »

« Ce cahier sera examiné par les instructeurs à l'occasion des visites d'écoles et des conférences; quelques questions posées aux enfants sur les divers sujets traités permettront de constater le degré d'efficacité des leçons du maître. ».....

..... « Le gouvernement est disposé à décerner un diplôme d'honneur à toute école où cet enseignement sera bien organisé. »..... « Les communes, je n'en doute pas, se chargeront volontiers de la très minime dépense que nécessitera la remise d'une carte d'honneur à chaque élève admis à prendre l'engagement de s'abstenir de toute boisson spiritueuse. »

Ainsi s'exprimait dans la circulaire dont nous avons

parlé plus haut M. Schollaert, le 2 avril 1898. Si nous en croyons son collègue M. de Smet de Neyer, ministre des Finances et des Travaux publics, les résultats de cet enseignement anti-alcoolique eurent une influence considérable sur la diminution de la consommation de l'alcool. Dans la séance de la Chambre des représentants du 22 décembre 1899 (*Annales parlementaires*, p. 214 et 215), il constatait que la consommation moyenne de 9 litres 66 en 1895-1897, était descendue à 8 litres 50 en 1898, et à 8 litres 31 environ en 1899; et recherchant les causes de cette diminution, il n'hésitait pas à reconnaître que l'activité croissante de la propagande anti-alcoolique sous toutes les formes avait largement contribué à faire reculer ce fléau.

Sans aucun doute, c'est de l'enseignement dans les écoles primaires dont il s'agit, car les Universités n'ont pas pris part à la lutte et cet enseignement dans les athénées royaux et les collèges n'est encore qu'à son début, bien qu'une circulaire ministérielle du 13 mai 1896, adressée aux préfets des études et aux directeurs et directrices de ces écoles moyennes, ait indiqué la marche à suivre pour que les conférences faites contribuent d'une manière efficace à enrayer les progrès de l'alcoolisme. (*Dépêche ministérielle du 10 février 1897*).

N'oublions pas d'ailleurs que l'enseignement dans les écoles primaires s'est non seulement développé scientifiquement d'une façon continue, mais qu'il a trouvé sa justification, sans parler de cette diminution de la consommation constatée plus haut — dans la création d'un grand nombre de sociétés scolaires de tempérance.

La statistique suivante nous indique tous ces progrès :

ANNÉES	ÉCOLES PRIMAIRES	
	nombre de sociétés	nombre d'élèves affiliés à ces sociétés
1895	1.834	34.158
1896	2.151	41.034
1897	2.429	45.222
1898	2.720	50.642
1899	2.820	52.850

Ainsi, au commencement de l'année 1900, 52.850 enfants sur 107.935 ayant l'âge requis (11 ans) faisaient partie de ces sociétés, et 2820 écoles possédaient une société scolaire de tempérance ; 1112 seulement en étaient encore dépourvues.

Si l'on songe que la cérémonie d'affiliation est entourée de solennité ; qu'on y convie le clergé, les notabilités, les parents ; qu'en leur présence, a lieu la prononciation publique de la formule d'engagement ; que tout se passe comme à Liège le 23 octobre 1898, où dans la salle académique de l'Université, 2000 enfants s'engagèrent sur l'honneur à s'abstenir de spiritueux, on ne peut qu'applaudir à tous les efforts de ce petit Etat, qui a si victorieusement résisté au fléau de l'alcoolisme.

(Cf. *Le Bien social*, mars 1901, p. 18. — *Courrier de l'extérieur* (extrait du *Bulletin du cercle* « Le Progrès » de Bru-

xelles). *Revue pédagogique*, 15 juin 1897, p. 573. — G. Lefèvre : *Revue de l'étranger : Belgique*, *Revue pédagogique*, 15 juin 1900, p. 563 et suiv. — A. Verneersch S. J. : *Manuel social : La législation et les œuvres en Belgique* (Louvain, A. Uystpruyst, 1900), œuvres scolaires de tempérance, p. 273 et suiv. — Organisation de l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires (brochure du ministère de l'intérieur et de l'instruction publique). — L'alcoolisme en Belgique : compte rendu de l'assemblée générale de la Ligue patriotique belge contre l'alcoolisme, tenue à Bruxelles le 5 mai 1895. — 6^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques*, Bruxelles, 1897 : rapports de MM. Jules Denis, J. Germeau, A. Robyns, A. Sluys, J. Hanus, L. Delpire.)

3. — *Etats-Unis*. — Le fléau de l'alcoolisme sévit aux Etats-Unis comme en Europe. Lincoln ne buvait jamais de liqueur, et il en donnait pour raison qu'il en avait fait le serment à sa mère mourante. « Les horreurs de l'intempérance, dit le *Journal of education* (23 mars 1899), constituent le plus grand mal de la vie américaine. » Pour y remédier, on compte surtout sur l'intensité de l'enseignement donné dans les écoles de tout ordre sur ce qu'on appelle « la physiologie de l'intempérance. »

D'après des renseignements qu'a bien voulu nous fournir M^{me} Mary Hunt, cette célèbre américaine, qui est l'instigatrice de ces mesures scolaires dans son pays, cet enseignement est donné d'une façon très rationnelle, très méthodique et en même temps très pratique : c'est au cours d'hygiène que l'instruction anti-alcoolique trouve sa place ; on y indique quel préjudice cause au corps et à l'intelligence l'abus des boissons alcooliques et cette instruction devient de plus en plus complète et

de plus en plus scientifique, à mesure que l'enfant grandit et passe des classes élémentaires aux classes supérieures. Cet enseignement dans les premières années est donné dans trois ou quatre leçons par semaine pendant 10 semaines ; il est oral dans les trois premières années, mais dès la quatrième, des livres et des manuels sont mis entre les mains des élèves, des récitations régulières sont faites, des expériences viennent appuyer les dires du professeur : en résumé, la méthode adoptée tend surtout à éviter la fatigue et l'ennui pour les jeunes élèves et par le fait même à rendre le plus attrayant possible un enseignement parfois délicat et presque ennuyeux.

L'introduction de cet enseignement scientifique de la tempérance dans les écoles nord-américaines fut l'œuvre de M^{me} Mary Hunt, nous l'avons dit. C'est elle, qui par des études médicales faites avec son fils, reconnut les néfastes effets physiologiques de l'alcool. Dès lors, elle se voua exclusivement à l'œuvre de la tempérance. Ce fut la ville de Hyde Park (Massachussets), qui la première introduisit dans le programme de ses écoles l'enseignement anti-alcoolique. Peu après, sur ses instances l'*Union des femmes chrétiennes pour la tempérance*, fonda une section sous le nom de « Département de l'Instruction publique de la tempérance dans les écoles. » En juin 1882, cette Union s'adressa à l'association médicale américaine, qui donna un avis favorable à cette propagande ; bientôt, une agitation intense se fit dans l'opinion publique pour déterminer les pouvoirs publics à s'occuper de cette question. En novembre 1882, ce fut

l'Etat de Vermont, qui le premier inscrivit le principe de l'enseignement officiel de la tempérance dans sa législation; peu à peu, tous les autres Etats suivirent cet exemple; pendant l'année 1885, 10 Etats légiférèrent sur ce sujet; l'année suivante, 10 autres Etats acceptèrent une loi sur l'enseignement anti-alcoolique. Aujourd'hui, il n'y a plus que la Géorgie, qui refuse encore de suivre le mouvement général; tous les autres Etats (44) de l'Amérique du Nord ont organisé cet enseignement anti-alcoolique.

L'application de ces lois est assurée par une série de dispositions, qui varient quelque peu suivant les régions, mais qui toutes assurent la régularité et le bon fonctionnement de cet enseignement : ainsi dans 37 Etats, aucun maître ne peut obtenir de diplôme, ni recevoir l'autorisation d'enseigner, s'il n'a passé un examen satisfaisant sur la question de l'alcoolisme (*On satisfactory evidence that any teacher has willfully refused to teach this subject as provided in this act, the state superintendent of public instruction shall revoke the licence of such teacher : Law of 26 May 1896, New-York*).

Dans la plupart des Etats, tout est spécifié dans la loi même : 1^o le minimum de temps consacré à l'enseignement; 2^o les moyens nécessaires à employer; 3^o la méthode; 4^o les examens.

Bien plus, une sanction pénale sévère vient rendre vigoureuse l'exécution de la loi dans 28 Etats. Cette sanction pour les directeurs d'écoles ou comités dirigeant des écoles qui se refuseraient à donner cet enseignement ou qui ne s'assureraient pas qu'il est donné suivant les pres-

criptions de la loi consiste dans le retrait des subventions de l'Etat pour les écoles publiques et dans une amende pour les écoles privées (Any school board neglecting or refusing to comply with any of the provisions of this act shall be subject to fine or forfeitures, the same as neglect of any other duty pertaining to their offices : *loi du Michigan*).

Le tableau suivant que nous empruntons à « *An Epoch of the Nineteenth Century* » par M^{me} Mary Hunt (Boston, août 1897), et que nous avons mis au courant, nous indique comment les Etats ont compris et institué cet enseignement de la tempérance.

EXPLICATION DES SIGNES :

× La croix signifie que l'enseignement scientifique de la tempérance forme une étude obligatoire dans les écoles publiques.

★ L'étoile signifie que c'est une étude obligatoire et qu'une sanction pénale est imposée pour assurer l'application de la loi.

‡ L'épée signifie que l'enseignement de la tempérance est non seulement obligatoire, mais qu'on l'exige de tous les élèves et dans toutes les écoles (publiques ou privées).

‡ La double épée signifie que l'enseignement est exigé de tous les élèves de toutes les écoles, et qu'il doit être donné au moyen de manuels remis entre les mains des élèves capables de lire.

|| Les parallèles indiquent que l'enseignement doit être donné exactement de la même manière qu'une autre branche du programme, la géométrie ou l'arithmétique, par exemple.

§ Le signe de paragraphe indique que le cinquième ou le quart du contenu des manuels en usage dans les écoles primaires et secondaires doit se rapporter au sujet de la tempérance et que les manuels employés dans les collèges ne doivent pas contenir moins de vingt pages sur ce même sujet.

¶ La lettre *pi* (exemple : Texas) indique qu'aucun maître ne peut recevoir de diplôme et être autorisé à enseigner s'il n'a passé auparavant des examens satisfaisants sur la matière.

≡ Les trois parallèles indiquent que les manuels ont un contenu se rapportant exclusivement au sujet de la tempérance (New-Jersey).

β La lettre *bêta* signifie qu'un nombre déterminé de leçons a été rendu obligatoire pour chaque année d'étude (New-York).



On le voit, les Etats-Unis ont une législation scolaire extrêmement intéressante au sujet de la tempérance. On peut dire que cet enseignement anti-alcoolique est donné avec toutes les garanties désirables dans un grand nombre d'Etats : certains collèges secondaires et les Universités suivent difficilement, sans doute, l'exemple des écoles primaires, mais le mouvement est si puissant et si bien ordonné, que nous ne doutons pas que dans la suite ils ne tiennent leur place sur le champ de bataille.

L'exemple des Etats-Unis, d'ailleurs, a déjà été suivi pour ses écoles primaires par le Canada, qui lui a emprunté ses idées pédagogiques et ses méthodes.

Remarquons qu'il n'y a pas en Amérique de sociétés scolaires de tempérance ; il n'y a que les sections de pupilles des grandes associations anti-alcooliques. Les jeunes gens qui en font partie s'engagent avec l'aide de Dieu, à s'abstenir de toute boisson alcoolique, même des boissons fermentées. Nous pouvons citer en exemple les ligues de la *Loyal Tempérance légion*. Plus de 200.000 enfants ont donné leurs noms. Comme il s'agit moins d'obtenir une adhésion nominale que de former des recrues fidèles, on les embrigade dans des compagnies où chacun se surveille et qui ont des chefs responsables : on cherche à les habituer à la liberté et à la défense de leurs principes. Pourtant, malgré le succès relatif de ces sociétés, il ne semble pas qu'on attache aux Etats-Unis une

aussi grande importance à ces ligues de jeunes gens qu'on n'en attache aux sociétés scolaires en Belgique et même en France.

(Cf. Anna A. Gordon : *Juvenile Work? Questions Answered.* — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles, 1897) : Discours de M^{me} Mary Hunt et rapport de M. Jules Denis. — La lutte contre l'alcoolisme aux Etats-Unis : Communication de M. van der Heuvel et discussion : *Réforme sociale*, 16 mai 1895, p. 768. — G. Compayré : Les congrès scolaires de Chicago : *Revue pédagogique*, 15 novembre 1893, p. 385. — G. Compayré : Revue de l'étranger, Etats-Unis : *Revue pédagogique*, 15 novembre 1899, p. 450. — Alice M. Guernsey : Temperance lesson manual (for the Band of Hope and Loyal Temperance Legion). — Mrs Mary B. Willard et Mrs Wilbur F. Crafts : Temperance lesson manual (for the Band of Hope and Loyal Temperance Legion). — Mrs Gev. Archibald : Temperance lesson manual (senior grade lessons). — Scientific Temperance Monthly Advices. — *The Young Crusader* (Chicago), mai 1901. *The School physiology Journal* (Boston), juin 1901.)

4. — *Suède et Norvège.* — Le 4 novembre 1892, le roi de Suède sur la demande de l'assemblée législative, qui avait émis le 4 mai 1891 un vœu pour l'introduction de l'enseignement anti-alcoolique dans les écoles, rendit une ordonnance, en vertu de laquelle cet enseignement devint obligatoire dans toutes les écoles.

Cette ordonnance était ainsi conçue : « En donnant notre assentiment à la proposition de la Diète, nous ordonnons :

« Que dans les lycées, les écoles normales primaires et les écoles primaires du royaume, les instituteurs, en enseignant l'histoire naturelle, donnent une instruction

proportionnée à l'intelligence des élèves sur la nature et les effets des boissons enivrantes ;

« Que cette instruction soit donnée, quand l'occasion se présente, pendant les heures consacrées à l'histoire naturelle, et qu'elle se base, jusqu'à ce que les livres élémentaires aient été refaits à ce sujet, sur l'exposition orale de l'instituteur ;

« Que l'instituteur, en enseignant la religion et l'histoire traite avec ardeur et énergie — ce qui s'est fait jusqu'ici sans doute dans la plupart des écoles — la question de l'usage des boissons enivrantes aux points de vue éthique et économique. »

A cette ordonnance, était jointe une circulaire aux chapitres, aux directions des établissements de l'instruction de Stockholm, de la nouvelle école secondaire et à la surintendance des écoles primaires de Stockholm concernant l'enseignement de la nature et des effets des boissons enivrantes.

Cette circulaire dont un savant publiciste suédois, M. Eriksson, a bien voulu nous traduire les passages les plus importants, contient l'historique et la nécessité de cet enseignement.

« Les efforts en faveur de la tempérance, dit le roi, ont dans ces dernières années, été couronnés de succès grâce au soin qu'a pris la Diète de faire répandre autant que possible parmi le peuple la connaissance du grand danger que fait courir l'usage des boissons enivrantes en allouant, pour atteindre ce but, des sommes dont nous avons disposé pour faire publier et répandre des manuels sur la tempérance. Ces brochures ont fait sans

doute et font toujours beaucoup de bien aux classes populaires.....

La Diète, il est vrai, a la conviction que la religion du peuple est la seule base solide de l'effort fait en faveur de la tempérance, que par conséquent le moyen le plus sûr d'arriver à former des tempérants est de donner une bonne instruction religieuse, capable d'élever la conscience du peuple en même temps que de fortifier sa moralité et rendre plus vif le sentiment de sa responsabilité ; mais la Diète estime aussi qu'un enseignement sur ces matières donné à la jeunesse et proportionnellement à son degré d'instruction contribuera également à diminuer la consommation des boissons pernicieuses. Comme il ne s'agit *ni d'introduire une nouvelle matière d'enseignement, ni d'augmenter les heures des leçons*, mais seulement de rattacher cet enseignement à celui de l'histoire naturelle, la Diète pense qu'on ne peut plus faire d'objections à l'introduction de cet enseignement. Sans doute, on pourrait dire que les livres en usage ne parlent pas de cette question et que certains instituteurs seront mal préparés pour rendre profitable à leurs élèves cet enseignement, mais les maîtres et professeurs se borneront à rendre tangibles les résultats auxquels ont abouti sur ce point les recherches scientifiques, quitte à refaire dans la suite les manuels d'instruction à ce sujet. »

Les résultats merveilleux de la propagande anti-alcoolique en Suède sont dus sans doute en grande partie à cette organisation scientifique de l'enseignement.

Même obligation en Norvège : deux lois du 9 mai 1896 modifiant celle du 26 juin 1889, sur les écoles primaires

urbaines et rurales, exigent que l'enseignement d'hygiène porte aussi sur les effets et les dangers des boissons alcooliques. La même disposition se trouve également pour les écoles secondaires dans la loi du 27 juillet 1896. Un grand nombre d'instituteurs sont des abstinents convaincus et font partie des sociétés générales de tempérance.

Il n'existe pas de sociétés scolaires de tempérance, pas plus en Suède qu'en Norvège; mais plus de 3000 jeunes Norwégiens sont membres de la société norvégienne d'abstinence ou d'autres sociétés, formant pour le plus grand nombre des sections spéciales. Quant aux jeunes Suédois, sans parler de ceux qui font partie des deux sociétés d'étudiants, la *Studenternas nykterhetsförbund* (Société de tempérance des étudiants) et la *Studenternas helnykterhellsnällsträp i Uppsala* (Société de l'abstinence absolue des étudiants d'Upsal), qui sont peu importantes, beaucoup se sont ralliés à la *Sveriges studerande ungdoms helnykterhetsförbund* (Société de l'abstinence absolue de la jeunesse des écoles de la Suède). Cette société, qui compte déjà 30 sections locales, est en pleine prospérité. Ses membres s'engagent « à s'abstenir absolument d'user de boissons enivrantes et de plus à s'opposer même à leur usage. » Cet engagement lie son signataire tant qu'il conserve sa carte de membre de la société.

Quand on étudie le développement progressif de la lutte anti-alcoolique dans les pays scandinaves, on ne sait ce qu'on doit le plus admirer, de la ténacité des abstinents, de leur persévérance, ou de la sincérité de leurs convictions.

(Cf. 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, (Bruxelles, 1897) : rapport du docteur Henrick Berg, de Stockholm. — Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, 1900 : rapport de M. Sigfrid Wieselgren, directeur des établissements pénitentiaires de la Suède. — Dr Robert Tigerstedt : Om spritdryckerna (för lärare och ungdomens uppfostrare). — Dr Hans Reusel : Sterke drikke.)

B. — SYSTÈMES D'ENSEIGNEMENT FACULTATIF

1. — *Suisse*. — Il n'y a pas d'enseignement anti-alcoolique obligatoire dans aucun canton de la Suisse. La question est pourtant posée devant l'assemblée législative (Grand Conseil) du canton de Vaud, qui, très probablement, la tranchera dans le sens de l'affirmative. Ce sont les instituteurs qui, sans être particulièrement encouragés, peuvent donner cet enseignement dans les écoles ; un certain nombre profitent hardiment de la tolérance, quelquefois de l'appui des hautes autorités administratives ou pédagogiques, pour traiter de la question des boissons alcooliques au cours d'hygiène. Ces précurseurs se sont réunis en une société, la *Société des Maîtres abstinents*, qui se compose d'une section de femmes et d'une section d'hommes. Il est à prévoir que cette société, en se développant, fera peu à peu prévaloir ses idées d'enseignement obligatoire, demandé depuis quelques années par les nombreuses sociétés de tempérance suisses.

Il n'existe pas de sociétés scolaires de tempérance ; le système suivi est le système anglais, que nous étudierons plus loin. Il y a des sociétés de l'*Espoir*, qui comprennent

déjà plus de 7300 enfants. Elles sont tout à fait indépendantes de l'école. Les élèves des écoles moyennes ont fondé une société, l'*Helvétia*. Les étudiants se sont groupés en sections de la *Libertas*, société universitaire en pleine croissance et qui comprend, à Zürich par exemple, une cinquantaine d'adhérents.

On le voit, l'enseignement anti-alcoolique n'est encore en Suisse qu'à ses débuts, et pourtant ce petit pays a déjà admis le monopole de l'alcool ; nous ne voulons pas rechercher ici s'il n'aurait pas mieux valu entreprendre cette instruction anti-alcoolique avant d'engager la lutte d'une façon si nette sur le terrain économique. Remarquons toutefois qu'une somme de dix pour cent, prise sur les bénéfices que procure le monopole à l'Etat, est laissée aux cantons pour la propagande. Un grand nombre en ont fait un usage excellent : dans onze cantons, les gouvernements ont mis entre les mains de leurs instituteurs des exemplaires du *Manuel de tempérance*, de M. Jules Denis, manuel dont la réputation est universelle et qui est très intelligemment composé.

(Cf. Résumé historique de la lutte contre l'alcoolisme en Suisse : L.-L. Rochat. — Essai sur l'emploi du 10 0/0 des recettes des cantons provenant du monopole de l'alcool et destiné à combattre l'alcoolisme dans ses causes et dans ses effets : L.-L. Rochat. — J. Denis : *Manuel de tempérance*. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles, 1897) : Rapport de M. Jules Denis.)

2. — *Angleterre*. — Pas plus qu'en Suisse, il n'existe en Angleterre un enseignement obligatoire sur les dangers de l'alcool. Les règlements sur ce point dépendent

en général des autorités locales, soit des « School board, » comités nommés par les habitants et chargés de la direction des écoles publiques, soit des comités nommés par ceux qui contribuent aux dépenses occasionnées par les écoles confessionnelles anglicanes, méthodistes ou catholiques (si les membres de ces comités sont des abstinents, ils favoriseront l'enseignement anti-alcoolique donné par les maîtres ou maitresses), soit surtout par ces conférenciers « volants » envoyés partout par l'*Union des Légions de l'Espoir*.

Souvent l'on compte sur eux plus que sur les instituteurs; ces comités, en effet, sont souvent en butte aux récriminations des brasseurs ou des cabaretiers, et ils hésitent parfois à exiger d'une façon formelle que les maitres traitent avec soin la question de l'usage des boissons alcooliques. Ces conférenciers ne dépendent au contraire que du comité central de l'*Union des Légions de l'Espoir*, et ils trouvent toujours bon accueil auprès de ces comités et des maitres, qui ne peuvent nier qu'ils font belle œuvre morale.

Leur activité d'ailleurs est prodigieuse. Non contents de faire des conférences, ils organisent ces sociétés scolaires de tempérance qui ont servi de modèles à tous les pays d'Europe. En 1897, 22.993 sociétés scolaires, comprenant 2.902.805 membres, existaient en Angleterre; en 1900, 28.540 avec 3.504.544 membres, et en 1901, 28.894 avec 3.536.072 membres. Sur ce nombre, 23.920 sociétés, avec 3.241.524 membres, faisaient partie de l'*United Kingdom Band of Hope Union*.

Le tableau suivant montrera la progression continuelle suivie depuis 1880 :

ANNÉES	TOTAL GÉNÉRAL DES SOCIÉTÉS	TOTAL GÉNÉRAL DES MEMBRES
1880-81	8.466	930.000
1881-82	8.604	1.074.789
1882-83	10.248	1.181.335
1883-84	11.009	1.324.377
1884-85	11.468	1.414.930
1885-86	12.591	1.546.400
1886-87	13.450	1.652.463
1887-88	13.929	1.718.139
1888-89	14.632	1.804.120
1889-90	16.724	1.975.696
1890-91	17.449	2.112.079
1891-92	18.468	2.617.459
1892-93	19.908	2.664.502
1893-94	20.903	2.678.674
1894-95	21.454	2.737.394
1895-96	22.302	2.813.800
1896-97	22.993	2.902.803
1897-98	26.881	3.308.988
1898-99	27.836	3.430.117
1899-00	28.540	3.504.544

C'est dans un rapport présenté au congrès de Vienne, en 1901, que M. Charles Wakely nous donne tous ces renseignements.

En 1896, 17 conférenciers se livraient exclusivement à cette propagande. Ils avaient visité 765 localités, pris la parole dans 3.863 écoles, devant un auditoire total de 14.889 maitres et 439.464 enfants. Ceux-ci avaient fait

parvenir au comité central des *Band of Hope* 208.066 comptes-rendus, dont un grand nombre d'excellents. — Pendant l'année 1900-1901 (April 1st 1900, to March 31 st. 1901) (*Report of School Scheme* : London, 1901), 16 conférenciers avaient fait 3.987 instructions dans les écoles, devant 13.402 maitres et 399,184 élèves ; 232.776 rapports ont été envoyés à la suite de ces conférences.

Les sections formées dans les écoles sont en général dirigées par des comités composés d'adultes abstinents. Ce sont tantôt de simples particuliers, tantôt des instituteurs, ou des moniteurs d'écoles du dimanche, ou encore des membres du clergé. En principe, chaque église locale et chaque école du dimanche doivent avoir leur société de l'Espoir.

Voici quelles sont les règles principales de ces sociétés scolaires : 1^o Les enfants des deux sexes peuvent être reçus membres à partir de 7 ans ; 2^o en entrant dans la société, ils signent l'engagement suivant : « je promets de m'abstenir de toute boisson enivrante. » Quand ils ont moins de 14 ans, ils doivent fournir le consentement écrit de leurs parents ; 3^o pour devenir membre actif, il faut avoir été fidèle, un mois au moins, à l'engagement d'abstinence totale, qui ne se renouvelle pas, mais est pris pour la vie. Lorsqu'on a tenu son engagement pendant un mois, on reçoit une belle carte de membre. Cette carte qu'on peut encadrer, constitue souvent un des plus beaux ornements de la demeure de l'enfant ; elle exerce sur lui et sa famille une influence bienfaisante ; 4^o chaque enfant peut être admis sans paiement aucun. L'usage général cependant est de payer

chaque semaine une contribution de cinq centimes. Les membres reçoivent alors tous les mois un des journaux rédigés spécialement pour eux. Ils participent aussi gratuitement aux soirées et récréations spéciales qui ont lieu de temps en temps ; 5^o les réunions ont lieu chaque semaine ordinairement à 7 heures du soir et sont ouvertes à tous les enfants. On cherche surtout à attirer l'attention des enfants sur cette grave question.

Comme, en Angleterre, les enfants quittent l'école à 14 ans ; comme d'autre part, c'est justement pendant la période qui s'écoule jusqu'à l'âge de 20 ans que le plus facilement se prennent les mauvaises habitudes, ces sociétés se divisent souvent en sections de cadets et sections d'ainés, ce qui permet d'ailleurs d'englober non seulement les élèves sortis des écoles primaires, mais encore ceux des écoles dites supérieures et qui correspondent de quelque manière à nos écoles secondaires.

L'œuvre admirable entreprise par ces dévoués volontaires de la tempérance a déjà produit ses fruits, et si le fléau dévastateur fait encore des ravages dans le Royaume-Uni, il a trouvé dans ces Légions de jeunes gens préparés dès leur enfance à la lutte des adversaires si redoutables qu'on peut tout espérer pour l'avenir.

(Cf. 6^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Bruxelles, 1897) : Rapport de M. Charles Wakely. — 7^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Paris, 1899) : Rapports de Miss Hilda Dillon (Londres) et du Rév. Worsfold. — 8^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Vienne, 1901) : Rapport de M. Charles Wakely (Die Band of Hope Union von Gross-Britannien : ihr zweck und ihre Methoden, London, 1901). — Annual report,

1900-1901. — The juvenile temperance propaganda in Bands of Hope and Day Schools et School lectures on Alcohol in the United Kingdom, « Trates »,.)

3. — *Allemagne.* — L'enseignement anti-alcoolique n'est pas obligatoire en Allemagne : de bons esprits le regrettent ; et les sociétés de tempérance allemandes essaient vainement depuis longtemps de l'obtenir. La commission de tempérance de l'*Union des Associations féminines d'Allemagne*, notamment, a adressé, au commencement de 1901, une pétition aux membres de l'instruction publique des vingt-six Etats allemands, demandant que l'on éclaire mieux que jusqu'à présent, à l'école et au séminaire, sur les dangers de l'alcoolisme. (*L'Abstinence*, n° du 15 février 1901). Mais cet appel n'a pas été entendu. L'Etat, d'ailleurs, laisse toute liberté aux instituteurs, et comme beaucoup sont abstinents, ils imprègnent leur enseignement de l'idée anti-alcoolique. La *Société allemande contre l'abus des boissons alcooliques* a largement d'ailleurs contribué à ce résultat en distribuant aux instituteurs une brochure de M. Heinrich Droste sur le rôle de l'école dans la lutte contre l'alcool.

En Alsace-Lorraine, il n'existe pas davantage d'enseignement organisé ; mais les instituteurs sont cependant invités par l'autorité scolaire supérieure, à traiter ce sujet toutes les fois que l'occasion s'en présente, par exemple, dans les leçons de lecture et d'histoire naturelle. L'administration leur envoie même depuis quelque temps des feuilles et des brochures sur ce sujet.

Il n'y a pas de sociétés scolaires de tempérance en Allemagne : ce sont des sociétés locales qui aident les instituteurs dans leur tâche, mais les enfants ne prennent

aucun engagement. Ils ne font même pas partie de ces sociétés.

4. — *Luxembourg*. — Même système pédagogique existe dans le petit Etat du Luxembourg. L'autorité supérieure recommande seulement aux instituteurs de combattre à l'occasion l'alcoolisme, dans leurs leçons d'arithmétique, d'histoire ou d'histoire naturelle par exemple. Remarquons d'ailleurs que le directeur général de l'Instruction primaire ne veut pas qu'on appose des images ou affiches anti-alcooliques sur les murs de l'école.

5. — *Hollande*. — Si le même ostracisme ne règne pas en Hollande, du moins, comme au Luxembourg, le principe d'obligation n'est pas encore admis. Dans les écoles normales seulement, cet enseignement est donné, et d'une façon didactique et scientifique, aux futurs instituteurs.

6. — *Danemarck*. — Le Danemarck suit l'exemple de ses voisins. D'ailleurs, les instituteurs étant pour la plupart abstinents s'occupent avec conviction de cette question et aboutissent peut-être plus vite à un meilleur résultat que si l'obligation était inscrite dans la loi. C'est du moins l'avis de M. Vagener, qui nous faisait l'honneur de nous envoyer ces renseignements sur la législation de son pays.

7. — *Autriche*. — C'est à Vienne que se sont tenues les assises du 8^e Congrès international contre l'alcoolisme, au mois d'avril 1901. Le moment était bien choisi, si

l'on en croyait M. Seitz, député, qui avait constaté que 50 0/0 des écoliers viennois buvaient de l'alcool. Là encore les instituteurs sont libres de donner ou de ne pas donner l'enseignement anti-alcoolique. Toutefois les gouvernements des différentes provinces et les autorités scolaires des districts ont envoyé des brochures anti-alcooliques aux instituteurs, déjà bien disposés à en tirer profit grâce à l'enseignement qu'ils ont reçu eux-mêmes à l'Ecole normale.

8. — *Russie*. — La Russie, qui a adopté le monopole de l'alcool, n'a pas d'enseignement anti-alcoolique obligatoire; nous doutons même qu'un grand nombre d'instituteurs s'occupent de cette question; ce serait plutôt les sociétés d'abstinence qui prémuniraient les enfants, puis les adolescents contre ce fléau; mais ces sociétés qui se rapprocheraient de nos sociétés scolaires sont rares et peu influentes. Nous sommes même quelque peu étonné de constater que le gouvernement russe ait si peu compris l'importance de l'école dans cette lutte anti-alcoolique après avoir si courageusement tenté de diminuer progressivement la consommation par l'adoption du monopole.

(Cf. *Réforme sociale*, 1^{er} mai 1891 : M. Ratchinski : La lutte contre l'alcoolisme en Russie : Mémoire d'un maître d'école. — 10 juin 1894 : Lettre de M. Pobedonotzeff, procureur général du Saint-Synode, au Secrétaire général des *Unions de la paix sociale* : La lutte contre l'alcoolisme en Russie. — *Revue pénitentiaire*, mai 1896 : L. Rivière : La lutte contre l'alcoolisme en Allemagne. — Juillet-août 1901 : Revue des Institutions pénitentiaires : L'enseignement de la tempérance dans les écoles de

Russie. — *Die Schule, der Lehrer, und die Mässigkeitssache* : Henrich Droste. — *Soziale Verwaltung in Oesterreich am Ende des 19^e Jahrhunderts* : brochure pour l'Exposition universelle de Paris, 1900. — *L'Alcool* : juin 1901. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris, 1899) : Rapports du docteur Korowin, de M. Ossipof, de M^{lle} Hoffmann.)

SECTION 2^e. — EXPOSÉ CRITIQUE DES DIFFÉRENTS
SYSTÈMES D'ÉDUCATION SCOLAIRE.

Nous avons jusqu'ici fait l'histoire du mouvement scolaire anti-alcoolique dans la plupart des Etats européens ou américains, et si nous n'avons pas parlé ni de la Roumanie, ni de la Finlande, — bien que l'enseignement anti-alcoolique y soit obligatoire — c'est que cet enseignement ne présentait aucune particularité digne d'attirer l'attention. De même, nous n'avons parlé ni de la Grèce, ni de l'Italie, ni de l'Espagne, car bien loin d'être organisé, cet enseignement n'existe et ne peut même pas exister dans ces pays, le fléau de l'alcool n'y ayant pas encore fait des ravages sérieux.

Il nous reste maintenant à nous demander quel est le système qui pratiquement semble le meilleur, quel est celui qui a eu le plus d'influence sur la diminution de la consommation de l'alcool, quel est celui qui a fait le plus de tempérants. Y a-t-il, en d'autres termes, un système-type qui puisse être adopté par tous les Etats et aboutir partout aux mêmes bons résultats. C'est là un très grave problème, car, malheureusement, l'enseignement anti-al-

coolique ne date guère que de quelques années, particulièrement dans notre pays, et il est difficile de savoir exactement s'il a abouti, peut-être même s'il est partout donné, et surtout s'il est donné avec cette conviction communicative qui est le meilleur moyen pour le maître d'instruire ses élèves.

Et c'est justement à ce sujet que de nombreux hygiénistes prétendent que le système d'obligation est à la fois compliqué et dangereux et justement parce qu'il contient une obligation pour l'instituteur de donner d'une certaine manière, indiquée par la loi, l'enseignement anti-alcoolique.

D'une certaine manière, avons-nous dit, et quelle que soit cette manière, car l'instituteur est plus ou moins lié; tantôt, nous l'avons vu, il devra donner, à telles ou telles heures de telles ou telles semaines d'études, certaines notions bien délimitées sur l'alcool et ses funestes effets; tantôt, au contraire, il lui sera loisible de choisir le moment et l'heure de la leçon, pour y glisser, par exemple dans un cours d'histoire, quelques notions ou des anecdotes intéressantes sur cette question. C'est là un correctif très important, et l'objection que nous prévoyions perd bien de sa force dans ce dernier cas, mais ce n'est justement pas le système français qui, non content d'être restrictif de la liberté de l'instituteur, lui impose en outre de suivre un programme déterminé et à un moment prévu d'avance.

C'est là, selon nous, la grave erreur du système français, et c'est précisément cette peur de la réglementation excessive, cette crainte justifiée en partie de l'excès de

formalisme, qui a amené beaucoup d'hygiénistes à se déclarer partisans du système contraire accordant la liberté sur ce point à l'instituteur.

Nous n'allons pas jusque là, tout au moins pour la France, pays centralisé à l'excès ; il ne nous paraît pas possible d'abandonner le système d'obligation, mais nous y voudrions deux correctifs importants : liberté entière accordée à l'instituteur pour enseigner à ses élèves les effets nuisibles de l'alcool, — mais aussi formation préparatoire et scientifique de l'instituteur à cette mission dans les écoles normales. Un brevet spécial et nécessaire pour être instituteur viendrait récompenser les efforts des élèves-instituteurs. Il montrerait à tous que non seulement l'instituteur donnera les notions essentielles, mais encore qu'il les donnera d'une façon scientifique. La plupart d'entre eux auront alors une trop haute idée de leur mission sociale, comprendront trop profondément quel est sur ce point leur devoir, pour ne pas imprégner leur enseignement, — à leur insu peut-être, — de cette conviction nécessaire pour le rendre fécond. L'obligation sera alors non un obstacle, mais un levier. Ce perfectionnement moral des élèves confiés à leurs soins récompensera bien vite leurs éducateurs de leurs peines : l'enseignement aura atteint son but ; l'éducation des jeunes élèves sera en bonne voie.

Sur ce point, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'Institut des Frères de la Doctrine chrétienne pourrait servir à ce sujet de modèle à l'Université : chez eux aussi il existe un enseignement anti-alcoolique ; cet enseignement est également obligatoire d'après leurs rè-

glements, mais les maitres sont particulièrement éclairés sur cette question dans les noviciats et lorsqu'ils sont professeurs, ils jouissent de cette liberté favorable au développement scientifique de leur enseignement, qui leur permet d'inculquer à leurs élèves des notions anti-alcooliques qui s'incrustent ; et nous avons sous les yeux un manuel destiné à ces maitres et qui est une merveille de simplicité et de netteté en même temps.

Obligation et liberté : ces deux termes semblent contradictoires ; la solution que nous proposons est pourtant celle d'un certain nombre d'Etats de la confédération du Nord-Amérique ; elle a donné de bons résultats : c'est celle qui nous paraît la plus favorable, justement parce qu'elle amènera insensiblement maitres et élèves à prendre goût à cet enseignement, à s'y intéresser. Mutuellement ils se convaincront ; la tempérance sera en honneur et, on ne verra plus — comme cela s'est rencontré malheureusement quelquefois — des instituteurs prêchant l'abstinence à l'école et s'enivrant régulièrement chaque semaine.

On ne saurait croire combien les étrangers, qui nous ont fait l'honneur de nous envoyer divers renseignements sur le régime éducatif anti-alcoolique de leurs pays, insistent sur la nécessité de l'*exemple* que doivent donner les instituteurs : un publiciste danois y attache notamment tant d'importance, qu'il repousse avec véhémence l'obligation, uniquement parce qu'il craint que certains maitres ne soient pas convaincus et qu'ils donnent sans goût un enseignement peu profitable, peut-être funeste, aux élèves qui leur sont confiés.

Grâce aux deux correctifs indiqués plus haut, nous croyons que ce danger peut être écarté en grande partie ; en tous cas, il sera minime à côté des résultats excellents produits par l'enseignement donné avec conviction par le plus grand nombre des instituteurs, et on ne doit pas s'arrêter à certains effets nuisibles d'une loi si l'on sait que dans la plupart des cas elle est bonne et bien-faisante. Ne tombons pas dans un individualisme outré, funeste à tout progrès, et, sous prétexte de ne pas nuire à quelques individus, n'oublions pas le grand principe de solidarité sociale qui nous amène à combattre, avec le plus d'efficacité possible, le redoutable fléau de l'alcoolisme.

Après toutes ces recherches historiques sur les systèmes d'éducation scolaire anti-alcoolique, nous arrivons donc à cette conclusion, que c'est encore le *système d'obligation* qui paraît le plus apte à produire de bons résultats pratiques, mais qu'il conviendrait de préparer avec le plus grand soin les instituteurs à cette mission sociale qu'on leur impose et, qu'une fois bien préparés, on leur laisse une grande liberté dans le choix des moyens les plus appropriés à l'âge, la nature, les tendances de leurs élèves. Et ils varieraient de ville à ville, de province à province.

Et ce serait alors à eux à juger s'il conviendrait, dans le milieu où ils se trouvent, d'organiser de ces sociétés scolaires de tempérance dont nous avons parlé. Nous avouons ne pas bien comprendre la portée de cette longue discussion qui s'est ouverte au 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles,

1897), entre M. Robyns et ses contradicteurs au sujet de ces sociétés.

M. Robyns, inspecteur principal des écoles belges, est un ardent propagateur de ces sociétés. Plusieurs congressistes s'élevèrent à la fois contre le serment prêté par ces jeunes élèves et contre cet embrigadement de la jeunesse, encore ignorante.

La discussion, de générale qu'elle était d'abord, dégénéra bientôt en attaque personnelle contre M. Robyns et le président dut rappeler à l'observation des statuts ces fougueux adversaires des sociétés scolaires, et surtout de M. Robyns.

Si nous avons admis le système d'obligation quant à l'enseignement à donner aux jeunes élèves, nous croyons qu'ici la liberté la plus grande doit être laissée aux instituteurs. Sans doute il peut sembler étrange, au premier abord, que des enfants âgés de 9 à 10 ans s'engagent pour un certain nombre d'années à ne pas boire de boissons alcooliques; mais si l'engagement n'est que de quelques mois et renouvelable, nous ne voyons que des avantages dans cette éducation de la volonté de l'enfant. Peut-être n'apercevra-t-il pas tout d'abord la gravité de cet engagement; mais plus il grandira, plus la portée de cette promesse prendra de relief à ses yeux, plus il en comprendra la grandeur; s'il y reste fidèle, il sera bien fort plus tard en face des attaques des buveurs d'alcool: c'est un enfant sauvé.

De plus, il n'est jamais trop tôt, selon nous, d'apprendre aux jeunes élèves à s'associer. En groupant leurs efforts, les tempérants se sentiront mieux soutenus les uns

par les autres. Ils seront plus aguerris, plus convaincus de la conviction commune; ils apprendront peu à peu à se solidariser les uns les autres, goûteront les bienfaits de l'association, et aimeront par suite leur œuvre. Qu'est cette œuvre, sinon le désir commun de maintenir leur santé physique et morale. Educateurs, ils le seront les uns des autres; bien plus, ils deviendront des convaincus; ils s'aideront mutuellement à faire des adeptes; de nouvelles recrues viendront grossir leurs rangs; le succès ranimera leurs efforts, fera éviter le découragement, accroîtra les courages. Et une œuvre qui est à la fois éducatrice et morale, qui est une bonne école de solidarité, n'est-elle pas une bonne œuvre sociale, au premier chef? Aussi, nous ne pouvons qu'admirer et saluer en même temps tous ces conférenciers et instituteurs dévoués qui ont organisé, tant en France qu'en Angleterre ou en Amérique, de ces sociétés scolaires. Ils peuvent être fiers d'eux-mêmes, car, en formant ces jeunes légions de tempérants, ils ont formé, — sans s'en douter peut-être, — les meilleurs citoyens de leurs pays.

§ II. — Mesures d'éducation post-scolaire.

L'enfant est devenu un adolescent; il vient de quitter l'école primaire, où on lui a enseigné ce qu'était l'alcool et quels étaient ses funestes effets. Le laissera-t-on sans guide et sans appui? Croit-on que son éducation est terminée, que sa volonté est bien assurée, que ses convictions anti-alcooliques sont bien solides; se rappellera-t-il les leçons de son vieux maître, lorsque le cabaret se

présentera à ses yeux comme un asile sûr dans les moments d'ennui ou comme un lieu de plaisir les jours de fête ? Ne se laissera-t-il pas convaincre par des amis incrédules ; ne craindra-t-il pas les railleries de camarades déjà pervers ?

L'école, en un mot, peut-elle tout faire et peut-on laisser à ses seules forces le jeune écolier qui vient de quitter la maison hospitalière, où il a appris à suivre les inspirations de sa conscience.

Nous ne le croyons pas : le mal est trop profond, le danger trop pressant, les tentations trop nombreuses. L'enfant tempérant deviendrait bien vite alcoolique si toutes les forces sociales ne s'unissaient dans un concert harmonieux pour l'aider à conserver pendant tout le cours de son adolescence les notions anti-alcooliques qu'il connaît déjà, pour lui rappeler sans cesse dans quelle décrépitude physique et morale il tomberait bien vite, s'il se laissait aller à user fréquemment des boissons alcooliques : et comme l'habitude est bien vite prise, il faut, autant que possible, faire en sorte qu'il ne prenne pas cette habitude.

S'il fait partie d'une société scolaire de tempérance, il faudra l'inciter à continuer à s'inscrire, même après sa sortie de l'école. S'il ne fait partie d'aucune société de ce genre, il faudra l'exhorter à entrer dans un patronage, soit laïque, soit confessionnel ; et s'il reste isolé, ayant peu de goût pour l'association, il faudra quand même que partout où il ira, il trouve sans cesse exalté devant lui le grand principe de tempérance : si la conviction manque d'abord, il finira peut-être par se laisser convain-

cre. Le clergé, l'administration, les sociétés de tempérance seront là pour lui rappeler, à tous moments, qu'une nation n'est forte et prospère que si la tempérance y a beaucoup d'adeptes; s'il tombe malade, un médecin sera là pour lui remémorer les notions d'hygiène qu'il avait peut-être oubliées. Les femmes auront aussi un rôle à jouer : dans leurs œuvres charitables, elles se rappelleront qu'il faut non seulement soulager les corps, mais les âmes. Un bon conseil donné dans certaines circonstances est quelquefois plus utile qu'un enseignement continu sur les mêmes questions. Le concours de ces modestes collaborateurs ou de ces chefs d'armée, comme le sont certaines Américaines, ne sera pas le moins profitable à la grande lutte entreprise, et ce n'est pas trop du clergé, des patrons, du corps médical, des femmes et des sociétés de tempérance, pour arriver peu à peu à former des bataillons solides de jeunes tempérants.

Toutefois, avant d'entrer dans l'examen de ce qu'ont fait toutes ces autorités sociales dans la lutte anti-alcoolique, il importe de parler d'une autre école, où le jeune homme pourra trouver près de ses chefs de solides exemples et de bons conseils : nous voulons parler du régiment. Là encore, il importe qu'un enseignement anti-alcoolique soit sérieusement organisé. Nous rechercherons donc ce qu'en France et à l'étranger il a été fait à ce sujet. Nous nous demanderons s'il ne conviendrait pas de perfectionner encore sur ce point notre législation. Si nous en parlons tout d'abord, c'est qu'il y a là, à n'en pas douter, un vrai « prolongement de l'école. » C'est donc tout d'abord par l'étude de ce qui a été fait par les autorités

militaires que nous allons rechercher ce que nous entendons par l'éducation post-scolaire.

1. — *Autorités militaires.* — L'enfant a grandi : sorti vers l'âge de douze ans de l'école primaire, il est entré comme apprenti chez un patron. Appelé sous les drapeaux à vingt-un ans, c'est déjà un ouvrier qui connaît sa profession ; c'est un citoyen. Allons-nous considérer pourtant que l'œuvre d'éducation est terminée ? Croyons-nous suffisants l'enseignement donné dans les écoles, la propagande incessamment renouvelée qui a rappelé sans cesse à l'adolescent quelle influence néfaste a sur son développement physique, moral et intellectuel, l'abus des boissons alcooliques ? Pour résoudre ce grave problème, rappelons-nous ce qu'écrivait M. Sainte-Claire-Deville au général Trochu le 18 décembre 1870 : « L'ivrognerie est la plaie du moment. Il est temps de faire comme le général Grant, c'est-à-dire de supprimer d'une manière absolue l'eau-de-vie dans l'armée, sur les remparts et dans les cabarets, en s'emparant immédiatement de tous les approvisionnements publics et particuliers d'eau-de-vie. Si j'en avais le pouvoir, je noierais dans la Seine, sans hésiter, tout ce qu'il y a d'eau-de-vie à Paris. Je n'en conserverais que pour les malades, car si l'alcool est un poison, c'est aussi un médicament précieux... Je prends volontiers la responsabilité devant le public du conseil radical que je donne au gouvernement et que je signe. »

M. Falconnet, président de chambre à la Cour d'appel de Paris, dans une pétition adressée à l'Assemblée nationale ne disait pas autre chose : « Qui ne sait, s'écriait-

il, que durant le siège de Paris, il a été bu, en cinq mois, la provision d'une année d'eau-de-vie et de vin ? Qui ne se rappelle le spectacle de certains bataillons de la garde nationale transformés en bandes d'ivrognes et se rendant aux remparts ? Ces excès étaient devenus si habituels et si dangereux qu'un journal proposa sérieusement de n'utiliser les gardes nationaux que 24 heures après leur arrivée au poste de combat, afin de leur laisser le temps de retrouver leur sang-froid. »

Heureusement, partout ne se trouvent pas des soldats alcoolisés — si toutefois on peut appeler encore des soldats les hommes composant ces milices inorganisées qui formaient la garde nationale. Certaines troupes américaines dans la dernière guerre hispano-américaine ont donné un bel exemple de sobriété et il a été établi qu'en Floride, à Cuba, aux Philippines, ce sont justement celles qui n'ont pas eu de cantines, qui ont eu aussi, non seulement moins d'ivrognes, mais encore moins de malades ; aussi les généraux américains sont-ils unanimes à condamner les cantines.

Les mêmes bons résultats, produits par le non-usage de l'alcool, ont été constatés à l'aide d'expériences faites dans l'armée anglaise. A plusieurs reprises, et dans des circonstances où les hommes avaient à faire un grand effort, une marche forcée par exemple, on a mis 3 régiments en observation. Dans l'un, on offrait à chaque soldat une portion de marin de whiskey ; dans l'autre, on laissait vendre une sorte de bière (malt liquor) ; dans le troisième, était interdite toute boisson alcoolique. Les buveurs de whiskey, très animés au début, ont généra-

lement donné au bout de 4 jours environ, des signes de fatigue et d'affaissement anormal. Les buveurs de bière, moins ardents au commencement, ont montré plus d'endurance. Ceux qui s'étaient abstenus de toute boisson alcoolique se sont trouvés, de jour en jour, plus alertes et plus résistants.

En présence de ces résultats probants, il fut décidé par le gouvernement anglais que dans la campagne du Soudan, on n'accorderait pas aux troupes une seule goutte d'alcool, sauf dans les hôpitaux. Il fut défendu aux officiers, même aux généraux, de faire usage d'eau-de-vie, de vin et même de bière. On n'admit que le thé, l'eau de farine d'avoine ou le jus de citron mêlé à l'eau du Nil ; aussi grâce à ce régime, le corps de Kitchener pût-il échapper aux maladies, tout en faisant des marches forcées à travers des déserts brûlants et malsains.

La nécessité d'un enseignement anti-alcoolique dans les casernes ne ressort-il pas éloquemment de tous ces faits ? Avec l'alcool, pas de volonté bien trempée, pas de muscles vigoureux, par suite pas de discipline et pas d'endurance. Comme le disait M. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées : avec lui « le corps s'étiole ; après des à-coups de vigueur factice, il s'amollit et ne peut plus supporter ces fatigues salutaires qui sont les conditions mêmes du métier des armes. Dans les étapes, les routes se jonchent de traînards ; dans les garnisons, les hôpitaux s'encombrent de malades, les salles de police et les prisons se peuplent d'insubordonnés, les rixes se multiplient dans les chambrées :

cherchez au fond de ces désordres et vous verrez avec effroi la part qu'y prend l'alcool. » Et nous ne parlons ici que de l'armée de terre ; tous, nous connaissons quelle est la première visite des matelots quand ils débarquent après une longue traversée. Nous savons trop combien inutilement ils dépensent ainsi sans compter les ressources de vigueur physique et morale, comme les économies qu'ils ont amassées au cours de leur voyage. Il est grand temps de réagir, si nous ne voulons pas voir tarie en sa source cette forte race de marins qui est établie sur les côtes bretonnes.

Cette nécessité d'assurer la formation de tempérants dans l'armée a été sentie plus ou moins par les gouvernements : en tout cas, ce n'est que depuis quelques années qu'ils s'en sont occupés : ils ont compris que l'œuvre d'éducation n'était pas terminée ou qu'elle risquait d'être totalement compromise, si elle n'était continuée au régiment. Nous allons donc rechercher quelles mesures ont été prises à ce sujet en France et dans divers pays d'Europe ou d'Amérique. Nous nous demanderons ensuite, comme nous l'avons déjà fait pour les systèmes d'éducation scolaire, s'il existe un modèle-type que nous devrions suivre, jugeant d'ailleurs ce système par ses résultats.

A. — EXPOSÉ HISTORIQUE DES DIFFÉRENTES MESURES
ANTI-ALCOOLIQUES PRISES DANS L'ARMÉE PAR LES AU-
TORITÉS MILITAIRES.

a] *France*. — Ce n'est pas de la fin du XIX^e siècle, si nous en croyions *l'Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, que daterait l'intervention dugouvernement ou de ses représentants dans la lutte anti-alcoolique dans l'armée. Ce serait le 3 février 1683, qu'à Strasbourg, le conseiller du Roy en ses conseils, intendant de la justice, police et finances en Alsace et en Brisgau, Jacques de la Grange aurait pris l'arrêté suivant. « Sur ce qui a été représenté au Roy que l'usage de la boisson de brandevin est pernicieuse à la santé des soldats, et qu'ainsi il ne pouvait être que très préjudiciable à son service de leur en faire boire dans les cantines à un bon prix, nous avons eu ordre de sa Majesté, par la lettre de Monseigneur de Louvois, ministre d'Etat, du 27 du mois passé, d'y pourvoir incessamment. A ces causes, nous défendons très expressément à toutes sortes de personnes de telles qualités et conditions qu'elles soient, et aux magistrats des villes où il y a garnison, d'établir aucunes cantines d'eau (sic) de vie, et d'en faire vendre aux cavaliers, dragons et soldats, à tel prix et sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de centcinquante livres d'amande (sic), et de tous despens, dommages et intérêts; la moitié appréciable aux dénonciateurs, et l'autre au couvent des capucins les plus proches de chacune ville, citadelles et châteaux où il aura été contrevenu à

la présente ordonnance; laquelle sera leue, publiée et affichée partout où besoin sera, afin que personne n'en prétende cause d'ignorance. »

Mais il y avait longtemps que cette ordonnance spéciale d'ailleurs à l'Alsace et au Brisgau, n'était plus appliquée et enfouie dans les archives des bureaux militaires, où il a fallu qu'un journal d'informations la retrouvât récemment pour nous la faire connaître, — lorsque le ministre de la guerre Galliffet lançait une circulaire presque analogue. Sait-on même si la première a été jamais mise à exécution : aussi nous ne dénierons pas le titre d'initiateur au général de Galliffet : sa circulaire parue le 3 mai 1900 a été trop commentée, pour la reproduire toute entière. En voici le texte :

Mon cher général,

En vue de défendre les troupes placées sous leurs ordres contre les dangers de l'alcoolisme, des chefs militaires ont pris depuis quelque temps l'initiative de mesures diverses concernant la consommation de l'alcool dans les casernes.

Les unes, simplement restrictives, consistent dans l'interdiction aux cantiniers de vendre de l'eau-de-vie et liqueurs similaires, à certaines heures de la journée, ou encore se rapportent à une sélection de boissons spiritueuses dont la vente est tolérée; les autres ont trait à l'interdiction absolue de débiter de l'alcool dans les cantines.

Il importe, au point de vue de l'hygiène et de la discipline, de faire cesser ces divergences, d'uniformiser les prescriptions relatives à la prophylaxie de l'alcoolisme et d'étendre à toute l'armée une action bienfaisante qui ne saurait rester localisée à quelques corps de troupe.

En conséquence, j'ai décidé l'interdiction absolue de vendre dans les cantines aucune eau-de-vie ou liqueur à base d'alcool, ni aucune des multiples préparations connues sous le nom d'apéritifs.

Cette interdiction s'étend à toutes les cantines des casernes, quartiers, camps et terrains de manœuvre.

Sont seules autorisées dans les cantines, la vente des boissons fermentées : vin, bière, cidre, poiré, et celle de toutes les boissons usuelles : café, thé, lait, chocolat, etc., ne renfermant pas d'alcool.

Je vous invite à prendre les mesures nécessaires pour que ces prescriptions, qui seront affichées dans toutes les cantines, soient immédiatement exécutées.

Certains cantiniers se formalisèrent : dans les garnisons de Courbevoie et de St-Cloud, un grand nombre se mirent en grève. Leur exemple fut bientôt suivi par ceux du quartier Duplex, à Paris, où se trouve le 1^{er} cuirassiers : dans ces casernes, les soldats et les sous-officiers ne purent, pendant quelque temps, ne boire que de l'eau ; nous doutons fort qu'ils s'en soient mal trouvés.

Si l'approbation des cantiniers fit défaut au général de Galliffet, il eût par contre celle de l'Académie de médecine, qui, à l'unanimité, sur la proposition du docteur Laborde, vota la résolution suivante : « L'Académie de médecine appréciant comme elle le mérite — en vertu de l'intérêt et du salut publics — la mesure d'interdiction prescrite et édictée par la circulaire du 3 mai courant, a l'honneur d'adresser à M. le général de Galliffet, ministre de la guerre, ses félicitations sincères et sa reconnaissance. »

« Elle exprime le vœu que cette première mesure tutélaire soit, au plus tôt, suivie du complément indispensable de l'interdiction des boissons alcooliques dans l'armée, et que les pouvoirs publics s'inspirent de cet exemple pour réaliser, en ce qui les concerne, les pres-

criptions de nature à combattre aussi, dans le milieu civil, les progrès menaçants de l'alcoolisme. »

Cette motion unanime de la docte assemblée reçut bientôt une première sanction. M. de Lanessan, ministre de la marine, voulut avoir une part [des éloges et quelques jours après, il lançait également une circulaire, mais bien moins restrictive que celle de son collègue :

J'ai pensé, dit-il, qu'il y avait lieu de réglementer la vente des boissons alcooliques plutôt que de les éliminer totalement des cantines et j'ai arrêté, à cet effet, les dispositions ci-après :

La vente des boissons fermentées : vin, bière, cidre, poiré, et celle de toutes les boissons usuelles ne renfermant pas d'alcool (café, thé, lait, chocolat, etc.), est autorisée sans restriction dans les cantines des établissements militaires (casernes, quartiers, camps, dépôts, postes militaires, champs de tir, terrains de manœuvre).

Quant à la vente des boissons à base d'alcool, elle pourra être tolérée, mais sous la surveillance attentive des chefs de corps, qui devront, en particulier, éliminer les boissons reconnues nocives, telles que l'absinthe, et toutes les liqueurs de marque inférieure. La consommation journalière devra en être réglementée de manière à ne pas dépasser un maximum qui sera fixé en tenant compte de l'effectif et du nombre des rengagés.

Enfin, les chefs des corps ne devront pas hésiter à consigner pour un ou plusieurs jours les cantines où un cas d'ivresse aurait été constaté, quelle qu'ait été la boisson consommée.

Afin de me permettre d'apprécier s'il ne conviendrait pas de prescrire de nouvelles mesures restrictives, je vous prie, ajoute-t-il en s'adressant aux chefs de corps, de vouloir bien me faire parvenir, dans un délai de trois mois, un rapport spécial sur le fonctionnement des cantines, faisant connaître si les résultats obtenus sont entièrement satisfaisants.

Le ministre de la marine s'en tint là : nous allons voir que le nouveau ministre de la guerre le général André

va continuer heureusement la lutte entreprise par son prédécesseur. Tout l'honneur en revient d'ailleurs au docteur Labbé, et à M. Treille, sénateurs, qui, dans la séance du 5 février 1901, rappelèrent au ministre la circulaire du général de Galliffet et obtinrent de lui — soutenus par la majorité du Sénat — la promesse de continuer la lutte.

La discussion qui s'engagea à ce sujet est trop intéressante, pour que nous ne nous y arrêtions pas un instant.

Le docteur Labbé rappelait au Sénat le rapport du docteur Emily sur l'état sanitaire de la mission Marchand (rapport paru dans le *Temps* du 4 février 1901). Dans la longue et pénible marche du Fort-Desaix à Fachoda, disait celui-ci, un seul Européen fut atteint de la fièvre et les indigènes n'eurent que quelques indispositions peu graves, mais cela tenait à ce qu'en dehors de 50 centigrammes de sel de quinine dans du papier à cigarettes pris par jour, nos soldats ne buvaient que du thé très léger, presque de l'eau chaude, de l'eau bouillie, et l'alcool était complètement supprimé.

L'alcoolisme, en effet, ajoutait M. Labbé, est une condition favorable pour que les maladies épidémiques de toute espèce puissent se développer, et nous sommes parfaitement d'accord sur ce point. Nous savons très bien que toutes les maladies contagieuses se prennent avec une facilité très grande chez les sujets qui sont dans les conditions de ce que nous appelons, en médecine, de moindre résistance.

.
. Messieurs, concluait M. Labbé, je vais terminer avec infiniment de plaisir et de joie, puisque je vais enfin, sur un point,

me trouver en accord complet et absolu avec mon collègue M. Treille. (*Très bien ! et rires*).

Il a parlé hier de l'alcoolisme, et, en s'adressant à M. le ministre de la guerre, il lui a rappelé l'excellente circulaire qui a été faite par son prédécesseur et lui a demandé s'il rapporterait cette circulaire ou si, au contraire, il tenait à ce qu'elle reçût une exécution complète, et M. le ministre de la guerre a donné à M. Treille une complète satisfaction.

J'insiste, comme mon collègue pour que, dans la métropole et aussi en Algérie, cette surveillance au point de vue de l'alcoolisme se fasse avec la plus grande rigueur. Ce que nous ne pouvons pas faire dans la population civile, nous pouvons le faire sans abus de pouvoir, quand il s'agit de nos soldats. Ce sont de jeunes hommes qui sont encore sous notre protection, dont nous avons la responsabilité et pour lesquels nous avons le droit d'user de ce qu'on appelle le pouvoir. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs*).

Je ne veux pas terminer sans m'associer à ce qu'a dit encore très justement M. Treille sur le mémoire de M. Recoul, qui a paru dans les *Archives de Médecine navale*. Ce mémoire est très intéressant. Sa lecture nous démontre qu'il faut qu'à tout prix il y ait une réforme pour ces distributions de tafia, cet alcool abominable et des plus nuisibles que l'on distribue à nos soldats en campagne, dans certaines conditions, à titre de ration. Il faut que l'on arrive à ce que nos soldats ne soient pas, en quelque sorte, empoisonnés avec notre assentiment. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements à gauche. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit les félicitations de ses collègues*).

Le général André, directement mis en cause, vint aussitôt faire la déclaration suivante :

. Quant à la lutte contre l'alcoolisme, à laquelle M. Treille d'une part, M. Labbé de l'autre, me convient, je prends, en ce qui me concerne, l'engagement de la poursuivre ; je prends, en outre, l'engagement d'appeler sur ce point l'attention la plus sérieuse de mes collègues des colonies et de la marine. (*Très bien ! sur divers bancs*)

Satisfait sur ce point, M. Treille vint lui-même à la tribune donner une conclusion à ce grand débat.

Mais, monsieur le Ministre, s'écria-t-il, permettez-moi de penser que vous ne refuserez pas non plus d'employer les sommes que nous vous donnerons avec la Chambre des députés pour ajouter un peu de vin à la ration du soldat.

UN MEMBRE A DROITE. — Ou du cidre.

M. TREILLE. — Du vin, du cidre ou de la bière.

Tout à l'heure, avec mon honorable collègue, M. Labbé, nous avons pu constater une chose, c'est que l'eau nous divise toujours. Nous nous sommes rapprochés sur la question de l'alcool en le repoussant; bientôt quand nous en serons au vin, nous nous trouverons tous d'accord. (*Très bien! très bien!*) (*Journal Officiel*, 1901, 6 février; documents parlementaires : Sénat, p. 205 à 207).

Le général André tint sa promesse. Quelques jours après cette séance, il envoyait aux commandants de corps d'armée la circulaire suivante :

Mon cher général,

La circulaire du 3 mai 1900 a interdit de vendre dans les cantines des casernes, quartiers, camps et terrains de manœuvres, aucune eau-de-vie ou liqueur à base d'alcool, ni aucune des multiples préparations connues sous le nom d'apéritifs. Cette mesure donnera de bons résultats au point de vue de la prophylaxie de l'alcoolisme dans l'armée ; mais des abus de boissons étant toujours possibles en dehors des casernes, l'interdiction faite aux cantines n'aura tout son effet que si, au moyen d'une action morale, exercée par les officiers, et d'un enseignement anti alcoolique, le soldat acquiert la certitude que l'usage de l'alcool diminue la résistance à la fatigue et à la maladie, tandis que l'habitude de la sobriété a la meilleure influence au double point de vue physique et moral.

J'ai, en conséquence, décidé que des conférences sur les effets et les dangers de l'alcoolisme seront faites dans les corps de troupe, soit par les officiers, soit par les médecins militaires, concurremment avec les conférences réglementaires sur l'hygiène. Je vous adresse le programme de ces conférences au sujet desquelles je vous invite à donner des ordres à qui de droit.

Rappelons encore que le 24 mai 1901, le ministre de la guerre par une nouvelle circulaire, rend applicable aux troupes coloniales stationnées en France l'interdiction absolue de la vente des boissons à base d'alcool imposée le 3 mai 1900 aux cantines des établissements militaires dépendant du département de la guerre.

En outre le ministre exige que les commandants des troupes aux colonies exercent une surveillance constante sur les débits de boissons, notamment ceux tenus par les indigènes et qu'ils consignent aux soldats ceux de ces établissements dont la fréquentation pourrait être dangereux pour leur santé.

Tels sont les règlements : datant d'hier, il nous est difficile de savoir exactement, non seulement s'ils sont appliqués, mais encore s'ils ont produit quelque effet ; ce que nous savons pourtant, c'est qu'un grand nombre d'officiers ont bien vite compris le grandeur de la mission qu'on leur confiait : d'une manière générale, on peut dire que tous ceux qui se sont donnés de tout cœur à l'œuvre anti-alcoolique ont merveilleusement réussi.

Écoutons par exemple M. Rudler, aide-major à Belfort : dans un rapport présenté par lui-même au 8^e congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Vienne : avril 1901), il nous raconte l'organisation de la lutte dans sa garnison. Les conférences faites par lui ont eu 12 à 1300 auditeurs bénévoles. Il importe surtout, dit-il, dans la conférence, de bien distinguer entre l'ivrogne et l'alcoolique. L'armée reçoit du pays des jeunes gens éduqués et instruits par l'école. Il faut selon lui

que le régiment soit pour eux une sorte de *catéchisme de persévérance*, et que les conférenciers donnent eux-mêmes l'exemple.

Un peu partout des conférences analogues sont données : c'est le colonel du 76^e de ligne qui fait mettre au rapport la note suivante : « Remis à la bibliothèque des officiers et à celle des sous-officiers et dans chaque compagnie un opuscule du docteur Legrain (*Un Fléau social*). Les commandants devront faire au moins une fois par semaine lecture à leurs hommes d'une partiedudit opuscule et s'employer à le leur faire comprendre. » C'est encore le commandant Driant faisant lui-même des conférences à ses hommes et les réunissant régulièrement à ce sujet.

Tout le monde se rappelle le beau discours fait par le général Galliéni, gouverneur militaire de Madagascar, au congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, tenu à Paris en 1899. Dans ce discours, il se déclarait nettement tempérant : il ne s'en est pas tenu là, et c'est grâce à sa haute approbation que se tiennent dans cette colonie des réunions du genre de celle de la section de Tananarive du 8 mars dernier ; des soldats tempérants, après l'audition d'une conférence, jouèrent des pièces de circonstance, comme « *les enfants de l'ivrogne*. » Plus récemment encore, au mois de juin, nous apprenions qu'une nouvelle section militaire dite du Palais, venait de se fonder à Tananarive ; elle siège à la caserne du palais du premier ministre.

Au même moment, se fondait à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) une section de l'*Union française anti-alcoolique*.

Parmi ses membres, se trouvent le commandant de l'artillerie et le colonel d'infanterie de marine. Une propagande active est faite parmi les soldats et un docteur de la ville leur fait des conférences anti-alcooliques.

Si nous revenons à la métropole, nous verrons le général Farny, commandant la 2^e division de cavalerie indépendante à Lunéville, prendre aussi une sage mesure : « Dans l'intérêt supérieur de la discipline et dans le but de sauvegarder l'hygiène physique et morale du soldat, écrivait-il dernièrement au maire de la ville, considérant en outre que, si les familles de militaires s'imposent des sacrifices afin d'envoyer de l'argent à leurs enfants sous les drapeaux, ce n'est pas pour qu'ils contractent au régiment des habitudes d'ivrognerie, il est formellement interdit aux sous-officiers non-rengagés et aux hommes de troupe de la garnison de séjourner dans les cafés, cabarets, etc..., après onze heures du soir, sauf les soirs de représentation théâtrale, dans les cafés situés près du théâtre et jusqu'à l'issue de la représentation. »

« Tout cabaret, café, débit, où un soldat sera trouvé après onze heures, sera consigné à la garnison. »

D'autres chefs de corps ont aussi très habilement tiré parti de l'article 86 du chapitre V de l'instruction pratique provisoire sur le service de l'infanterie en campagne, ainsi conçu : « Il est défendu de stationner dans les auberges et les cabarets. Les hommes ne doivent y demeurer que juste le temps de faire leurs achats. »

Si toutes ces prudentes mesures d'ailleurs étaient plus respectées, le nombre des chutes mortelles et des insoumissions serait très sensiblement diminué.

Les circulaires n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont consciencieusement appliquées ; combien tombent vite dans l'oubli : il n'y a guère plus d'un an que le ministre Galliffet interdisait la vente de l'alcool dans les cantines, et déjà certains cantiniers semblent l'avoir oublié. S'il nous était permis de faire appel à nos souvenirs personnels, nous rappellerions que sur deux cantines du 27^e d'infanterie que nous avons été amené à connaître, dans l'une on servait encore de l'alcool, dans l'autre on n'en servait plus. D'après une enquête que nous avons faite personnellement sur la manière dont on appliquait la circulaire au 8^e corps d'armée, nous avons appris qu'au 95^e la circulaire est généralement appliquée ; au 10^e et au 134^e, elle l'est plus ou moins suivant les bataillons. De tous ces renseignements, il résulte qu'*extérieurement*, les cantiniers ne vendent plus d'alcool, mais que souvent ils en conservent un dépôt, qui n'est connu que des initiés : cela tient uniquement à la surveillance plus ou moins active des chefs de bataillons, ou des capitaines adjudants-major qui les remplacent. Si ces officiers surveillent attentivement l'application de la circulaire, on peut être certain que les cantiniers n'ont plus d'alcool ; mais s'ils s'en désintéressent complètement, on peut être sûr que les soldats peuvent encore en trouver chez eux. Mais même dans ce cas, hâtons-nous de l'ajouter, et nous le savons grâce à l'obligeance de nos informateurs, les cantiniers hésitent beaucoup à laisser consommer chez eux de l'alcool et n'en donnent qu'aux soldats, de qui ils sont assurés de la discrétion.

Pourtant, trop récentes sont ces ordonnances pour

qu'on puisse, d'une façon certaine, certifier qu'elles ont abouti. Tout ce que nous savons, c'est que partout où les officiers se sont occupés eux-mêmes de leur application, ils ont vu bien vite les hommes s'intéresser à leurs conférences, abandonner peu à peu les cantines, prendre goût à leur profession militaire; ils se sont sentis plus maîtres d'eux et plus sûrs de leur esprit de discipline. En faisant une œuvre de solidarité sociale, ils ont fait aussi une bonne œuvre militaire, car ils ont formé de bons citoyens, en même temps que de bons soldats.

b] Angleterre. — C'est en Angleterre que la lutte anti-alcoolique dans l'armée est la plus féconde: non seulement il y est défendu aux cantiniers de vendre autre chose que de la bière et du porter en fait de boissons, mais encore à toute cantine est annexée une salle de récréation, où le soldat trouve livres, journaux, publications illustrées, boissons non-alcooliques.

Les autorités militaires anglaises ont jugé — avec grande perspicacité, selon nous — que des soldats désœuvrés sont des proies trop faciles pour les cabarets; c'est souvent l'ennui qui les jette dans ces salles enfumées, où ils vont chercher l'oubli et où ils trouvent l'abrutissement: aussi ont-elles favorisé de tout leur pouvoir la formation de clubs de football et de cricket, et des matches, dont les vainqueurs sont récompensés, ont lieu entre les diverses sociétés. Les sports athlétiques et le tir sont aussi sérieusement encouragés, notamment par des prix, dont les cantines du régiment paient les frais.

Les officiers sont les premiers à donner l'exemple : ils prennent part eux-mêmes aux jeux, et l'opinion publique est tellement sévère sur cette question de l'alcoolisme qu'actuellement un officier enclin à la boisson serait obligé de donner sa démission.

Tous les tempérants faisant partie de l'armée anglaise sont groupés dans des sections de l'« *Army Temperance Association*. » Les statuts que nous avons sous les yeux nous apprennent qu'elle a pour but de promouvoir la tempérance dans l'armée, de fonder des sections dans chaque régiment et de soutenir de tout son pouvoir les soldats tempérants. Elle compte aujourd'hui 400 associations avec 35000 membres; dans 6 régiments 50 0/0 des hommes ont embrassé la cause de cette association.

« Donnez-moi une armée d'abstinents; partout où je la mènerai, j'en ferai quelque chose » a dit lord Roberts.

Les chefs de l'armée des Indes ont compris toute la portée de cette parole, en aidant à la formation et au développement de l'« *Anglo-Indian Temperance Association*. » L'*Akbari*, son organe officiel, nous donne les renseignements suivants : le chiffre des abstinents atteint 20000, le tiers de l'armée. Le nombre des condamnations par les conseils de guerre a été de 4,12 pour 1000 abstinents et de 36,38 pour les non-abstinents.

Les punitions pour faits moins graves ont été de 39,70 pour 1000 abstinents et 92,32 par 1000 pour les non-abstinents.

Les admissions à l'hôpital ont été de 208,48 par 1000 pour les abstinents et de 301,52 par 1000 pour les autres.

Tel était l'état de l'armée des Indes en 1898. Dans un discours à la réunion anti-alcoolique d'Angleterre (9 au 16 juin 1900) M. Caine nous a appris que le chiffre des abstinents est actuellement de 23610 dans l'armée des Indes.

Aucun Etat n'est aussi avancé dans la lutte militaire anti-alcoolique que l'Angleterre, sauf peut-être les États-Unis.

c] *Etats-Unis*.—La lutte, en effet, est aussi ardente dans les États-Unis qu'en Angleterre, et la Chambre des Représentants s'est trouvée unanime à voter une loi qui supprime les cantines et interdit la vente des eaux-de-vie dans les camps ou postes militaires. Nous avons rappelé plus haut les heureux effets qui ont suivi cette mesure : ce sont, en effet, les soldats tempérants qui ont été aussi les meilleurs soldats dans la guerre hispano-américaine. Interdire aux soldats l'usage des boissons enivrantes, a-t-on dit à la Chambre des Représentants, c'est appliquer à l'armée le principe admis dans la vie industrielle, que l'on ne doit pas confier certaines fonctions délicates, celles de mécaniciens par exemple, à des gens disposés à l'intempérance. Sans qu'il soit nécessaire d'admettre cette théorie, la responsabilité qui incombe à l'État, qui doit protéger par des mesures efficaces la santé physique et morale des soldats, suffit bien pour justifier toutes ces mesures et ce sont justement les jeunes gens, grâce à elles, restés ou devenus tempérants, qui seront le plus reconnaissants aux autorités militaires d'avoir su appliquer strictement les règlements.

d] *Autres États.* — La plupart des autres États européens ou américains n'ont pas pris de ces mesures radicales et générales, comme l'interdiction pour les soldats de prendre des boissons alcooliques; il est bien question de le faire en Russie, mais ce n'est encore qu'un projet. Dans la circonscription militaire de Saint-Pétersbourg seulement, le grand duc Vladimir a pris un arrêté en ce sens. En Allemagne, les commandants de corps sont suffisamment armés, soit par le Code pénal militaire (articles 49, 85, 86, 88 et 151), soit par les règlements du service en campagne, pour combattre l'alcoolisme; du moins les autorités supérieures militaires le croient. Et pourtant, la lutte anti-alcoolique dans l'armée est peu avancée; beaucoup d'officiers sont indifférents; il semble que les mesures restrictives n'aient d'effet que si elles sont appliquées à tous; et l'on ne pourrait pas nous objecter l'exemple de la Suisse, puisque dans ce pays les officiers commandants, bien qu'ils puissent d'ailleurs appliquer certains règlements prohibitifs, comme en Allemagne, se plaignent amèrement que l'État ne prenne pas des mesures plus complètes, et regrettent surtout qu'on se borne à interdire l'usage de l'alcool, en oubliant totalement de faire donner des conférences anti-alcooliques aux jeunes soldats. Ils jugent avec raison que la prohibition n'est rien sans l'instruction complète de ces jeunes gens, et que l'on ne peut arriver à des résultats sérieux, si on ne met à la place d'honneur : l'éducation.

B. — EXPOSÉ CRITIQUE DES DIFFÉRENTES MESURES ANTIALCOOLIQUES PRISES DANS L'ARMÉE PAR LES AUTORITÉS MILITAIRES.

L'éducation, venons-nous de dire, car toutes les mesures restrictives prises dans l'armée, comme par exemple l'interdiction partielle ou absolue de vendre des boissons alcooliques dans les cantines, seront vaines, si elles ne sont pas corroborées et légitimées en quelque sorte par une instruction correspondante appropriée. Qui pourrait, en effet, empêcher les soldats d'aller en ville chercher ces boissons, qu'on leur refuserait dans les cantines? Ne voyons-nous pas tout autour des casernes de ces cabarets borgnes, qui forment une muraille ininterrompue? Ne trouveront-ils pas au contraire un attrait de plus à y séjourner, s'ils se heurtent toujours à de nouveaux réglemens dans les cantines? Ne savons-nous pas non plus, combien souvent est violée plus ou moins ouvertement la circulaire ministérielle?

Aussi, nous n'attendons que peu d'effet de la prohibition de vendre des boissons alcooliques dans les cantines; c'est nécessaire, mais ce n'est encore que le premier stade. Sans l'éducation donnée aux soldats, et sans une éducation continue, l'œuvre est à peine ébauchée: aussi le système français nous paraît ici avoir été très heureusement complété par la circulaire du général André du mois de février dernier. Les généraux commandant de corps devront désormais veiller avec soin à ce que les officiers placés sous leurs ordres donnent ou

fassent donner des leçons anti-alcooliques : qui les empêchera d'appeler à leur aide les médecins militaires et même les médecins civils. Ils trouveront parmi le corps médical assez d'adeptes de la tempérance pour rendre instructives et intéressantes les conférences qui seront données.

Mais ce que nous ne saurions trop louer, c'est la manière dont l'autorité militaire supérieure a su comprendre l'organisation de la lutte.

Il est ordonné de donner cet enseignement anti-alcoolique, mais liberté entière est laissée aux différents chefs de corps sur les moyens à prendre pour former une armée de tempérants ; ces moyens varieront suivant les localités où ils se trouveront, la région de la France qu'ils habiteront : il y aura de la sorte diversité dans l'unité.

Obligation et liberté : nous retrouvons ici pour l'enseignement anti-alcoolique dans l'armée la même terminologie — et aussi les mêmes difficultés — que nous avons rencontrées, lorsqu'il s'est agi pour nous d'étudier l'enseignement anti-alcoolique dans l'école et nous arrivons aux mêmes conclusions.

Sans doute, il est heureux que les diverses mesures anti-alcooliques que nous avons relatées aient été prises ; on a bien fait de laisser toute liberté aux officiers sur la manière de donner un enseignement approprié ; on a eu raison également de le rendre obligatoire ; mais, ici encore comme pour l'enseignement dans l'école, il faut de toute nécessité que les officiers donnent un exemple, et pour cela, qu'ils soient des convaincus.

C'est bien ce que comprenait le colonel Blanche, com-

mandant le 10^e régiment d'artillerie, lorsque, dans une conférence à ses officiers, il s'exprimait ainsi : « La lutte anti-alcoolique ne deviendra réellement efficace dans l'armée que quand tous les degrés de la hiérarchie seront profondément pénétrés des dangers de l'alcool, quand les eaux-de-vie et les apéritifs, actuellement interdits aux hommes dans les cantines ne seront plus tolérés aux sous-officiers, *et ne trouveront plus d'amateurs sur les tables des cercles des officiers.* »

Pour cela, il faut qu'à leur tour les officiers soient eux-mêmes instruits sur les dangers de l'alcool. S'il est nécessaire, qu'on ajoute aux programmes des grandes écoles militaires des leçons d'hygiène étendues à ce sujet, qu'on les interroge à leur entrée dans ces écoles sur diverses questions se rattachant à l'alcoolisme, et qu'on exige sévèrement une instruction sérieuse sur ce point, ce qu'on est loin de faire à l'heure actuelle, puisque ni à Saint-Cyr, ni à Saint-Maixent, ni à Saumur, on ne donne de conférences anti-alcooliques, et que le cours d'hygiène qui est fait aux futurs officiers ne contient que 3 ou 4 pages relatives à l'alcoolisme. Si les officiers ne donnent pas l'exemple, à quoi servira leur enseignement ! Si, au contraire, les soldats savent pertinemment que leur capitaine ou leur commandant est un tempérant convaincu, combien seront portés à suivre leur chef dans cette voie de la tempérance, comme ils le suivraient sur le champ de bataille : c'est alors qu'avec fruit pourraient être fondées des sections militaires de l'« *Union française anti-alcoolique* » analogues à celles qui existent dans les régiments anglais, c'est alors également que

pourrait être étudiée la question de la suppression des cantines, — question que soulevait déjà la *Liberté*, le 26 octobre 1874. Ce journal nous citait une initiative heureuse d'un colonel, qui avait résolu de ne plus avoir de cantiniers. Il avait constitué deux mess pour ses sous-officiers, chacun géré par le candidat élu par tous ses camarades, la surveillance pécuniaire étant réservée à une commission de sous-officiers, présidée par un capitaine adjudant-major.

Ces mess constitués, on avait ouvert dans chacun d'eux une salle de consommation à part pour les soldats. Ils y payaient le vin à un prix plus élevé d'un sou que le prix d'achat ; grâce aux bénéfices que procurait cette vente, les deux mess subsistaient très largement. On ne vendait que du vin naturel et l'alcool était totalement supprimé.

Le jour où dans les régiments existeraient des sections de tempérants bien constituées, ce jour là, on pourrait facilement généraliser une telle mesure.

Non seulement, en faisant ces conférences, les officiers pourraient former des tempérants, mais en même temps ils se rapprocheraient de leurs hommes, ils apprendraient à les connaître : la confiance régnerait entre eux. Le respect, certes, ne serait pas aboli, mais il y aurait plus de sympathie, partant plus de discipline ; les officiers auraient leurs hommes en main, et il n'y a pas de plus sérieux gage de victoire. Ils sauraient compter sur leurs soldats, comme ceux-ci compteraient sur leurs chefs : l'âme de l'armée serait active et agissante. Si tous étaient comme le commandant Driant, du 1^{er} batail-

lon de chasseurs à pied, l'œuvre d'éducation sociale anti-alcoolique incombant aux officiers serait bientôt un fait accompli. Entendons-le s'adresser à ses chasseurs :

« Ecoutez-moi donc, chasseurs, je vous parle en ami, en ami de vos santés, de vos intelligences ; mon devoir est de faire de vous des soldats et des *soldats d'élite*, puisque vous êtes *chasseurs à pied* et vous ne serez pas des chasseurs vigoureux, intelligents, vraiment courageux, si vous êtes adonnés à l'alcoolisme. Ce n'est pas en gorgeant le soldat de petits verres qu'on le pousse au combat, car sous le coup de fouet de l'alcool il n'irait pas loin, et la griserie passée, perdant son élan, il tournerait la tête pour refaire en sens inverse le chemin parcouru. Non, quoi qu'en disent les ennemis de l'armée, ceux qui l'injurient sans la connaître ou plutôt qui lui en veulent de garder intacte l'idée sacrée de la Patrie qui les gêne, ce n'est pas en le stimulant ainsi qu'on lui fait regarder la mort en face : c'est en lui parlant d'*Honneur* et de *Patrie*, comme l'ont fait vos officiers à votre arrivée, comme le font vos capitaines chaque semaine, sous une forme ou sous une autre. Or, pour comprendre la valeur de ces deux mots qui forment notre devise, qui flamboient sur nos drapeaux, qui nous guideront au jour suprême, il faut être sain d'intelligence, avoir ses facultés intactes ; pour être des gens braves, il faut être de braves gens et les braves gens sont tempérants.

« Si ma voix a pu convaincre quelques-uns d'entre vous, jeunes gens, s'il en est en ce moment qui au fond d'eux-mêmes se disent dans un généreux élan de leur conscience réveillée : « *Je ne boirai plus,* » je marquerai

d'une croix blanche cette journée et je la regarderai comme une des meilleures passées au milieu de vous. »

Nous ne pouvions pas trouver de meilleure conclusion que ces belles et réconfortantes paroles d'un officier français.

(Cf. *Le Petit Journal*, 5 septembre 1901. — *Bulletin de la Société française de tempérance*, nos 4 et 5, Année 1901, T.VII. — *L'Alcool*, nos de janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet, août, novembre, décembre 1900; nos de février-mars, avril, mai, juin, juillet, septembre, octobre 1901. — *Revue des jeux scolaires*, avril 1900. — *Réforme sociale*, 16 mars 1899 : baron J. Angot des Rotours : Chronique du mouvement social : pays de langue anglaise. — *Revue générale d'administration* : Société française de tempérance, 1880, II, p. 171. — *La Quinzaine*, 1^{er} juin 1901 : L'anti-alcoolisme dans l'armée au XVII^e siècle, p. 421. — *On the March (the official organ of the Army Temperance Association)*, may 1901, n^o 5, vol. 5. — *Army Temperance Association* : Abstract of constitution rules and instructions (Head office : 47, Victoria Street : London, S. W.) — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles, 1897) : rapports de MM. Chomé et Conrad Dillon. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris, 1899) : rapport du général Gallièni; discours de M. Guieysse, lieutenant d'artillerie, du docteur de Vaucleroy, de M. Jules Repond, de M. Dillon, de M. Zouïeff; rapports du docteur Alexandre Korowin, de M. J.-T. Rae, du docteur Legrain. — 8^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Vienne, 1901) : rapports du docteur Richard, délégué du ministre de la guerre français; de M. Rudler, aide-major à Belfort; de M. Eplinius (Allemagne); des docteurs Taussig, Stapler, Sickinger (armée autrichienne); du docteur Bonne (Bavière); de M. Blocher (Bâle); des docteurs Legrain et Boissier (France).

2] *Clergé*. — Nous avons parlé du rôle important joué par le corps professoral et les autorités militaires dans

la lutte anti-alcoolique, mais il importe que toutes les autres autorités sociales viennent les aider dans leur tâche. Parmi celles-là, il faut placer en premier lieu le clergé.

Il a un rôle de premier ordre à jouer et on en comprend si bien la portée que dès 1895, lors du congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bâle), lorsque Mgr Egger, évêque de Saint-Gall, apporta la bénédiction du pape Léon XIII, toute l'assemblée, composée d'ailleurs de catholiques, de protestants et de libre-penseurs, salua par des applaudissements unanimes cette communication, et le bureau du congrès adressa immédiatement un télégramme au cardinal Rampolla pour le prier de transmettre ses respectueux remerciements au Saint-Père.

Les mêmes applaudissements vinrent récompenser Mgr Turinaz, évêque de Nancy, lorsqu'il vint au congrès de Paris (1899) montrer ce qu'avait fait jusqu'alors le clergé catholique dans cette lutte et aussi ce qu'il pouvait faire encore. Au Congrès de Vienne (1901), une séance presque entière a été occupée à délimiter comment le clergé pourrait collaborer à la lutte anti-alcoolique.

Nul, moins que nous, n'aurait l'intention de passer sous silence ce qu'a fait sur ce terrain le clergé protestant, mais comme, tout en cherchant des exemples parmi les nations qui nous entourent, nous n'oublions pas que la France nous intéresse particulièrement, et comme ce n'est guère que le clergé catholique qui puisse en France jouer un rôle important, nous ne nous occuperons que de lui.

Nous avons le regret de le constater : notre clergé jusqu'alors n'a pas compris — nous le craignons — toute l'étendue du mal que cause à notre pays l'alcoolisme. Pourtant certains indices sembleraient indiquer que nous nous tromperions. Récemment deux de nos évêques viennent d'entrer en lutte contre le fléau dans deux des régions les plus atteintes de France : c'est d'abord l'archevêque de Rouen; puis c'est l'évêque de Saint-Brieuc qui dans une lettre épiscopale, invite tous les curés de son diocèse à créer dans chaque paroisse des groupes d'apôtres de la tempérance, et qui leur indique les moyens pratiques de remplir une véritable mission de bien public. Ils seront suivis, si tous les prêtres de France adoptent le vœu émis en 1900 par le Congrès ecclésiastique de Bourges : « les prêtres présents au Congrès invitent leurs confrères à prendre et prennent eux-mêmes la résolution de soutenir la propagande anti-alcoolique par tous les moyens dont ils disposent. »

Plus récemment encore, un autre évêque Mgr Latty, a pris un arrêté qui a été très commenté et qu'il n'est peut-être pas inutile de reproduire, car il indique bien tout ce que le haut clergé pourrait faire, s'il voulait courageusement indiquer la voie à suivre aux fidèles qu'il dirige. Le 1^{er} mai 1901, l'évêque de Châlons a donc pris l'arrêté suivant :

ARTICLE PREMIER. — Un enseignement anti-alcoolique est institué dans le diocèse de Châlons.

ARTICLE 2. — Il aura pour base la doctrine de l'Eglise sur la vertu de tempérance, notre Instruction pastorale du Carême de 1900 et le Rapport suivi de notre Statut du 21 décembre de même année.

ARTICLE 3. — Il aura surtout pour objet de montrer le caractère essentiellement destructeur de l'alcool, et partant la profonde immoralité de l'alcoolisme.

ARTICLE 4. — Il sera donné au prône, deux fois chaque année, dans l'Avent et au Carême ; — au catéchisme, dans l'année qui précède la première communion, en six instructions au moins, dont l'une sera faite pendant la retraite qui doit y préparer ; — dans les écoles, pensionnats et toutes autres maisons d'éducation qui relèvent de notre autorité ou s'inspirent de nos conseils, en six instructions, au moins, dans les plus hautes classes ou divisions.

On se servira, quand on le pourra convenablement, d'images et de projections, pour rendre l'enseignement plus sensible et plus impressionnant.

ARTICLE 5. — Une des conclusions les plus désirables de l'enseignement anti-alcoolique sera de former des sociétés de tempérance dont la condition première doit être l'abstention totale de toute liqueur distillée.

Deux fois par an, le 15 octobre et le 15 avril, MM. les doyens devront recueillir les noms des adhérents des sociétés de leurs cantons et nous en adresser la liste par ordre de paroisses.

Et Mgr Latieule, évêque de Vannes, qui vient de réunir son clergé en congrès, le 20 octobre dernier, pour étudier la question anti-alcoolique, ne demande pas autre chose.

Pour l'évêque de Châlons, comme pour celui de Vannes, l'enseignement ne finit donc pas avec l'école. A côté et après l'école, il faut compléter son œuvre : constamment, il faut rappeler aux jeunes gens que l'alcool est un poison. Si les conseils de Mgr Latty et de Mgr Latieule étaient partout écoutés par le clergé de France, on pourrait comprendre quelle serait la portée de cette intervention, si l'on songe que les patronages,

associations, catéchismes de persévérance, qui sont nettement catholiques, groupent environ 4 millions de jeunes gens et jeunes filles (statistique pour l'Exposition Universelle de Paris : 1900), comprenant ainsi la majeure partie de la jeunesse française. L'école serait alors heureusement et sagement complétée : l'enseignement donné pour l'instituteur ne serait pas perdu ; ce concours au contraire de l'enseignement public et du clergé montrerait aux jeunes générations que la tempérance ne doit pas seulement être l'apanage d'une élite, mais le patrimoine de tous.

(Cf. *L'Alcool*, n°s de février, juillet, octobre 1900; février mars, juin 1901. — *Revue pénitentiaire* : L. Rivière : La lutte contre l'alcoolisme en Allemagne, mai 1896. — Le 7^e congrès international contre l'alcoolisme, mai 1899. — *Réforme sociale* : A. Boyenval : Un meeting contre le trafic de l'opinion : le cardinal Manning et l'archevêque de Canterbury, 1^{er} janvier 1882. — J. Cazajoux : Lutte contre l'alcoolisme en Suisse, 1^{er} février 1894. — J. Cazajoux : Rôle du clergé, 1^{er} décembre 1895. — A. Béchaux : Chronique du mouvement social, Suisse, 1^{er} octobre 1900. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles, 1897) : rapport de Mgr Savoy. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris, 1899) : rapport du docteur Korowin. — Notes de l'abbé Naudet et de l'abbé Neumann. — 8^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Vienne, 1901) : rapports de M. Weiss, du recteur Neumann, du pasteur Bovet.)

3] *Patronat*. — Ce patronage officiel du clergé à la lutte anti-alcoolique trouverait un solide point d'appui dans le concours apporté par les industriels ou les commerçants. Qu'ils imitent MM. Paul Trocmé et fils, grands

industriels à Saint-Quentin, qui ont fait apposer dans l'intérieur de leurs fabriques des placards illustrés anti-alcooliques, — qu'ils suivent l'exemple de ces patrons américains, qui, en très grand nombre (3.527 contre 3.265) interdisent ou limitent l'usage des boissons alcooliques pour leurs ouvriers (*Economic aspects of the liquor problem* : *Twelfth annual of the Commission of Labor* : Washington, 1897), — qu'ils fournissent gratuitement ou qu'ils vendent très bon marché du bon café chaud et sucré, comme la maison G. Steinheil-Deeterlen et Cie à Rothau (Alsace), ou MM. Amos frères, à Raon, — ou encore qu'ils donnent eux-mêmes de bons conseils à leurs employés, comme M. Noblemaire, directeur de la Compagnie P.-L.-M., le faisait dernièrement à Nice, ou M. Barabant, directeur de la Compagnie de l'Est, à Nancy, — leur concours ne sera pas inutile, quel que soit d'ailleurs le mode de propagande qu'ils jugent utile d'employer.

A ce propos, il est intéressant de rappeler les termes mêmes qu'employait l'éminent directeur de la Compagnie P.-L.-M., en s'adressant aux employés de la Compagnie : (*Chronique des Chemins de fer* : Juin 1901) : « Je désire, je ne m'en cache pas, que vous m'aidiez dans la lutte que tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de notre race française entreprennent contre l'abus de l'alcool et surtout des spiritueux empoisonnés par des huiles essentielles, plus dangereux encore ; » et plus loin : « C'est à cette drogue maudite (l'absinthe) que je fais la guerre. On frémit quand on pense aux maux qu'elle a causés » « C'est à la volonté seule qu'il faut

faire appel. Pour qu'elle soit efficace, il vous faut d'abord la conviction de l'étendue du mal ; à cet effet, je vais faire distribuer dans nos services, envoyer dans toutes vos Sociétés, 5000 exemplaires d'une petite brochure de M. Baudrillart, dont la lecture est singulièrement instructive. On y voit que, dans les onze dernières années, la consommation de l'absinthe a triplé, que la France boit, à elle seule, plus d'absinthe que le monde entier. C'est là une supériorité dont il n'y a pas lieu d'être fier pour notre pays. »

M. Noblemaire a tenu parole : il y a 3 mois, ces brochures ont été mises entre les mains d'un grand nombre d'employés.

Non seulement les directeurs de ces grandes Compagnies font des conférences eux-mêmes, mais souvent, ils envoient de dévoués hygiénistes ou médecins pour en faire, sous leur patronage. Au mois de mai de cette année, c'était M. Marillier, qui, au théâtre de Châlons, fit, sur la demande du directeur des chemins de fer de l'Est, une conférence publique avec projections lumineuses sur l'alcoolisme. Elle s'adressait particulièrement aux employés de la Compagnie.

La Compagnie de l'Ouest n'a pas voulu rester en arrière : elle a interdit la vente de l'alcool dans les buvettes pour ses employés et de plus elle a fait apposer des tracts dans leurs bureaux.

Il ne faut pas non plus passer sous silence le procédé habile, employé par la Compagnie P.-L.-M., pour encourager la lutte entreprise contre l'alcool.

A la fin de l'année 1900, les inspecteurs ont reçu de

l'Exploitation une note, dans laquelle il leur était recommandé de réagir contre le développement de la consommation de l'alcool et notamment d'empêcher la vente des boissons alcoolisées dans les sociétés coopératives.

Pour cela, l'Exploitation les priait de convoquer les présidents de ces sociétés composées d'employés de la Compagnie, et de les prévenir qu'au cas où ils ne prohiberaient pas la vente des alcools, l'allocation trimestrielle qu'on leur accordait, leur serait immédiatement retirée.

Cette allocation ne consiste pas en une somme d'argent versée dans la caisse de ces sociétés, mais en une diminution des frais de transport.

Chaque trimestre, les sociétés font un relevé des sommes employées à acquitter ces frais, et le directeur, suivant les ressources dont il peut disposer, en autorise le remboursement partiel ($\frac{1}{3}$ environ).

Les sociétés coopératives composées d'agents du P.-L.-M., ne peuvent donc plus aujourd'hui, si elles vendent de l'alcool, avoir droit à cette allocation.

Nous ne pouvons que louer tous ces patrons ou directeurs des grandes Compagnies de chemins de fer d'avoir su si bien comprendre non seulement quel danger fait courir à notre pays l'abus des boissons alcooliques, mais encore et surtout le rôle important qu'ils pouvaient jouer dans la lutte contre ce terrible fléau. Ils se sont admirablement rendu compte qu'à l'exhortation ils devaient joindre les mesures utiles. Qu'ils ne craignent pas non plus de donner eux-mêmes l'exemple. S'ils sont suivis par un grand nombre d'industriels et de commer-

cants, la cause de l'anti-alcoolisme aura gagné bien du terrain. Ces directeurs d'usines et ces patrons n'hésiteront pas, dans la suite, nous n'en doutons pas, à apporter un appui pécuniaire à l'œuvre de propagande qui est faite partout contre le mal. Leur seul patronage aidera puissamment cette propagande ; ils aideront surtout dans la tâche qu'elles ont entreprise les sociétés de tempérance, qui, grâce à eux, compteront parmi leurs membres un grand nombre de leurs employés ou de leurs ouvriers, et ce seront justement, nous en sommes persuadé, ceux qui seront les plus habiles et les plus travailleurs.

(Cf. *Echo de Paris*, nos des 9 et 30 avril 1901. — *L'Alcool*, nos de janvier, mars, avril, mai, août, octobre, novembre 1900 ; de février-mars, avril, mai, juin, juillet 1901. — *Revue pénitentiaire*, avril 1898 : Louis Paoli : L'alcoolisme en Italie. — *Revue politique et parlementaire*, janvier 1897 : B.R.S. : Enquête sur le régime de l'alcool à l'étranger : Russie. — *Revue d'économie politique*, décembre 1898 : Note de M. Charles Gide. — Mai 1899 : Charles Gide : Chronique économique. — *Réforme sociale* : 1^{er} septembre 1890 : A. Delaire : Les institutions sociales à Hanovre : notes de voyages. — 16 juillet-1^{er} août 1892 : Eugène Rostand : La lutte contre l'alcoolisme dans une grande ville : à Marseille. — 1^{er} janvier 1894 : J. Cazajoux : Le mouvement social à l'étranger : une population désorganisée : le mineur du centre en Belgique. — 16 février 1897 : J. Cazajoux : Chronique du mouvement social : encore une déposition sur le mal alcoolique. — 1^{er} mai 1897 : Rapport du capitaine-commandant l'avisotransport « La Manche », chargé de surveiller la pêche d'Islande en 1896 : Les pêcheurs d'Islande et l'alcoolisme. — 1^{er} décembre 1897. J. Cazajoux : Chronique du mouvement social. — 16 février 1898 : J. Cazajoux : L'alcoolisme supprimé par le café. — 16 mai 1898 : A. Delaire : Chronique du mouvement social. — 1^{er} octobre 1899 : A. Béchaux : Chronique du mouve-

ment social : Suisse. — 6^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Bruxelles, 1897) : rapport de M. Léonard. — 7^e *Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Paris, 1899) : discours de MM. Comte, Van der Velde, Blocher, de Vincelles, N. Grigorieff, Oberholzer, Naudet ; rapports de MM. Van der Velde, Brunon, Richard, Thompson ; note de M. l'abbé Naudet.)

4] *Sociétés de tempérance*. — Sorti de l'école ayant fait partie ou non d'une société scolaire de tempérance, l'adolescent va-t-il se trouver isolé au milieu d'indifférents ou d'hostiles à la cause qu'il avait appris à aimer ? C'est alors que doit intervenir ce nouvel élément d'ordre et de paix sociale : les sociétés de tempérance. Il est de toute nécessité que le jeune homme trouve accès facile dans ces sociétés ; aussi doivent-elles chercher à s'imposer à son attention : formation de sections cadettes, encouragements donnés aux sociétés d'anciens élèves qui s'occupent d'anti-alcoolisme, cours, conférences, tous ces moyens seront par elles mis en œuvre pour aboutir.

Rien de plus facile d'abord que d'adjoindre aux sociétés d'adultes déjà existantes des sections cadettes. Si, d'après leurs statuts, certaines sociétés scolaires ne peuvent avoir pour membres des jeunes gens d'un âge déterminé, ceux-ci passeront immédiatement d'une société dans l'autre, en conservant les mêmes principes de tempérance et les mêmes convictions.

Dispersés à la sortie de l'école, chacun suivant la profession qu'il a choisie, ils ne seront pas ainsi en lutte trop tôt à des objections bien vite triomphantes et à des exemples trop souvent funestes. Ils trouveront d'autres

camarades tempérants et connaissance sera bien vite faite : l'idéal serait même qu'ils se groupent en corps de métiers et que dans chaque ville il y eût diverses sections comprenant les jeunes ouvriers de la même profession. Mais avant d'arriver à la réalisation de cette idée, la formation d'une section générale est possible et nous en avons pour preuve le succès de l'*Union française anti-alcoolique* qui en juillet 1901 annonçait la création de la millième section et qui, au 1^{er} décembre, en comptait 1.125 avec 45.000 membres.

A côté d'elle, luttent vaillamment la *Ligue nationale contre l'alcoolisme*, qui comprend les plus hautes sommités médicales et scientifiques, la *Croix-Bleue Française*, protestante, branche de la Fédération Internationale du même nom, qui comptait 1167 membres en 1893, 1861 en 1898 et 3000 environ en 1901, — la *Croix-Blanche*, qui en compte un chiffre égal, — l'*Etoile-Blanche*, qui a un millier de membres, — la *Société de Saint-Maurice*, dont le siège est à Lille, ces trois sociétés nettement catholiques, la dernière comptant surtout des membres du clergé, au nombre de plusieurs centaines.

Comme on le voit, c'est, à beaucoup près, l'*Union française anti-alcoolique* qui est la plus importante de toutes ces sociétés. Son caractère de neutralité nettement affirmé lui a permis d'encourager, sans que personne ne gêne son action bienfaisante, tous ces instituteurs ou professeurs dévoués qui se sont mis courageusement à enseigner en toutes occasions que l'alcool est un poison. Forts de son appui, beaucoup, s'ils n'ont pas créé de ces sections cadettes de l'*Union* dont nous avons parlé

précédemment, ont fait des conférences soit dans les associations d'anciens élèves, soit dans les milieux ouvriers. Des renseignements qui nous ont été fournis par des inspecteurs de l'enseignement primaire nous permettent d'affirmer que chaque année dans toutes les associations, qu'on appelle souvent les petites A, c'est-à-dire les amicales, des conférences anti-alcooliques sont données. Dans la Côte-d'Or notamment, nous savons que c'est le système universellement adopté. Si l'on songe que ces associations comprennent un demi-million de jeunes gens groupés en 4000 sociétés, on ne peut qu'admirer l'ardeur avec laquelle ces vaillants propagandistes ont suivi la voie que leur a tracée l'*Union française anti-alcoolique*. Mais nous voudrions plus encore. Nous voudrions qu'elle organise des représentations théâtrales et même de grandes fêtes populaires, qu'elle envoie de ces professeurs-volants, comme on les dénomme en Angleterre, dans toutes les sociétés de jeunes gens ou les patronages, qu'elle suive l'exemple en un mot de ces comités de tempérance russes, dont un rapport récent nous relatait tous les succès. Quand on songe qu'au 1^{er} juillet 1898 (dernier recensement), ces comités de tempérance possédaient 1.713 débits de thé et restaurants populaires ; 747 salles de lecture ; 501 salles de concert et de conférences ; 91 théâtres populaires, dont 37 occupaient des constructions leur appartenant ; 138 orchestres populaires ; — et que dans cette même année 1898, ils ont organisé 4568 conférences, 602 représentations théâtrales, 445 grandes fêtes populaires à ciel ouvert, 438 concerts et soirées dansantes ; — que l'Etat russe

n'a pas craint de subventionner en 1895 quatre provinces pour une somme de 203.400 roubles ; en 1896, 17 comités pour une somme de 304.250 roubles ; en 1897, 24 comités pour une somme de 832.950 roubles ; qu'en 1898, 31 comités touchèrent 1.615.900 roubles ; en 1899, 41 comités 1.797.200 roubles et qu'en 1900, le budget prévoyait une subvention de 2.711.000 roubles, ou 7 millions 500 mille francs, — on ne peut qu'admirer l'action des 23.600 coopérateurs et des 5.479 membres protecteurs de cette œuvre et souhaiter que les Français ne restent pas en arrière. Si l'Etat français soutient énergiquement les sociétés de tempérance de notre pays, s'il suit l'exemple que vient de lui donner plus récemment encore le gouvernement belge, qui a fait inscrire au budget de cette année un crédit de 75.000 fr. pour encourager la lutte anti-alcoolique, si nos sociétés continuent et développent encore leur action, nous avons grande confiance dans le succès final, car nous connaissons trop l'esprit de générosité qui anime notre race, comme aussi la bonne volonté et l'ardeur combative de tous les tempérants, pour douter que, dans quelques années, d'aussi beaux résultats qu'en Russie ne soient obtenus dans notre pays.

(Cf. *L'Alcool*, nos de janvier, février, mars, mai 1900, juillet 1901. — *Bulletin de la Bourse coopérative*, mai 1901. — *On the Line (the Journal of the United Kingdom Railway Temperance Union)*, June 1901, n° 219. — *3^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Christiania, 1889): rapport de M. le docteur Sigfrid Wieselgren sur les résultats du système de Gothenbourg. — *6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques* (Bruxelles, 1897): conférences des pasteurs Rochat et Bovet ; rapports de MM. Centner, du doc-

teur van Coillie, du docteur Faidherbe, de M. Blocher, de M. Houdez. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris, 1890) : rapports de MM. Rochat, Korowin, Matti Helinius, Bianquis, W. Hœck, Xandel, Ruysen, Clarke Wilson, James Sylvester, Bergmann, Daum, Oudaille, Nathan, Brun, de M^{me} Legrain. — Docteur Sigfrid Wieselgren : La lutte contre l'alcoolisme en Suède au point de vue législatif (Stockholm, 1898). — L. Rochat : Qu'est-ce que la Croix-Bleue? (Genève, 1897). — L. Rochat : Notice historique sur les sociétés de tempérance en Suisse (Genève, 1895). — *Echo de Paris*, 17 juin 1899. — *Petit Comtois*, 22 juin 1899. — *Revue d'Economie politique*, mars 1897 : Aug. Souchon : compte-rendu de la « Note sur la question de l'alcoolisme, » de M. E. Coudertier. — Janvier 1899 : F.-A.-S. : compte-rendu de « L'alcoolisme et ses remèdes, » de M. Vanlaër. — *Revue politique et parlementaire*, novembre 1896 : H. Berner : Enquête sur le régime de l'alcool à l'étranger (Norvège). — *Revue pénitentiaire*, décembre 1896 : Vidal : Enquête sur l'alcoolisme ; mars 1897 : discours du docteur Legrain : discussion après enquête sur l'alcoolisme ; juillet à novembre 1900 : vœux émis par le 5^e congrès pénitentiaire international. — *Réforme sociale*, 1^{er} août 1882 : E. Guignard : les sociétés de tempérance en Angleterre et en France ; 16 février 1890 : John.-A. Mosney : le centenaire de l'Eglise catholique aux Etats-Unis, le congrès de Baltimore ; 16 février 1895 : E. Rostand : le progrès social par l'initiative individuelle (discours) ; 16 août-1^{er} septembre 1897 : pasteur Bianquis : le devoir des chrétiens français en face de l'alcoolisme ; 1^{er} février 1898 : J. Cazajoux : chronique du mouvement social, la caisse d'épargne de Marseille et la lutte contre l'alcoolisme ; 1^{er} avril 1899 : A. Béchoux : chronique du mouvement social, Universités et étudiants en Suisse ; 1^{er} juillet 1899 : J. Cazajoux : réunion des correspondants et des délégués des Unions de la Paix sociale ; 1^{er} janvier 1900 : communication de M. Jacques Bardoux à la Société d'Economie sociale, la fondation universitaire de Belleville ; 1^{er}-16 août 1900 : visites sociales à l'Exposition, palais de l'Economie sociale, sections étrangères : la Russie : les comités de tempérance

5] *Médecins et femmes*. — Longtemps, les médecins ont ignoré le péril alcoolique, du moins, leur attitude aurait pu le faire croire ; mais depuis quelques années, ce sont eux qui, devant l'étendue du mal, ont courageusement pris une part active à cette lutte, en répétant en toutes circonstances que l'alcool est un poison, et un poison des plus dangereux. Leurs études physiologiques leur permettent de le savoir : aussi un grand nombre ne l'administrent plus comme médicament que dans des cas spéciaux et nettement déterminés. Il serait à souhaiter que tous aient le même sentiment de leur responsabilité que le docteur Henrik Berg, de Stockholm, qui demandait au Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques, tenu à Bruxelles en 1897 que tous les médecins étudient soigneusement l'état du malade, avant de lui faire prendre de l'alcool.

Ce n'est pas tout : qui, plus que le médecin peut diriger le mouvement anti-alcoolique ? C'est au corps médical à donner à toute la jeunesse ces leçons nécessaires d'hygiène qui lui manquent ; c'est à eux à publier des livres à leur portée, dans lesquels les effets funestes de l'alcool seront exposés avec clarté. Qu'ils ne craignent pas surtout de joindre l'exemple au précepte : il suffirait qu'il fût bien établi dans une ville, par exemple, que pas un des médecins ne boit d'alcool et en refuse catégoriquement, pour que bientôt — une question de mode s'en mêlant — une grande partie de la population, surtout enfantine, voulût imiter les hommes de science, et un grand pas vers la solution du problème, c'est-à-dire vers la diminution de la consommation de l'alcool, serait ainsi fait.

Si les médecins sauvent les corps, les femmes libèrent les âmes : ce sont elles les meilleures éducatrices de la volonté. Aux Etats-Unis, ce sont de véritables apôtres de la tempérance qui sont sorties des écoles publiques, ayant reçu une excellente instruction scientifique. De plus en plus, dans tous les pays, leur nombre augmentera et déjà l'on rencontre de ces mères de la nouvelle génération qui, abstinences intelligentes, savent donner à leurs filles ou à leurs garçons, ces conseils d'hygiène bien comprise, bien plus écoutés encore que ceux des instituteurs. Graduellement, elles transformeront l'opinion publique : elles formeront elles-mêmes de ces *Unions des femmes pour la tempérance*, telle que celle que Mme Legrain a fondée dans notre pays ; elles encourageront de toutes leurs forces toutes les initiatives fécondes ; elles approuveront en les soutenant les vaillants conférenciers de bonne volonté ; elles seront conférencières elles-mêmes ; et comme c'est surtout les œuvres d'éducation qui les attirent, elles iront donner dans des écoles ménagères des leçons de cuisine et d'hygiène domestique, extrêmement utiles dans la suite aux jeunes ouvrières pour rendre attrayant leur logis et retenir chez elles leur mari, trop porté sans cela à aller vite chercher repos et tranquillité dans les salles spacieuses, propres et bien éclairées des cabarets.

C'est un spectacle admirable que celui de l'activité de ces femmes américaines, toujours sur la brèche, et malgré toutes les attaques, elles poursuivent sans cesse le but qu'elles veulent atteindre : la suppression complète de la consommation de l'alcool. Ce sont elles qui ont

fait introduire obligatoirement l'instruction anti-alcoolique dans les écoles, ce sont elles qui soutiennent ces sections cadettes dont nous avons parlé : sans elles, nous doutons fort que le mouvement anti-alcoolique ait abouti dans un pays où le principe de la liberté individuelle reçoit toutes ses applications et où la protection sociale se réduit à son minimum. (Rapport de Miss Agnès E. Slack sur le rôle de la femme en face de l'abstinence : 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques : Paris, 1899). Elles ont ainsi donné au monde un bel exemple d'union, d'intelligence et de solidarité.

(Cf. *Revue pédagogique*, 15 avril 1894 : M^{me} C. Rauber : Les écoles et classes ménagères en Belgique. — *Réforme sociale*, 1^{er} octobre 1896 : Pierre Bidoire (traduction) : Monographie d'une famille d'ouvriers écossais, écrite par le chef de famille. — 1^{er} avril 1899 : A. Nyssens : Organisation de l'enseignement ménager en Belgique. — 16 septembre 1901 : M^{me} Keelhof : La femme et la lutte contre l'alcoolisme. — *Revue pénitentiaire* : janvier 1900 : Congrès des œuvres et institutions féminines. — 6^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Bruxelles, 1897) : Rapports de M^{lle} Marie Parent, de Miss Charlotte Gray, de M. Louis Frank, de Miss Grace A. Finlay, de M. Hon. Conrad Dillon. — 7^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Paris, 1899) : Discours de M^{me} Selmer ; rapports de M. le docteur Bienfait, du Rév. Worsfold, du docteur Julien Noir ; rapports de Miss Charlotte Gray, de M. Matti Hélinius, de M. J.-T. Rae, de Miss Agnès E. Slak, de M^{lle} Ottilie Hoffmann, de M. Bergmann. — 8^e Congrès international contre l'abus des boissons alcooliques (Vienne, 1901) : Rapports de M^{lle} Parent et de M. Forel ; discours du docteur Meynert.)

CONCLUSION

Grâce aux mesures civiles et pénales dont nous avons parlé, grâce aux mesures éducatrices, dans l'étude desquelles nous sommes entré, il est à présumer que le fléau de l'alcoolisme fera moins de ravages que dans ces dernières années. Mais c'est dans l'éducation que nous avons le plus confiance. C'est grâce à elle que seront formées toutes ces légions de jeunes tempérants, comme il en existe dans certaines des nations qui nous entourent. Ceux-ci, non contents de se préserver mutuellement, seront les plus actifs coopérateurs des hygiénistes et des médecins dans la lutte contre le terrible poison. Ils seront aidés dans leur tâche par toutes les autorités sociales, car ce n'est pas trop des efforts communs de tous pour aboutir à quelque résultat. Instruits sur toutes les notions essentielles relatives à la nocivité de l'alcool, sortis du régiment avec la conscience d'avoir su résister aux nombreuses tentations offertes trop fa-

cilement par ces cabarets borgnes qui entourent les casernes, ils trouveront, lorsqu'ils voudront fonder une famille, des compagnes instruites comme eux sur la nécessité de lutter contre l'alcoolisme. Elles auront appris que le meilleur moyen pour elles de retenir leurs maris à leur foyer, c'est justement de rendre leur intérieur le plus propre et le plus agréable possible ; elles sauront ce qu'il faut faire pour bien tenir une maison, bien faire la cuisine, administrer sagement et économiquement leur ménage.

Trouvant bon gîte et bon accueil, leurs maris oublieront bien vite les cabarets, qui les attiraient par leur aspect engageant et leur confort ; ils resteront chez eux, sûrs d'y trouver la paix et la tranquillité. L'union de la famille étant ainsi complète, les enfants seront nécessairement bien élevés ; ce n'est plus alors seulement à l'école qu'ils entendront faire l'éloge de la tempérance et combattre l'alcool ; ce seront leurs parents eux-mêmes qui confirmeront les leçons de l'instituteur en apportant leur propre témoignage et les mêmes conclusions. Dans cette atmosphère de tempérance qui l'entourera, l'enfant peu à peu comprendra quelle est la gravité du mal et quel danger fait courir l'usage de l'alcool, puisque tous ceux qui

ont pour mission de lui enseigner la vérité se trouveront d'accord pour combattre le même vice. Il sera d'autant plus convaincu qu'il pourra voir autour de lui des exemples frappants des maux causés par l'abus des boissons alcooliques. Parents et enfants formeront alors des familles entières de tempérants. Ces familles couvriront tout le territoire français ; ce seront naturellement les plus prospères et les plus unies. Leurs chefs seront les meilleurs citoyens. Ils auront ainsi admirablement compris ces belles paroles de Jules Simon : « sans foyer, il n'y a pas de famille ; sans famille, pas de morale ; sans morale, il n'y a ni Société, ni Patrie. »

VU :

H. TRUCHY.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 28 décembre 1901

Le Recteur de l'Académie :

CH. ADAM

Correspondant de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	9
AVANT-PROPOS : <i>L'étendue du mal</i>	15
§ I. — DANGERS DE L'ALCOOLISME.....	15
A. — Causes :	
a) Nocivité de l'alcool.....	15
b) Grande quantité d'alcool bu.....	19
B. — Résultats :	
a) Dangers familiaux.....	23
b) Dangers sociaux.....	26
§ II. — LE TERRAIN DE LA LUTTE.....	30
CHAPITRE 1 ^{er} . — <i>La législation civile et pénale dans ses rap- ports avec l'alcoolisme</i>	35
§ I. — LÉGISLATION ACTUELLE ET RÉFORMES A Y APPORTER..	40
1. — Ivresse concomitante à une contravention, à un délit ou à un crime.....	44
2. — Loi du 23 janvier 1873, tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme.....	46
3. — Loi du 24 juillet 1889 sur la protection des en- fants maltraités ou moralement abandonnés.	60

§ II. — AUTRES MESURES CIVILES ET PÉNALES À PRENDRE POUR COMBATTRE L'ALCOOLISME	64
Section 1 ^{re} . — Mesures indirectes :	
1. — Refus d'une action en justice pour les dettes de cabarets.....	66
2. — Interdiction aux patrons de payer les salaires de leurs ouvriers dans les cabarets, débits de boissons ou locaux y attenant.....	74
Section 2 ^e . — Mesures directes :	
1. — Interdiction de l'alcoolique	79
2. — Internement dans un asile de bu- veurs.....	86
a) Nature et causes.....	86
b) Procédure.....	88
c) Règlements de ces asiles...	94
Conclusion : Nécessité d'un enseignement anti-alcoolique..	97
CHAPITRE II. — <i>L'éducation anti-alcoolique</i>	103
§ I. — MESURE D'ÉDUCATION SCOLAIRE.....	105
Section 1 ^{re} . — Exposé historique et analytique des différents systèmes d'éducation scolaire.....	105
A. — Systèmes d'obligation :	
1. — France.....	105
2. — Belgique	137
3. — Etats-Unis	144
4. — Suède et Norvège	151
B. — Systèmes d'enseignement facultatif :	
1. — Suisse.....	155
2. — Angleterre.....	156
3. — Allemagne.....	161
4. — Luxembourg.....	162
5. — Hollande	162
6. — Danemark.....	162
7. — Autriche	162
8. — Russie	163
Section 2 ^e . — Exposé critique des différents systè- mes d'éducation scolaire... ..	164

§ II. — MESURES D'ÉDUCATION POST-SCOLAIRE.....	170
1. — Autorités militaires.....	173
A. — Exposé historique des différentes mesures anti-alcooliques prises dans l'armée par les autorités militaires.....	177
a) France.....	177
b) Angleterre.....	188
c) Etats-Unis.....	190
d) Autres Etats.....	191
B. — Exposé critique des différentes mesures anti-alcooliques prises dans l'armée par les autorités militaires.....	192
2. — Clergé.....	197
3. — Patronat.....	201
4. — Sociétés de tempérances.....	206
5. — Médecins et femmes.....	211
CONCLUSION.....	215

ERRATA

- Page 16, ligne 21, *au lieu de* vermouth, *lire* vermouths.
- Page 43, ligne 18, *au lieu de* un un crime, *lire* un crime.
- Page 47, ligne 31, *au lieu de* irrévocable, *lire* irrévocable.
- Page 53, ligne 29, *au lieu de* livres, *lire* lires.
- Page 81, ligne 20, *au lieu de* Cod. v°, *lire* Eod. v°.
- Page 83, ligne 5, *au lieu de* curtain, *lire* certain.
- Page 92, ligne 22, *au lieu de* choiser, *lire* choisir.
- Page 101, ligne 6, *au lieu de* Les facteurs économiques et l'alcoolisme,
lire E. Vandervelde : Les facteurs économiques et l'alcoolisme.
- Page 101, ligne 7, *au lieu de* A.F., mai 1901, *lire* Mai 1901 : A.F., note,
p. 398.
- Page 121, lignes 6 et 7, *au lieu de* d'é-d'école, *lire* d'école.
- Page 157, lignes 5 et 6, *au lieu de* caholiques, *lire* catholiques.
- Page 159, ligne 2, *au lieu de* uombre, *lire* nombre.
-

